

Etude sur le Système Fiscal Yougo-Slave

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 17 décembre 1937, à 14 heures.

PAR

Michel PRAPORTCHETOVITCH

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ALLIX, Professeur.

Suffragants : M. BARTHÉLÉMY, Professeur.

M. PERROUX, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (V°)

1937

Étude sur le Système Fiscal Yougo-Slave

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Etude sur le Système Fiscal Yougo-Slave

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 17 décembre 1937, à 14 heures.

PAR

Michel PRAPORTCHETOVITCH

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ALLIX, Professeur.

Suffragants : M. BARTHÉLÉMY, Professeur.

M. PERROUX, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

—
1937



EN SOUVENIR DE MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Antérieurement à la réforme fiscale de 1929 qui a unifié et créé un système fiscal unique sur le territoire du Royaume de la Yougoslavie, il existait dans chaque région le système fiscal qui y était en vigueur avant l'union nationale de 1918. De la sorte, nous avons à cette époque ces divers systèmes fiscaux :

1° Le système du Royaume de la Serbie dans la Serbie d'avant-guerre.

2° Le système du Monténégro, dans le Monténégro.

3° Le système hongro-croate, dans les régions de la Croatie, de la Slavonie et de la Voïvodine.

4° Le système bosno-herzégovine, dans la Bosnie et l'Herzégovine.

5° Enfin le système autrichien, dans la Slovénie et la Dalmatie.

GENERALITES SUR LES IMPOTS DIRECTS

I. — Enumération des impôts directs.

Depuis la réforme fiscale du 8 février 1928 ayant pris son effet à partir du 1^{er} janvier 1929, les impôts directs dans le royaume de Yougoslavie sont au nombre de six :¹

1° L'impôt foncier (impôt sur le produit de la terre).

2° L'impôt sur les bâtiments (impôts sur les propriétés bâties).

3° L'impôt tecevina (impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et des professions libérales).

4° L'impôt sur les rentes.

5° L'impôt sur le bénéfice des sociétés.

6° L'impôt sur les traitements, pensions et salaires.

En effet, en vertu de la nouvelle loi codificatrice, à partir du 1^{er} janvier 1929, tous les impôts directs perçus pour le compte de l'Etat ainsi que tous les centimes additionnels perçus pour le compte des Banovines et celui des Communes, ne seront perçus qu'en vertu des dispositions de cette loi même². Tous les impôts directs et tous les centimes additionnels perçus auparavant, soit en vertu des lois générales, soit en vertu des lois spéciales, seront supprimés à partir de cette date. Cependant, exception a été faite en ce qui concerne l'impôt sur le chiffre d'affaires, qui a été maintenu, car c'est un impôt complémen-

(1) La réforme fiscale résulte de la loi du 8 février 1928, loi codificatrice et unificatrice du système fiscal des impôts directs. C'est la loi fondamentale dans la matière.

(2) Article 7 de la loi du 8 février 1928.

taire et provisoire. De même a été maintenu l'impôt *vojnica*, qui en réalité n'est autre chose que la somme due par chaque citoyen yougo-slave qui n'a pas accompli son service militaire, service obligatoire pour chaque citoyen yougoslave. Cette somme est calculée proportionnellement au montant d'impôt direct payé par cet individu.

L'impôt sur les traitements, pensions et salaires, rentre en application dès le 1^{er} avril 1928.

II. — Généralité de la dette de l'impôt.

L'obligation à l'impôt est générale, c'est-à-dire que l'impôt est dû par toute personne juridique ou physique selon les prévisions de la Loi.

Le Roi et le Prince héritier sont tenus d'acquitter tous les impôts directs sur leurs patrimoines privés ³.

De même l'Etat est tenu de payer les impôts directs dans les cas prévus par la loi ⁴.

Cette obligation générale à la dette de l'impôt édictée par la loi codificatrice a comme base la Constitution d'Etat ⁵. Car de la Constitution même, il résulte : que toute personne physique ou juridique est tenu de payer l'impôt; le Roi et le Prince héritier; l'Etat, lui aussi est soumis à l'impôt sur ses bénéfices industriels et agricoles, sauf dans les cas limitativement énumérés par la loi ⁶.

III. — Les exemptions en matière d'impôts directs.

L'exemption totale ou partielle d'un impôt direct ne peut être prononcée que dans les cas strictement énumé-

(3) Art. 116 de la Constitution d'Etat.

(4) Art. 2 de la loi du 8 Février 1928.

(5) Art. 116 de la Constitution d'Etat.

(6) Des cas d'affranchissement de l'impôt dû par l'Etat ont été assez fréquents ces années dernières. Citons la Loi des finances pour l'année 1932-33, art. 16 qui libère l'Etat du paiement de l'impôt foncier et de l'impôt sur les bâtiments pour toute l'année 1932. Puis la Loi des finances 1933-34 qui en exempte l'Etat pour l'année 1933.

Il faut remarquer que ces exemptions sont dues uniquement à la crise économique et financière à travers laquelle la Yougoslavie passe actuellement.

rés par la loi⁷. La loi codificatrice a aboli toutes les exemptions antérieures et n'a laissé subsister que celles prévues par cette loi même. Toutefois, les exemptions et les dégrèvements temporaires restent à valoir jusqu'à leurs termes d'expiration.

Cependant, il faut remarquer que le montant de l'impôt exempté doit être inscrit dans la somme totale de la dette individuelle d'impôt de chaque contribuable, et n'est, que par la suite, déduite du montant à payer par ce contribuable. Ceci est nécessaire pour permettre qu'on puisse se rendre compte du montant total de la dette individuelle d'impôt de chaque contribuable, car suivant le montant de cette somme, le contribuable acquiert ou perd certains droits (tels que : le droit à l'invalidité, les certificats de pauvreté, etc.)⁸.

IV. — Les délais en matière d'impôts directs.

En ce qui concerne les délais pour faire les déclarations, les délais de la perception de l'impôt, les délais des voies de recours, etc., ils sont prévus pour chaque catégorie d'impôt, et on ne peut y déroger sans entraîner des amendes et des pénalités fiscales⁹.

Ces délais peuvent être prolongés par une demande de prolongation pleinement justifiée, déposée au fisc avant l'échéance du délai légale prévu et approuvé par le fisc.

V. — Détermination du contribuable.

Le contribuable tenu de l'acquittement de la dette de l'impôt est déterminé par la loi. Le fisc n'est nullement lié par le fait qu'un contribuable se serait déchargé de

(7) Loi du 8 février 1928.

(8) Art. 3 de la Loi du 8 Février 1928.

(9) Art. 4 de la Loi du 8 Février 1928.

l'acquittement de l'impôt sur une autre personne en vertu d'un contrat passé entre lui et cette personne. Malgré l'obligation de cette personne, le contribuable n'en reste pas moins débiteur vis-à-vis de l'Administration du fisc.

VI. — La perception des impôts directs.

La loi codificatrice a abrogé toutes les concessions faites soit aux personnes physiques, soit aux personnes juridiques, concessions qui leur donnaient droit de percevoir certains impôts directs aux lieu et place de l'État ¹⁰.

Par conséquent, depuis la loi de codification, est autorisé à percevoir les impôts directs seulement le Trésor par ses diverses administrations ¹¹.

(10) Art. 8 de la Loi du 8 février 1928.

(11) Art. 8 et 150 de la dite loi.

L'IMPOT FONCIER ¹

I. — Sur quoi porte l'impôt foncier.

L'impôt foncier ou impôt sur le produit de la terre, frappe chaque terre cultivable sur le territoire de la Yougoslavie, peu importe d'ailleurs si cette terre est cultivée ou non, ou si elle est exploitée dans un autre but que celui de la culture. Il n'y a d'exception à cette règle générale que dans les cas limitativement énumérés par la loi ².

Par le seul fait que la terre est cultivable, l'impôt foncier est dû. Chaque contribuable est tenu de déclarer dans un délai de 60 jours, tout changement qui pourrait modifier l'assiette de l'impôt. Le défaut de déclaration dans le délai prescrit entraîne des pénalités prévues par la loi ³.

II. — Exemption de l'impôt foncier.

On distingue deux sortes d'exemption de l'impôt foncier : les exemptions permanentes et les exemptions temporaires :

A. — LES EXEMPTIONS PERMANENTES.

Sont exemptés de l'impôt foncier d'une manière permanente :

(1) A la différence de l'impôt foncier en France qui frappe à la fois les propriétés bâties, l'impôt foncier en Yougoslavie est un impôt qui frappe uniquement le revenu de la terre c'est-à-dire de la propriété non bâtie.

(2) . Art. 9 de la loi du 8 février 1928. V. Devetcherski : Ziv : Commentaires de la loi sur les impôts directs, p. 29. V. Art. 9 du Règlement de la loi sur les impôts directs.

(3) V. Art. 9 et 138 de la loi sur les impôts directs.

1. — Toutes les terres appartenant à l'Etat et que celui-ci n'exploite pas dans un but agricole ou dans un but lucratif.

2. — Les terres attenantes à des immeubles et appartenant aux ambassades, légations ou consulats étrangers, mais seulement en cas de réciprocité.

3. — Les enceintes autour des églises, les cours des temples ainsi que les cimetières publics de toutes les confessions reconnues à l'Etat.

4. — Les terres qui servent directement dans des buts publics d'instruction, d'hygiène, de bienfaisance ou d'assistance et ne visent pas de but lucratif.

5. — Les vignobles et les pépinières des fruits appartenant à l'Etat, aux unités administratives autonomes de l'Etat (Banovines et Communes) ou aux zadrougas⁴ fondées dans un but d'instruction publique et non pas dans un but lucratif.

6. — Les routes, les voies de communications, les rues, les places et les parcs publics appartenant à l'Etat ou aux unités administratives autonomes.

7. — Les conduites et les installations de l'eau courante, mais seulement celles qui servent à l'utilité générale et publique.

8. — Les canaux et leurs écluses, les digues, les saules défenseurs ainsi que toutes les plantations, fossés et tout autre moyen de défense, d'éconduits ou de conduits d'eau, construits d'après les lois et règlements des eaux.

9. — Les ruisseaux, les rivières, les fleuves, les lacs, les marées, s'ils ne donnent aucun bénéfice.

10. — Les terres qui sont stériles et inutilisables au point de vue agricole.

11. — Les terres couvertes par des bâtiments, ainsi que les cours adhérentes aux bâtiments jusqu'à une superficie de 500 mètres carrés maximum. Au cas où ces cours sont louées et procurent ainsi des bénéfices spé-

(4) Les zadrougas ce sont des associations coopératives agricoles.

ciaux et séparés, dans ce cas ces bénéfices sont soumis à l'impôt sur les rentes.

Toutes ces exemptions permanentes de l'impôt foncier cessent à valoir à partir du jour où les terres exemptes deviendraient par suite de leur mise en valeur des terres cultivables⁵.

B. — LES EXEMPTIONS TEMPORAIRES.

Sont exemptés de l'impôt foncier d'une manière temporaire :

1. — Pendant 15 ans, les terres qui le jour de l'entrée en application de la loi codificatrice des impôts directs, ont été inutilisables au point de vue de la culture et en sont devenues ultérieurement par leur mise en valeur.

2. — Les vignobles nouveaux si on les élève :

a) Sur un terrain vignoble, pendant quatre ans.

b) Sur un terrain pierreux ou sablonneux, pendant dix ans.

c) Sur un terrain de sable vivant, pendant vingt ans⁶.

3. — Les terres sur lesquelles on plante des pépinières de fruits, surtout des pruniers, poiriers, noyers, pommiers, amandiers et noisetiers, pendant six ans. Les terres sur lesquelles on plante les oliviers sont exemptées pendant vingt ans⁷.

4. — Les terres peuplées par les *colons*, en vertu de la réforme agraire, sont exemptées pendant cinq ans à partir

(5) V. les Art. 10 de la loi et du règlement sur les impôts directs. V. Devetcherski Ziv : *ibid.* p. 39 et 40.

V. Zivkovitch Zivko : *Commentaire de la loi sur les impôts directs*, p. 13 et 14.

(6) Il faut remarquer qu'il y a des conditions rigoureusement exigées et minutieusement établies par la loi en ce qui concerne l'origine, la qualité de la vigne, en ce qui concerne les terrains, etc.

(7) L'art. II de la loi du 8 février 1928 décide, que pour savoir ce qui doit être pris comme pépinière de fruits sera ultérieurement établi par un règlement du Ministère de l'Agriculture. En effet, le règlement en question est intervenu dans la loi du 25 mars 1932 modifiant la loi sur les impôts directs. Ce règlement a été complété par le règlement décrété du Ministère de l'Agriculture en date du 10 septembre 1932.

V. Art. II du Règlement de la loi des impôts directs.

V. Devetcherski Ziv : *ibid.* p. 45 à 49.

du début de l'année qui suit celle où le colon a reçu la terre.

5. — Les terres sur lesquelles on plante des forêts, suivant les instructions et sous le contrôle de l'administration des forêts, sont exemptées pour une période de vingt ans. Ce délai d'exemption peut être prolongé jusqu'à quarante ans, suivant les difficultés du terrain et suivant les dépenses que cette élévation nécessite.

6. — Enfin, dans des cas exceptionnels où par suite d'une tempête, inondation, etc., provoquant l'impossibilité de cultiver la terre, pour une période de plus d'un an, le Ministère des Finances déterminera par décret spécial une exemption temporaire de l'impôt foncier pour faciliter la reconstitution des terres endommagées⁸.

Enfin il faut remarquer que l'Etat a été exempté du paiement de l'impôt foncier durant ces dernières années⁹.

C. — LES DÉGRÈVEMENTS DE L'IMPÔT FONCIER.

En cas où plus d'un quart du produit annuel de la terre serait endommagé, la somme due pour le paiement de l'impôt foncier en sera partiellement ou totalement réduite suivant la grandeur du dommage subi.

La loi prévoit des cas où le dégrèvement intervient sans aucune réserve du fait de l'existence des causes énumérées par la loi, et des cas où elle exige certaines étendues territoriales pour que le dégrèvement puisse être effectué. Ces cas de dégrèvements sans réserves sont au nombre de six : l'incendie, l'eau, la grêle, les rats des champs, les tempêtes, les *poux des plantes* et les saute-relles¹⁰.

De même qu'en cas de notables améliorations des

(8) V. les art. II de la loi et du règlement sur les impôts directs. V. Devercherski Ziv. : *ibid.*, p. 45 à 53.

(9) V. Loi des Finances 1932-33 art. 16 d'après lequel l'Etat est exempté de l'impôt foncier et de l'impôt sur les bâtiments pour l'année 1932.

(10) V. Art. 12 de la loi sur les impôts directs.

Zivkovitch Ziv : *ibid.* p. 17.

terres déjà cultivées, amélioration nécessitant des dépenses spéciales et du travail spécial (drainage, assainissement, régulation des courants d'eau, etc.), la loi prévoit que l'impôt sera payé pendant une période de quinze années, à dater de la fin de ces travaux, seulement sur la partie de produit net de la terre équivalente au produit net de la terre des années qui précédaient ces améliorations¹¹.

D. — EN DÉFINITIVE.

Toutes ces exemptions permanentes ou temporaires, prévues par la loi existent. Dès le moment que ces causes viendraient à disparaître, ces exemptions ou ces dégrèvements prévus par la loi existent. Dès le moment où ces causes tomberaient à leur tour et l'impôt deviendrait redevable.

L'impôt foncier frappe la terre même. Par conséquent est tenu de l'acquittement de cet impôt, celui qui détient la terre comme sienne, soit comme propriétaire, comme possesseur, usufruitier ou fermier¹².

III. — Base de l'impôt foncier.

A. — DÉTERMINATION DE LA BASE DE L'IMPÔT FONCIER.

L'impôt est réparti d'après le revenu net cadastral calculé d'après la superficie du terrain, d'après la culture et d'après la qualité du sol.

Le revenu net cadastral correspond à la valeur en argent du produit moyen de la terre, que l'on peut obtenir avec une exploitation normale de la terre, déduction faite du montant des dépenses courantes et ordinaires qu'entraîne cette même exploitation.

(11) V. Art. 13 de la loi sur les impôts directs.

Zivkovitch Ziv. : *ibid.*, p. 19.

(12) V. Art. 15 de la loi et du Règlement sur les impôts directs.

Le produit moyen de la terre comprend : la quantité d'espèces et les jouissances accessoires que l'on obtient en moyenne dans une année d'exploitation par hectare ou par arpent de terre dans une région déterminée.

On entend par dépenses courantes d'une exploitation : les dépenses nécessaires pour tous les travaux d'exploitations attelés ou manuels, en ce qui concerne la préparation du sol, la semence, la moisson, la préparation et la conservation des produits, les dépenses faites pour les engrais, les grains, le plançon et l'amortissement du capital investi dans les bâtiments et ustensiles de travail, les frais d'assurances. En somme, toutes les dépenses nécessaires pour obtenir un produit moyen de la terre par une culture normale dans une région déterminée¹³.

Cependant, à côté des déductions faites pour les dépenses ordinaires d'exploitation de la terre, la loi prévoit également des déductions pour des dépenses d'amélioration du terrain même. Si le montant de ces dépenses ne peut être facilement déterminé, la loi décide qu'une Commission spéciale désignée à la fois par le Ministère des Finances et le Ministère de l'Agriculture, après étude, déterminera le montant de ces dépenses. Toutefois, le montant de ces dépenses ne pourra jamais diminuer de plus de 80 % le revenu net supplémentaire cadastral dû à ces améliorations¹⁴.

B. — CLASSIFICATIONS DES TERRAINS D'APRÈS LA CULTURE.

Tous les terrains cultivés ou cultivables se divisent en 6 catégories d'après l'espèce de culture qu'on y applique :

(13) V. Art. 16 de la loi du 8 février 1928.

V. Devetcherski Ziv. : p. 65 et 66.

V. Zivkovitch Zivko : *ibid.*, p. 21.

(14) V. Art. 17 de la loi sur les impôts directs.

V. Le règlement spécial en ce qui concerne le travail de la Commission spéciale pour la détermination du produit net cadastral.

1. — Les champs labourables.
2. — Les potagers et les vergers.
3. — Les vignobles.
4. — Les pâturages et les prairies.
5. — Les forêts.
6. — Les terrains de joncs de cannes, les terrains marécageux, les étangs et les lacs.

Ensuite, chacune de ces catégories de terrains se subdivise d'après la qualité de la terre, en un maximum de huit classes.

Les terrains de ville sont considérés comme appartenant à la meilleure classe et catégorie des terres de cette ville.

Les terrains que l'on ne cultivent pas, ou bien qu'on exploite dans un autre but que la culture, sont assimilés au point de vue fiscal, aux terrains avec lesquels ils se limitent ¹⁵.

C. — DÉTERMINATION DU REVENU NET CADASTRAL.

Pour déterminer le revenu net cadastral, il faut distinguer :

1. — Les régions où existe déjà le revenu net cadastral.
2. — Les régions où existe seulement la valeur cadastrale des terrains.
3. — Les régions où il n'y a pas encore de cadastre ¹⁶.

a) *Les régions où existe déjà le revenu net cadastral* ¹⁷.

Dans les régions où existe déjà le revenu net cadastral, le nouveau revenu net cadastral sera déterminé par

(15) V. Art. 18 Loi du 8 février 1928.

(16) V. Tourk Dragon : Le revenu et la valeur de la terre, p. 14 à 59.

V. Pochtitch Stjepan : La surcharge fiscale de l'agriculture et la réforme fiscale, p. 69 à 93.

(17) Ces régions sont : Croatie et Slavonie, Banat, Backa, Baranja, Srem, Slovénie, Prekomurje, Medjumurje et Dalmatie.

groupes d'arrondissements modèles, dans lesquels on rencontre toutes les différentes catégories et classes de terrains. La valeur en argent de ce nouveau revenu net cadastral sera déterminé par les prix des produits agricoles pendant la période du 1^{er} juillet 1925 au 30 juin 1926.

Ensuite, on établira le coefficient de différence entre la valeur en argent de ce nouveau revenu cadastral et de l'ancien revenu. Et c'est avec ce coefficient qu'on multipliera ensuite l'ancien revenu net cadastral de tous les arrondissements similaires à cet arrondissement modèle et on obtiendra ainsi le nouveau revenu net cadastral de ces autres arrondissements ¹⁸.

b) *Les régions où existe seulement la valeur cadastrale des terrains* ¹⁹.

Dans les régions où existe seulement la valeur cadastrale des terrains, on se servira de cette valeur cadastrale des terrains pour obtenir le produit brut des terrains.

Ayant obtenu le produit brut de la terre, on calcule ensuite le revenu net cadastral en se servant des mêmes données qui ont servi pour établir le nouveau revenu net cadastral pour les arrondissements modèles dans les régions où existait déjà le revenu net cadastral ²⁰.

c) *Les régions où n'existe pas encore de cadastre* ²¹.

Dans les régions où le cadastre n'existe pas, le cadastre sera exécuté dans un délai de dix ans à partir du jour de l'entrée en vigueur de la loi sur les impôts directs ²².

(18) V. le règlement spécial en ce qui concerne le travail de la Commission spéciale pour la détermination du produit net cadastral, p. 8 à 26.

(19) Ces régions sont : La Bosnie et l'Herzégovine.

(20) V. Devetcherski Ziv : *ibid.*, p. 27 à 33.

(21) Ces régions sont : La Serbie du Nord, la Serbie du Sud et le Monténégro.

(22) En effet, en vertu de l'art. 19 de la loi du 8 février 1928, le Ministre des Finances doit déposer devant la Chambre des Députés, dans un délai de six mois à partir du jour de l'entrée en vigueur de cette loi, un projet pour l'établissement du cadastre dans ces régions où il n'existe pas encore. L'entrée en vigueur de la loi du 8 février 1928 a été fixée par cette même loi au 1^{er} janvier.

Dans ces régions, provisoirement, le revenu net cadastral sera calculé pour chaque terrain d'après le revenu net cadastral des terrains similaires, aussi bien au point de vue de catégorie qu'au point de vue de classes de terrains des régions où existe déjà le revenu net cadastral en tenant compte de toutes les différences qu'il pourrait y avoir soit dans la culture, soit dans la productivité du sol²³.

d) *La Commission de fixation du revenu de la terre.*

Tous ces travaux de fixation du revenu de la terre sont soumis à l'approbation et au contrôle d'une Commission spéciale.

Cette Commission se compose de 16 membres. Huit sont nommés par la Chambre des Députés parmi les candidats proposés par le Gouvernement. Les huit autres sont des experts économes, forestiers, cadastraux et fiscaux. Le siège est à Belgrade et elle travaille d'un commun accord avec le Ministère des Finances.

Cette Commission a pour but de déterminer le revenu de la terre dans tout le Royaume. Sa durée est limitée jusqu'à l'organisation complète du système fiscal prévu par la loi sur les impôts directs.

Du reste, la sphère d'activité et les méthodes du travail de cette Commission sont minutieusement élaborées dans un Règlement spécial²⁴.

IV. — Taux de l'impôt foncier.

Tout contribuable assujetti à l'impôt foncier paie :

1. — Un impôt de base ou impôt élémentaire qui est de 12 % du revenu net cadastral.

(23) V. le Règlement spécial en ce qui concerne le travail de la Commission spéciale pour la détermination du produit net cadastral, p. 34 à 43.

V. Devetcherski Ziv. : *ibid.* p. 77 et 78.

(24) V. Règlement de la sphère d'activité et des méthodes de travail de la Commission pour la détermination du revenu de la terre, (1928)

2. — Et un impôt complémentaire sur la somme totale de tous les revenus nets cadastraux de toutes les terres soumises à l'impôt d'un même contribuable et se trouvant dans le ressort d'une même administration fiscale de première instance.

Cet impôt complémentaire varie suivant le tableau ci-dessous :

de 1.000 à 2.000	Din.	2 %
de 2.000 à 4.000	—	3 %
de 4.000 à 6.000	—	3,5 %
de 6.000 à 8.000	—	4 %
de 8.000 à 10.000	—	4,5 %
de 10.000 à 12.000	—	5 %
de 12.000 à 15.000	—	5,5 %
de 15.000 à 20.000	—	6 %
de 20.000 à 30.000	—	6,5 %
de 30.000 à 50.000	—	7 %
de 50.000 à 100.000	—	7,5 %
Au-dessus de 100.000	—	8 %

Sur le revenu net cadastral inférieur à 1.000 Din., on ne perçoit pas d'impôt complémentaire.

L'impôt complémentaire ne peut être frappé par les centimes additionnels.

Enfin la loi sur les impôts directs accorde des déductions de l'impôt complémentaire aux exploitants agricoles, lorsque ceux-ci exploitent directement leur terre et lorsqu'ils sont plus de cinq membres dans la maison commune.

Cette déduction s'applique par chaque membre dépassant le nombre de cinq et suivant le tableau-ci-dessous.

De 5 % :	Si le montant de l'impôt Complém. ne dépasse pas	100 din.
De 4 % :	— — — —	100-500 din.
De 3 % :	— — — —	500-1.000 din.
De 2 % :	— — — —	1.000-2.000 din.
De 1 % :	— — — —	2.000-3.000 din.
De 0,5 % :	— — — —	3.000-5.000 din.

Si l'impôt complémentaire dépasse 5.000 din. aucune déduction n'est accordée.

Comme membres de la maison commune ne peuvent être considérées :

1. — Les personnes qui sont toujours absentes.
2. — Les personnes qui ont un métier, une industrie ou une profession libérale.
3. — Les personnes qui sont attachées d'une manière continuelle soit à un service public, soit à un service privé.
4. — Les femmes et les enfants des personnes appartenant aux catégories 2 et 3 ci-dessus citées.

Impôt sur les bâtiments.

I. — SUR QUOI PORTE L'IMPOT SUR LES BATIMENTS ?

L'impôt sur les bâtiments (25) frappe tous les bâtiments, sur le territoire de la Yougoslavie, destinés à l'habitation ou une autre fin durable.

Par bâtiment, on entend toute construction sur terre ou sur eau, sans avoir à tenir compte du matériel qui a servi à la construction.

Ne sont pas considérés comme bâtiments : les moulins à eau sur les ruisseaux (car ils ne travaillent que périodiquement), les bateaux, les huttes, les maisons construites primitivement avec des pierres non taillées et simplement rangées, les maisons faites en tresse, les tentes en toile, les voitures arrangées pour être habitées, de même que les constructions qui ne sont faites que pour une très courte période de temps, cette période ne pouvant dépasser trois mois. Au cas où ces dernières seraient louées, les revenus seront frappés par l'impôt sur les rentes et non par l'impôt sur les bâtiments ²⁶.

(25) L'impôt sur les bâtiments veut dire impôt sur le revenu des bâtiments, c'est-à-dire des propriétés bâties.

(26) V. Art. 29 et 30 de la loi sur les impôts directs.

L'obligation de l'impôt sur les bâtiments prend naissance :

1. — Au premier du mois qui suit celui de la délivrance de la permission d'usage du bâtiment.

2. — Au cas de l'emploi du bâtiment avant l'obtention de la permission, au premier du mois qui suit celui de la mise en usage.

3. — Si le bâtiment avait été exempté, au premier du mois qui suit celui dans lequel l'exemption a cessé d'avoir lieu.

De même l'obligation de payer l'impôt cesse à la fin du mois où le bâtiment a été évacué à cause de démolition d'incendie, ou parce qu'il est devenu inhabitable, ou bien que les autorités publiques en ont interdit l'usage ou enfin si le dit bâtiment est exempté de l'impôt.

L'impôt sur les bâtiments frappe la possession du bâtiment, par conséquent, est tenu de l'acquittement de cet impôt celui qui détient le bâtiment comme sien (le propriétaire, le possesseur), en cas d'usufruit — l'usufruitier, en cas de fermage — le fermier ²⁷.

II. — EXEMPTIONS DE L'IMPOT SUR LES BATIMENTS

De l'impôt sur les bâtiments sont exemptés :

1. — Tous les bâtiments appartenant à l'Etat et aux Banovines.

2. — Les bâtiments des unités administratives autonomes, des corporations et fondations publiques tant que ces bâtiments servent directement dans un but public ou servent d'habitation aux employés de l'Etat ou à ceux des unités administratives autonomes, dans la mesure que celles-ci sont tenues, soit en vertu d'une loi, soit en vertu du contrat, de donner le logement à ses employés.

3. — Les bâtiments des Etats étrangers dans lesquels sont installés les légations et les consulats, mais seulement en cas de réciprocité.

(27) V. Scekkic et Mihic : Commentaire des lois fiscales, p. 23 à 32.

4. — Les églises, les chapelles, les cloîtres, tous les bâtiments qui servent aux confessions reconnues par l'État, les monuments historiques et religieux, les bâtiments qui servent directement dans des buts d'instruction ecclésiastique, les bâtiments des archevêchés, des évêchés et des paroisses, ainsi que les bâtiments donnés aux chefs et aux prêtres des confessions reconnues par l'État.

5. — Les hôpitaux *obdanita*, les asiles et les *logis de refuge*, les bâtiments touristiques dans les montagnes, les bains et les sanatoriums sans but lucratif.

6. — Tous les bâtiments dédiés dans un but national de culture, d'instruction, de bienfaisance ou d'économie nationale, sans but lucratif (musées publics, les bâtiments d'exposition, etc.).

7. — Les bâtiments des fabriques et des autres industries y compris l'exploitation des mines; les bâtiments d'entrepôts publics; les bâtiments des chemins de fer.

Tous ces bâtiments sont exemptés de l'impôt à condition qu'ils ne servent pas comme habitation, magasins de vente, ou à une autre entreprise.

8. — Tous les bâtiments qui servent à l'agriculture, tels que : les greniers, granges, enclos pour le bétail, écuries, etc., à l'exclusion des parties qui sont réservées à l'habitation.

9. — Les bâtiments des sociétés constituées, d'après la loi sur les eaux, dans le but de défense contre les inondations, dans le but de l'assainissement des terrains et de régulation des eaux, même ceux qui servent d'habitation aux employés et aux gardes des digues, canaux, etc...

10. — Les bâtimentsquisitionnés sans indemnité pour des services militaires jusqu'à leur libération.

11. — Les bâtiments construits provisoirement en cas de nécessité extraordinaire (incendie, inondations, épidémie, etc.,) pendant le temps que cette nécessité extraordinaire dure.

12. — Les mausolées et les sépultures.

13. — Les bâtiments exemptés par des lois spéciales.

14. — Les bâtiments des entreprises industrielles et commerciales délaissées jusqu'à nouvel usage quelconque.

15. — Les bâtiments qui servent exclusivement d'habitation aux agriculteurs²⁸ et à leurs employés agricoles dans les villages et communes villageoises ainsi que ces mêmes bâtiments qui se trouvent en dehors du rayon des grandes villes, des cités, des petites villes et des lieux considérés comme stations thermales publiques. Par contre, ne sont pas exemptés, les maisons de campagne ainsi que les bâtiments des propriétaires dont le revenu net cadastral dépasse 50.000 din. De même ne sont pas exemptés de l'impôt les bâtiments qui se trouvent dans les chefs-lieux d'arrondissement et dans les villes qui ont plus de 50.000 habitants.

16. — Les bâtiments appartenant à l'Etat, aux unités administratives autonomes, aux entreprises industrielles et d'exploitations minières qui servent à l'habitation gratuite des ouvriers.

17. — Les bâtiments des zadrougas et des fédérations des zadrougas, à condition qu'ils servent directement aux besoins des zadrougas mêmes.

En définitive, il faut remarquer que l'exemption de l'impôt sur les bâtiments entraîne également l'exemption de tous les centimes additionnels y adhérent et qui sont perçus au profit des banovines et communes²⁹.

III. — BASE DE L'IMPOT SUR LES BATIMENTS

Comme base d'imposition de l'impôt sur les bâtiments, il faut distinguer :

1. — Pour les bâtiments qui sont véritablement loués, la base d'imposition sera le prix du loyer annuel en ajou-

(28) La loi considère comme agriculteur celui qui ne s'occupe pas d'une manière continue de l'industrie, du commerce, d'un métier ou d'un emploi quelconque en dehors de la culture de la terre.

(29) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 111 à 153.

V. Art. 32 de la loi sur les impôts directs.

V. Zivkovitch Zivko : *ibid.*, p. 37 à 41.

V. Seckic et Mikic : *ibid.*, p. 41 à 59.

tant au loyer annuel toutes les charges incombant au locataire, mais en déduisant les frais d'entretien, d'administration et d'amortissement des bâtiments³⁰. Le bail passé entre le propriétaire et le locataire sert de preuve devant le fisc pour le loyer annuel.

2. — Pour les bâtiments qui ne sont pas loués, on prendra comme base d'imposition, le loyer annuel des bâtiments, locaux ou appartements similaires dans la même localité.

3. — C'est ce même système d'imposition que le fisc applique, au cas où le contribuable n'aurait pas fait de déclaration ou au cas où l'évaluation du loyer dans la déclaration serait trop faible par rapport au loyer des bâtiments similaires.

4. — Si le bâtiment ou l'appartement sont loués avec meubles, appareils, jardins, etc., l'impôt sur les bâtiments n'est dû que sur la partie du loyer qui est convenu pour la location de l'immeuble.

A défaut de cette spécification dans le bail, c'est le fisc qui fixerait la partie du loyer qui incombe comme loyer du bâtiment même³¹.

IV. — TAUX DE L'IMPOT SUR LES BATIMENTS.

L'impôt sur les bâtiments est calculé sur le revenu net du bâtiment.

Le revenu net du bâtiment est le loyer brut annuel, déductions faites des frais qui sont reconnus par la loi³².

(30) Les frais d'entretien, d'administration et d'amortissement qui doivent être déduits du montant brut annuel sont fixés par l'Art. 36 de la loi du 8 février 1928 comme suit :

1° A Belgrade, Zagreb, Ljubljana et Novi-Sad, 20 %.

2° Dans toutes les autres villes, localités, stations balnéaires, thermes et estivales, 25 %.

3° Dans les villages 30 %.

Ces déductions sont faites par les fonctionnaires du service fiscal et non pas par les contribuables dans leurs déclarations.

(31) V. Art. 34 et 35 de la loi du 8 février 1928.

V. Zivkovitch Ziv : *ibid* p. 42 et 43.

V. Skecic et Mikic : *ibid*, p. 64 et 75.

(32) V. la note, N° 1 à la page 6.

Tout contribuable assujetti à l'impôt sur les bâtiments paye :

1. — Un impôt de base ou impôt élémentaire qui est de 12 % du revenu net annuel.

2. — Un impôt complémentaire sur le total des revenus nets annuels de tous les immeubles soumis à l'impôt, appartenant au même contribuable et se trouvant dans le ressort d'une même administration fiscale de première instance.

L'impôt complémentaire varie suivant le tableau ci-dessous :

Degré	Base de l'impôt complémentaire	Impôt complémentaire
1	jusqu'à 10.000 din.	2 %
2	de 10.000 à 20.000 din.	4 % - 200
3	de 20.000 à 30.000 din.	6 % - 600
4	de 30.000 à 40.000 din.	8 % - 1.200
5	de 40.000 à 50.000 din.	10 % - 2.000
6	de 50.000 à 60.000 din.	12 % - 3.000
7	de 60.000 à 70.000 din.	14 % - 4.200
	au-dessus de 70.000 din.	10 %

L'impôt complémentaire ne peut être frappé par aucun centime additionnel.

En ce qui concerne les bâtiments nouvellement construits, ils ne sont soumis qu'à un seul impôt qui varie suivant que le nouveau bâtiment est devenu imposable, avant le 31 décembre 1931, dans lequel cas il est soumis à un impôt de 6 %, ou suivant que le nouveau bâtiment est devenu imposable après cette date, dans lequel cas il est soumis à un impôt de 12 % sur le revenu net annuel.

Cet allègement de l'impôt est accordé pour une période de vingt ans dans les villes de plus de 50.000 habitants, ensuite dans les chefs-lieux des Banovines, la ville de Souclak, dans les stations balnéaires et estivales.

Dans toutes les autres villes, cet allègement n'est accordé que pour une période de dix ans.

Ces périodes d'allègement de l'impôt ne sont accordées qu'aux bâtiments entièrement nouvellement construits. Tandis que pour les parties nouvellement construites, mais rajoutées aux bâtiments déjà existants, ces périodes d'allègement de l'impôt sont réduites à moitié.

L'allègement de l'impôt ne s'applique pas dans le cas de la réfection même totale des bâtiments anciens ainsi que pour les bâtiments construits dans un but temporaire.

Les bâtiments ou les parties des bâtiments qui jouissent d'un allègement fiscal temporaire ne peuvent être frappés d'aucune façon par les centimes additionnels perçus au profit des unités administratives autonomes.

Les bâtiments dans les villages qui sont en dehors du rayon des villes et des stations balnéaires et estivales, qui ne se louent pas et servent exclusivement à l'habitation des agriculteurs et des petits artisans⁽³³⁾, l'impôt de base et l'impôt complémentaire seront perçus d'après le nombre des pièces habitables⁽³⁴⁾, et dont le loyer brut est invariablement fixé suivant le tableau ci-dessous :

Nombre de pièces	Dans les villages sans avoir à tenir compte du nombre d'habitants.	Dans les villages où se trouvent le siège d'ar- rondissement, mais en dehors du rayon des villes et stations thermales
	Loyer brut en dinars	
1	300	400
2	550	700
3	750	950
4	900	1.150
5	1.000	1.300
Chaque pièce au dessus de 5 pièces	75	100

(33) Est considéré comme petit artisan, celui qui travaille seul ou celui qui se sert au maximum de l'aide de deux employés.

(34) Sera considérée comme pièce habitable, toute pièce qui est construite pour l'habitation et toute celle qui pourrait être habitée d'après la construction même du bâtiment.

Tandis que dans tous les cas où les bâtiments sont assujettis à l'impôt sur les bâtiments, les contribuables sont tenus de déposer au fisc chaque année une déclaration écrite du revenu brut de leurs bâtiments, dans le cas des bâtiments construits dans les villages, et servant exclusivement à l'habitation des agriculteurs, les contribuables ne sont tenus d'aucune formalité (sauf en cas de location des dits bâtiments), ces bâtiments étant taxés d'office par le fisc d'après les données du cadastre ³⁵.

V. — LE CADASTRE DES BATIMENTS

Le fisc détient pour tous les bâtiments construits sur le territoire de la Yougoslavie, dans chaque Commune, un cadastre spécial pour les bâtiments qui sont assujettis à l'impôt sur les bâtiments.

VI. — RÉDUCTION DE L'IMPOT SUR LES BATIMENTS.

L'impôt de base sur le revenu des bâtiments peut être réduit en partie ou supprimé en totalité dans les cas suivants :

1. — En cas de non utilisation de l'objet assujetti à l'impôt.

2. — En cas où le bâtiment serait devenu inutilisable par suite des dommages élémentaires.

3. — En cas où le loyer déclaré ne peut être récupéré contre toutes les poursuites judiciaires.

Toutes ces réductions de l'impôt de base sur les bâtiments doivent faire l'objet d'une demande de réduction adressée au fisc dans les délais prévus.

(35) V. Art. 37 de la loi sur les impôts directs et du Règlement de la loi sur les impôts directs.

V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 181 à 184.

V. Ssekic et Mikic : *ibid.*, p. 82 à 106.

L'IMPOT TECEVINA ¹

1. — Quels sont les sujets soumis à l'impôt tecevina ?

L'impôt tecevina frappe tous les bénéfices des opérations commerciales et industrielles ² ainsi que ceux des opérations des professions libérales ³ que l'on réalise dans un but de gain sur le territoire de Yougoslavie ⁴.

Cependant, ne sont pas assujettis à l'impôt tecevina :

1. — Les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

2. — Les opérations de l'agriculture et de la culture des forêts dans les limites prévues par la loi ⁵.

Tous les sujets qui sont assujettis à l'impôt tecevina sont divisés par la loi en trois groupes en raison des différents taux de l'impôt qu'on applique suivant le groupe auquel appartient le contribuable ⁶.

A. — PREMIER GROUPE.

1) Les entreprises et les opérations commerciales, industrielles et d'exploitation minières ⁷.

(1) L'impôt tecevina est un impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les bénéfices des professions libérales. Sa prononciation phonétique serait tetchévina.

(2) Par opérations commerciales et industrielles on entend toute activité nécessaire à la production, à la transformation et à l'échange des biens faite adns un but de gain.

(3) Par professions libérales on entend toutes les professions indépendantes et non commerciales qui consistent en services intellectuels ou physiques rendus à des personnes moyennant une certaine rémunération.

(4) V. Devetcherski Ziv. : *ibid*, p. 195 à 200.

(5) Voir plus loin dans le texte de ce livre page 34, les limites dans lesquelles l'impôt tecevina n'est pas exigé. Ces limites sont fixées par l'art. 45 de la loi sur les impôts directs.

(6) Il faut remarquer que dans ces groupes, la loi n'a donné qu'à titre exemplaire les principales entreprises industrielles et commerciales et les principales professions libérales. Celles qui ne se trouvent pas énumérées dans ces groupes doivent être, lors de l'imposition, rangées parmi le plus semblable des types désignés par la loi.

(7) Pour savoir si une entreprise est une entreprise commerciale ou

2) Les entreprises et les commerces artisanaux, s'ils s'occupent de la vente de la marchandise acquise, même que cela ne serait que d'une partie.

3) Les opérations de banques, d'escompte, de crédit, de gage, etc.

4) Les pharmacies, les sanatoriums et toutes les entreprises sanitaires ⁸.

5) Les hôtels, les pensions, les restaurants, les cafés, les cinémas, les bars, les variétés et les autres entreprises similaires.

6) Les entreprises de transport par voitures, bateaux, chemins de fer, tramways, ainsi que toutes les autres entreprises de transport et de roulage ⁹.

7) Tous les loyers payés par les locataires des entreprises et des commerces qui rentrent dans ce groupe à l'exclusion du fermage qui rentre dans le second groupe.

8) Les entreprises d'agences, de commissions et de toutes sortes d'entremises.

9) L'achat et la revente des immeubles.

10) Les exploitations permanentes et extraordinaires de la terre (les carrières de pierres, les carrières de chaux, etc)..

11) Toutes les opérations des sociétés étrangères par actions ou autres qui ne sont pas assujetties à l'impôt sur les sociétés.

12) Toutes les autres entreprises, exploitations et opérations avec un but de gain et ne se trouvant pas énumérées dans les deux autres groupes.

industrielle ou une entreprise artisanale, on se basera sur les données réelles et sur la nature même des opérations et du travail de cette entreprise et non pas sur les lois et règlements commerciaux. Les entreprises industrielles sont les entreprises qui transforment les matières premières ou les semi-produits au moyen des machines et des outils, en général, pour le stock et moins pour des commandes et qui n'emploient la force humaine que pour le contrôle et la direction des machines.

(8) Il faut ajouter : les drogueries, les établissements de bains, les cliniques, les ambulances, les laboratoires chimiques, etc.

(9) Dans cette catégorie entrent également les autos-taxis lorsqu'on les fait travailler par des employés et quand on a plus d'une voiture en service. De même que les entreprises d'autobus, de transport par automobiles, de transports aériens, etc.

B. — DEUXIÈME GROUPE.

1) Les professions libérales des personnes qui rendent des services aux autres, moyennant une rémunération, en se servant exclusivement ou d'une manière prépondérante de leurs forces intellectuelles. Ce sont :

a) Les avocats, avoués, notaires, médecins, architectes, ingénieurs, géodésiens, vétérinaires, les commis-voyageurs et les voyageurs de commerce ¹⁰.

b) Les écrivains, précepteurs, journalistes, acteurs, experts, sage-femmes, musiciens, etc...

2) Les entreprises et les commerces artisanaux qui ne rentrent pas dans le premier groupe. Ce sont :

a) Ceux qui travaillent avec des machines mues par des forces mécaniques ou avec plus de quatre compagnons qualifiés.

b) Tous les autres commerces artisanaux et d'entreprises à la tâche ou aux pièces.

3) Le commerce qui ne se fait pas dans un local permanent, mais en allant de maison en maison, de ville en ville ¹¹.

4) Le fermage des fermiers s'ils ne travaillent pas eux-mêmes la terre ¹², les vendeurs détaillants des articles du monopole ¹³, de timbres postaux et fiscaux, des papiers

(10) Il faut remarquer que les voyageurs de commerce étrangers venant en Yougoslavie soit pour y vendre des produits, soit pour y prendre des commandes et pour des maisons de commerce qui n'ont pas de représentants permanents en Yougoslavie, sont soumis à leur entrée à l'impôt tecevina de 1.000 din. pour l'année entière ou de 500 dinars s'ils n'entrent dans le Royaume que dans le deuxième semestre de l'année.

V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 227 à 229.

(11) Tels que : les colporteurs, les cirques ambulants, les théâtres ambulants, les commerçants des foires, etc.

(12) Car les fermiers qui travaillent eux-mêmes la terre, sont exemptés de l'impôt tecevina, étant considérés comme agriculteurs.

(13) Cet alinéa de l'Art. 42 de la loi du 8 février 1928 sur les impôts directs a été modifié par la loi sur les Monopoles d'Etat du 5 décembre 1931, en décidant qu'à partir du 5 avril 1932 les bénéfices des vendeurs de bétail des produits monopolisés ne seront plus soumis à l'impôt tecevina, en ce qui concerne les bénéfices réalisés sur la vente des produits monopolisés, comme du reste à aucun autre impôt de l'Etat, ni aux centimes additionnels et aux taxes perçues au profit des Banovines et Communes.

V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 227.

timbrés et les vendeurs des billets de la loterie nationale.

5) La chasse en général, et la pêche dans les eaux publiques et dans la mer, ainsi que dans toutes les autres eaux qui sont exemptées du paiement de l'impôt foncier.

6) L'élevage des bestiaux, cochons, poissons, écrevisses, etc., dans le but de la vente et en dehors des limites autorisées par la loi.

C. — TROISIÈME GROUPE.

Les professions libérales des personnes qui rendent des services aux autres, moyennant une rémunération, en se servant exclusivement ou d'une manière prépondérante de leurs forces physiques personnelles. Ce sont : les charretiers, les cochers, les chauffeurs des taxis s'ils font le travail eux-mêmes et s'ils n'ont pas plus d'une voiture, etc.¹⁴.

11. — Comment l'impôt tecevina est-il réparti en cas de plusieurs professions différentes et comment en cas d'une entreprise avec succursales ?

Au cas où une personne exercerait plusieurs professions différentes dans une même commune, l'impôt élémentaire sera calculé pour chacune de ses professions séparément et sur le total de ces divers impôts élémentaires on appliquera l'impôt complémentaire correspondant à l'une des professions qui est soumise au taux le plus élevé parmi les divers taux de l'impôt complémentaire prévu par les tarifs de l'impôt tecevina.

(14) V. Art 43 de la loi sur les impôts directs.

V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 206 à 237.

V. Radoulovitch Jovan : O tecevini, p. 53 à 62.

V. Maroditch Sv. : Les principales prescriptions sur l'impôt tecevina, sur les taxes, etc., p. 21 à 25.

V. Škenic et Mikic : *ibid.* p. 136 à 157.

Lorsqu'une personne cumulerait les bénéfices d'une profession libérale et d'un traitement ou salaire résultant de son emploi dans un service quelconque, dans ce cas, cette personne se verrait imposée pour les bénéfices de sa profession libérale par l'impôt *tecevina* et pour les bénéfices de son traitement ou salaire par l'impôt sur les traitements, pensions et salaires¹⁵.

Les entreprises et les commerces ayant des succursales seront taxés pour chaque établissement à part, peu importe d'ailleurs si tous ces établissements (l'établissement même et les succursales) appartiennent à un même contribuable.

Il n'y a d'exceptions que pour les entreprises à succursales, pour lesquelles la Direction des Finances a décidé que ce sont des entreprises de grande étendue. Dans ce cas, toutes les succursales, ainsi que l'établissement principal de cette entreprise seront considérées comme n'étant qu'un seul sujet au point de vue de l'imposition et le seul fisc compétent est celui de l'établissement principal¹⁶.

III. — Quelles sont les opérations agricoles qui ne sont pas assujetties à l'impôt *tecevina* ?

Ne sont pas assujettis à l'impôt *tecevina* :

a) Tous les travaux domestiques qu'on fait dans le cadre de son domaine et uniquement pour des fins personnelles.

b) Toutes les branches de l'agriculture et de la culture des forêts pour lesquelles les agriculteurs sont soumis à l'impôt foncier¹⁷.

(15) V. Art. 43 de la loi sur les impôts directs.

(16) V. Art. 44 de la loi sur les impôts directs.

V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 241 à 243.

V. Radoulovitch Jovan : *O tecevini*, p. 63 à 66.

V. Skecic et Mikic : *ibid.* p. 158, 159 et p. 165 à 182.

(17) Les branches de l'agriculture et de la culture des forêts soumises à l'impôt foncier sont exemptées de l'impôt *tecevina*, en raison du principe fiscal fondamental en vertu duquel, un même revenu ne doit pas être assujéti deux fois à un impôt sur le revenu.

V. Devetcherski Ziv. : *ibid.* p. 245 à 250.

V. Radoulovitch Jovan : *O tecevini*, p. 67 à 70.

Cependant, la culture artificielle et commerciale du jardinage est assujettie à l'impôt *tecevina*¹⁸.

Sont considérés comme travaux d'agriculture et de culture des forêts et par conséquent sont exemptés de l'impôt *tecevina* :

1. — Les industries agricoles et forestières par lesquelles on transforme régulièrement (ordinairement) ses propres produits (par exemple : la conservation des fruits, préparation des vins, exécution des poteaux, de la laine, etc.), en tant que ces transformations n'ont pas un caractère industriel prononcé¹⁸.

Par conséquent, ne seront pas exemptés de cet impôt : les brasseries, les fabriques de sucre, les fabriques agricoles de l'alcool, les scieries, etc.¹⁹.

De même que : l'apiculture, l'élevage du bétail, l'engraissement des bestiaux et des cochons en vue de la vente, le charriage ainsi que toutes les branches accessoires de l'agriculture quand on les fait régulièrement et d'une manière prépondérante comme une entreprise de commerce indépendante.

2. — L'utilisation de sa propre terre pour une autre économie que l'agriculture, mais à condition que : le revenu net de cette économie ne dépasse pas le double du revenu net cadastral de la terre, qu'on ne transforme pas les produits et qu'on ne vende pas les produits transformés.

3. — La vente des produits du bétail ou des forêts, sauf lorsque la vente de ces produits se fait en détail dans un magasin de vente permanent qui se trouve dans un

(18) Pour savoir quel est le jardinage artificiel et commercial et pour le distinguer du jardinage ordinaire, l'art. 45 du Règlement sur la loi des impôts directs décide : qu'on doit décider d'après les faits réels de chaque cas concret. Comme traits caractéristiques du jardinage artificiel et commercial, la loi considère que l'importance de la production ne résulte pas du sol même, mais des installations spéciales et de l'emploi des spécialistes.

(18 bis) Que l'entreprise s'occupe de la vente non seulement de ses produits propres, mais aussi des produits achetés, qu'elle a ses magasins de vente, etc.

V. Règlement sur la loi des impôts directs, p. 85 et 86.

(19) Les scieries sont soumises à l'impôt *tecevina* alors même qu'elles ne transformeraient que le bois des forêts appartenant aux propriétaires. De même pour tous ces genres d'industrie cités par la loi.

autre endroit que celui du siège de la propriété des champs et des forêts²⁰.

IV. — Les exemptions de l'impôt tecevina.

A. — LES EXEMPTIONS PERMANENTES.

Sont exemptés de l'impôt tecevina :

1. — Les métiers domestiques²¹ de ceux qui travaillent seuls avec les membres de leurs familles, s'ils ne se servent pas de la main-d'œuvre étrangère et s'ils ne travaillent que sur commande. — De même les industries accessoires des petits cultivateurs²², s'ils les font en intermittence et n'ont pas un caractère d'un commerce artisanal²³.

2. — Les entreprises spécialement privilégiées par la loi.

3. — Les commerces des invalides de guerre et des autres personnes incapables, qui sans cela seraient à la charge de l'Etat ou des unités administratives autonomes et à condition que le bénéfice journalier ne dépasse pas le montant d'un salaire journalier dans cet endroit²⁴.

4. — Les professions d'écrivains, d'artistes et de journalistes, si elles s'exercent comme des professions accessoires et avec un bénéfice insuffisant pour les entretenir. De même les travaux intellectuels ou physiques des personnes en-dessous de seize ans, des étudiants en ce qui concerne le revenu provenant des leçons particulières qu'ils donnent, les travaux des ouvriers agricoles saison-

(20) V. Art. 45 de la loi sur les impôts directs.

(21) Par métiers domestiques on entend, les métiers qu'on exerce sans un fonds roulant (ou très minime) et sur commande, et ne se servant comme aide que des membres de sa famille et travaillant dans la maison même qu'on habite (par exemple : broderies, tissages, etc.)

V. Art. 46 du Règlement sur la loi des impôts directs.

(22) Par petits cultivateurs la loi entend ceux dont les revenus de la terre sont justes nécessaires pour couvrir les dépenses domestiques et ceux qu'entraîne la culture de la terre.

(23) V. Frantlovitch Borovije : Tecevina, p. 12 et 13.

(24) L'incapacité totale doit être prouvée par certificat médical.

niers, et tous les travaux physiques des ouvriers âgés au-dessus de soixante ans.

5. — Les fermiers des fermages qu'ils payent, s'ils cultivent eux-mêmes la terre.

6. — Les contribuables du troisième groupe, s'ils ne travaillent pas dans un local permanent comme sont les porteurs, les scieurs ambulants, les manœuvres, etc.

Tous ces cas exemptés de l'impôt *tecevina* sont également exemptés par tous les centimes additionnels perçus au profit des unités administratives autonomes.

B. — LES EXEMPTIONS FACULTATIVES.

Sur la proposition du Ministre des Finances, le Conseil des Ministres peut accorder des exemptions provisoires, totales ou partielles, du paiement de l'impôt *tecevina*, à toute personne physique ou juridique, en raison des entreprises qui sont fondées dans des buts publics d'instruction, de culture, de bienfaisance et d'économie nationale, et qui donne des revenus très faibles par rapport aux autres entreprises similaires ²⁵.

V. — Naissance et extinction de l'obligation à l'impôt.

L'obligation de l'impôt *tecevina* prend naissance au premier jour du mois qui suit le mois de la création de l'entreprise, de l'ouverture du commerce ou du commencement de l'exercice de la profession libérale.

L'obligation de l'impôt prend fin, à la fin du mois dans lequel l'entreprise, le commerce ou l'exercice de la profession ont cessé d'exister d'une manière totale et permanente.

On considère, au point de vue fiscal, l'entreprise comme

(25) V. Zivkovitch Ziv. : *ibid.*, p. 55 et 56.

V. Art. 46 et 47 de la loi sur les impôts directs.

V. Scekiv et Mikic : *ibid.*, p. 194 à 210.

créée, le commerce comme ouvert, l'exercice de la profession comme commencé, au jour où le travail a réellement commencé sans avoir à tenir compte si le travail est contraire aux prescriptions légales, si l'autorisation préalable des autorités publiques n'a pas été acquise, etc.

En cas de décès, l'obligation de l'impôt passe sur les héritiers, en cas de faillite l'impôt est dû par la masse de faillite.

Tout contribuable, sujet à l'impôt *tecevina*, doit faire une déclaration au fisc dans un délai de quatorze jours du jour où prend naissance son obligation à l'impôt.

De même et dans le même délai du jour où cette obligation a pris fin ²⁶.

VI. — Les rapports de la Yougoslavie avec les pays étrangers dans le cas d'extension de l'activité d'une entreprise en dehors des frontières.

Au cas où une entreprise indigène étendrait son exploitation, même à l'étranger, elle est soumise à l'impôt *tecevina* pour l'ensemble de ses opérations.

Sur les bénéfices des entreprises, succursales, magasins de vente, dépôts, agences, etc., que l'entreprise principale indigène peut avoir à l'étranger, l'impôt *tecevina* ne sera pas exigé si le contribuable (l'entreprise-mère) prouve qu'il paye un impôt direct sur ses succursales à l'étranger.

Les établissements avec leurs sièges centraux à l'étranger, qui étendront leurs exploitations sur le territoire de la Yougoslavie payeront cet impôt seulement sur les bénéfices réalisés sur le territoire de la Yougoslavie ²⁷.

VII. — Par qui l'impôt *tecevina* est-il dû et quels sont les cas de réductions de cet impôt ?

L'impôt *tecevina* est dû par le propriétaire de l'en-

(26) V. Scekic et Mikic : *ibid.*, p. 211 à 214.

(27) Art. 49 de la loi sur les impôts directs.

treprise du commerce ou par celui qui exerce la profession. — En cas de doute sur la personne du propriétaire, c'est celui pour le compte de qui l'entreprise ou le commerce sont gérés où la profession s'exerce, qui sera soumis à l'impôt tecevina.

En cas de suspension de plus de six mois dans l'exploitation pour cause de décès ou de maladie du contribuable, pour cause d'incendie, d'inondations ou d'autres événements extraordinaires indépendants de la volonté du contribuable, l'impôt dû pendant cette période sera déduit du montant d'impôt à payer, à condition que cette suspension ait été déclarée au fisc pendant sa durée même, et que la demande en réduction ait été déposée dans le délai prescrit ²⁸.

VIII. — Base de l'impôt tecevina.

A. — DÉTERMINATION DE LA BASE DE L'IMPÔT.

Comme base d'imposition de l'impôt tecevina, on prend le revenu net d'une année d'exploitation de l'entreprise, du commerce ou de l'exercice de la profession. On calcule l'impôt toujours sur le revenu net de la dernière année d'exploitation avant l'année de l'imposition même.

Il n'y a d'exception à cette règle que pour les contribuables du deuxième groupe N° 3 ²⁹, du troisième groupe ³⁰, pour les commis voyageurs et les voyageurs de commerce qui payent l'impôt tecevina d'avance et indépendamment de leurs bénéfices nets.

De même l'exception est faite par la loi en ce qui concerne les vendeurs des billets de la Loterie Nationale,

(28) V. Radoulovitch Jovan : O tecevini, p. 75 à 80.

(29) Voir quels sont les contribuables du deuxième groupe, N° 3 à la page 30.

(30) Voir quels sont les contribuables du troisième groupe à la p. 31.

des agents des compagnies d'assurances et des petits artisans qui payent l'impôt d'après un tarif constant^{31, 32}.

B. — MODES DE DÉTERMINATION DU REVENU NET.

On obtient le montant du revenu net, en déduisant du montant du revenu brut des entreprises, commerces ou professions, les déductions autorisées par la loi.

Le rapport des bénéfices de l'année d'exploitation écoulée ainsi que les subventions de l'Etat et des unités administratives autonomes ne rentrent pas dans le montant du revenu brut.

Si le contribuable fait accompagner sa déclaration de l'inventaire, du bilan et du compte des profits et pertes, et si le fisc les trouve sincères et dignes de foi, le fisc pourra établir le revenu net sur ces données.

Pour les entreprises d'industrie, d'exploitations minières, de banques, de chemins de fer, de navigation, de tramways et de transports internationaux dont le commerce annuel dépasse le montant de 500.000 dinars, la base d'imposition sera fixée par le fisc d'après le bilan fondé sur les registres de commerces que ces entreprises sont obligées de tenir³³.

La base minima d'imposition de tout contribuable assujetti à l'impôt tecevina ne pourra jamais être moindre :³⁴

1. — Du double du montant du loyer annuel de son appartement, si le loyer annuel ne dépasse pas 6.000 din.

2. — De deux fois et demi du montant de son loyer annuel, si son loyer dépasse 6.000 din. mais reste inférieure à 12.000 din.

3. — Du triple du montant de son loyer annuel, si

(31) Ces exceptions à la règle générale d'imposition en matière de l'impôt tecevina sont expliquées en détail dans la partie du taux de l'impôt tecevina; voir à la page 42.

(32) Art. 52 de la Loi sur les impôts directs.

(33) V. Maroditch Sv. : Les principales prescriptions sur l'impôt tecevina, sur les taxes, etc., p. 7 à 18.

(34) V. Maroditch Sv. : *ibid.*, p. 3 à 7.

celui-ci dépasse 12.000 din., mais reste inférieur à 24.000 din.

4. — De trois fois et demi du montant de son loyer annuel s'il dépasse 24.000 din.

Au loyer de son appartement privé, il faut ajouter 10 à 30 % du loyer commercial suivant l'emplacement et la position du commerce même.

En cas d'un commerce de deux ou plusieurs associés, on prendra pour le calcul de la base minima d'imposition :

1. — Au cas d'un commerce de deux associés, on prendra 75 % du total des loyers annuels des appartements privés des deux associés.

2. — Au cas d'un commerce de plusieurs associés, on prendra 50 % du total des loyers annuels des appartements privés de tous les associés.

En ce qui concerne le loyer commercial, le taux reste le même.

Pour les commerces dont les propriétaires habitent à l'étranger, on fixera la base minima d'imposition par comparaison avec des commerces similaires.

Dans le calcul de la base minima d'imposition, le montant du loyer d'appartement sera réduit de 10 % par chaque tête d'enfants mineurs, toutefois cette réduction ne peut pas dépasser 40 % du montant du loyer annuel ³⁵.

a) Ce qui peut être déduit du revenu brut.

Du montant du revenu brut sont déduites toutes les dépenses nécessaires pour obtenir, conserver et assurer ce revenu brut même. Ces dépenses sont :

1° Le montant du loyer, si les locaux commerciaux sont loués ou la valeur qui correspond à ce montant du loyer, si les locaux se trouvent dans un immeuble propre; les frais d'éclairage, de chauffage, etc.

(35) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 261 à 268.
V. Radoulovitch Jovan : O tecevini, p. 81 à 89.
V. Art. 53 de la Loi sur les impôts directs.

2° Le revenu net cadastral pour les contribuables du premier groupe N° 12³⁶.

3° Les traitements et les salaires des employés et des domestiques.

4° Les intérêts des dettes qui grèvent l'exploitation.

5° Les déductions faites en vue de l'amortissement des immeubles qui ne sont pas assujettis à l'impôt sur les bâtiments, de l'amortissement des machines, des appareils, et de tout *l'inventaire mort*. Le montant de ces déductions est fixé par le fisc même.

De même sont déduites les pertes des exploitations minières³⁷.

6° Les contributions indirectes de l'Etat, des unités administratives autonomes, les taxes, les droits de douane, l'impôt sur le chiffre d'affaires, les assurances des employés, les primes d'assurances des immeubles, des magasins, des machines et de la marchandise.

7° Les sommes versées dans le fonds de pensions des employés, si le contribuable est obligé soit par la loi, soit par les statuts de l'entreprise.

8° Dans les entreprises d'exploitations minières, en plus des déductions citées, aussi les déductions pour les versements dans les caisses d'entr'aide minière, ainsi que toutes les taxes spéciales des mines, etc.

9° Les revenus de l'étranger pour les succursales, agences ou dépôts, etc., qu'une entreprise nationale possède à l'étranger et sur le revenu desquelles elle paye déjà un rôle direct à l'étranger.

10° Les intérêts qui sont assujettis à l'impôt sur les rentes³⁸.

b) *Ce qui ne peut pas être déduit du revenu brut.*

Ne peuvent être déduites du montant du revenu brut, les dépenses suivantes :

(36) Voir quels sont les contribuables du premier groupe N° 12 à la page 29.

(37) La loi énumère les conditions requises pour que les pertes des exploitations minières soient déduites du montant sur le revenu brut. Voir l'art. 54, al. 5 de la loi sur les impôts directs.

(38) V. Scekic et Mihic. : *ibid.*, p. 243 à 260.

1° Les sommes employées pour l'agrandissement de l'entreprise ou du commerce, par l'augmentation du capital ou pour l'extinction des dettes.

2° Le montant de l'impôt *tecevina*.

3° L'équivalent de la main-d'œuvre fournie par les membres de la famille du contribuable, si ceux-ci cohabitent avec lui.

4° Les dons et les récompenses donnés aux employés bénévolement.

5° Les dépenses domestiques du contribuable.

6° Les intérêts dûs sur les capitaux investis dans l'entreprise, fussent-ils personnels ou étrangers.

7° La mise en réserve des fonds, sauf dans la limite autorisée par la loi.

8° Les pertes des années antérieures d'exploitation.

9° Les sommes données en remboursement des subventions ³⁹.

c) *Détermination du montant du revenu net.*

Si le contribuable n'accompagne pas sa déclaration de ses comptes, ou si le fisc ne les trouve pas sincères, le montant du revenu net sera fixé par le fisc d'après le montant du revenu net des autres entreprises, commerces ou professions similaires.

Si le fisc se trouve dans l'impossibilité de déterminer le montant du revenu net par ce mode de comparaison, le fisc le déterminera alors d'après sa propre conviction en se servant de toutes sortes d'indications et d'indices (comme de la déclaration même du contribuable, de ses déclarations constatées par procès-verbaux, des registres de commerce du contribuable s'il en a), en tenant compte du montant du capital commercial, du montant des opérations de l'exploitation, etc. ⁴⁰.

(39) V. Scekcic et Mikic. : *ibid.*, p. 261 à 266.

(40) V. Radoulovitch Jovan : *O tecevini*, p. 91 à 107.

D. — DÉTERMINATION DE LA BASE DE L'IMPÔT
POUR LES NOUVELLES ENTREPRISES.

Les entreprises, commerces ou professions nouvelles payeront l'impôt tecevina, jusqu'à l'établissement du premier revenu net annuel, provisoirement et par comparaison aux autres entreprises, commerces ou professions similaires déjà existantes ⁴¹.

Mais dès que le revenu net annuel sera établi, seul le fisc alors procèdera à une imposition définitive.

IX. — Taux de l'impôt tecevina.

Tout contribuable assujetti à l'impôt tecevina paye :

1. — Un impôt de base ou impôt élémentaire sur le revenu net annuel qui est pour les contribuables : ⁴²

Du premier groupe	10 %
Du deuxième groupe N° 1a et 2a	8 %
N° 1b, 2b, 4, 5 et 6 ..	6 %

2. — Et un impôt complémentaire sur le total des revenus nets annuels de toutes les opérations assujetties à cet impôt d'un même contribuable et s'exerçant dans le ressort d'une même administration fiscale de première instance.

Le taux de l'impôt complémentaire varie suivant le tarif ci-dessous :

Jusqu'à 10.000	2 %
Au-dessus de 10.000 jusqu'à 20.000	2,5 %
— 20.000 — 30.000	3 %
— 30.000 — 50.000	4 %
— 50.000 — 70.000	5 %
— 70.000 — 90.000	6 %
— 90.000 — 120.000	8 %
— 120.000 — 150.000	10 %
— 150.000	12 %

(41) V. Frantlovitch Borivoje : Tecevina, p. 23 à 32.

(42) Voir cette classification des contribuables à la page 28 et suivantes.

Les contribuables du deuxième groupe N° 3 payent comme impôt tecevina 60 dinars par an et pour chaque commis 30 dinars par an ⁴³.

Les commis-voyageurs et les voyageurs de commerce payent comme impôt tecevina une somme de 1.000 dinars par an.

Les centimes additionnels perçus au profit des unités administratives autonomes ne peuvent être exigés ni sur l'impôt complémentaire, ni sur l'impôt des contribuables du troisième groupe, ni sur celui des commis-voyageurs et des voyageurs de commerce.

Les vendeurs des billets de la loterie nationale payent comme impôt tecevina 3,50 din. par mille dinars de la valeur des billets de loterie de chaque classe qu'ils prennent en dépôts. Ils peuvent récupérer cet impôt de leurs revendeurs, à raison de 2,50 par mille dinars de la valeur des billets de loterie pris par ces revendeurs. De cette somme, 20 % va à la Commune de l'endroit où se trouve le magasin principal du vendeur autorisé et 10 % à la Banovine.

Sur les indemnités payées par les compagnies d'assurances à des personnes physiques, les compagnies sont obligées de retenir 25 % du montant de ces indemnités et à les remettre au fisc.

Les petits artisans (deuxième groupe N° 2b) payent comme impôt tecevina une somme de 120 dinars par an ⁴⁴.

Les contribuables du troisième groupe ⁴⁵ payent comme impôt tecevina une somme de 80 dinars par an et pour chaque commis ou aide, 40 dinars et ceci dans les villes jusqu'à 10.000 habitants.

Dans les villes de	10.000 à 20.000 hab.,	l'impôt augmente de	25 %
—	—	20.000 à 50.000	— — 50 %
—	—	plus de 50.000	— — 75 %

(43) Voir la liste de ces contribuables à la page 30.

(44) V. Maroditch Sv. : Les principales prescriptions sur l'impôt tecevina, sur les taxes, et p. 26 à 29.

(45) V. Quels sont les contribuables du groupe N° 3, à la page 31.

Les auto-taxi payent un supplément de 5 % du tarif ci-dessus ⁴⁶.

(46) V. Art. 59 de la loi sur les impôts directs.
V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 274 à 288.
V. Radoulovitch Jovan : O tecevini, p. 111 et 112.
V. Scekie et Mikic : *ibid.*, p. 275 à 285.

L'IMPÔT SUR LES RENTES

1. — Les revenus assujettis à l'impôt sur les rentes.

Sont assujettis à l'impôt sur les rentes, tous les revenus provenant des biens et des droits du patrimoine d'un contribuable et qui ne sont pas soumis à un autre impôt sur le revenu ou un impôt sur le gain.

Parmi les revenus soumis à l'impôt sur les rentes, les plus importants sont :

1. — Les intérêts et les rentes des obligations de l'Etat, des unités administratives autonomes, des établissements de crédits, des banques, etc.

2. — Les intérêts de tous les autres emprunts.

3. — Les intérêts des sommes mises en épargne mises au compte courant, etc.

4. — Les rentes personnelles et toutes sortes de recettes périodiques, à moins que ce ne soit une somme provenant d'un dédommagement.

5. — Les intérêts, les rentes, les dividendes et toutes sortes de recettes provenant de l'étranger.

6. — Les loyers et toutes sortes de revenus de tous les biens et de tous les droits d'un patrimoine qui ne sont pas soumis à un impôt sur le revenu ou à un impôt sur le gain, ne provenant pas d'un emploi et n'étant pas exemptés de l'impôt sur le revenu ou sur le gain par la loi. En cas de fermage, si le fermage est supérieur au revenu net cadastral, le bailleur de fonds paye un impôt sur les rentes sur la différence entre le montant du fermage et le montant du revenu net cadastral en plus de l'impôt foncier qu'il paye sur le revenu net cadastral¹.

(1) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 280 à 299.

Radoulovitch Jovan : *Impôt sur les rentes*, p. 1 à 44.

Art. 60 de la loi sur les impôts directs.

Scekic et Mikic : p. 285 à 293.

II. — Les revenus des contribuables soumis à l'impôt tecevina et les revenus des unités administratives autonomes.

Les revenus des créances des contribuables soumis à l'impôt tecevina sont exemptés de l'impôt sur les rentes, à condition qu'ils prouvent que ces revenus font partie de l'ensemble des revenus assujettis à l'impôt tecevina.

De même, sont exemptés de l'impôt sur les rentes, les sommes que les associés des sociétés commerciales reçoivent comme intérêt sur les parts versées par eux dans le capital social, à condition que le montant de ces parts ait été déclaré au fisc dans la déclaration d'impôt de cette société².

Tous les revenus des unités administratives autonomes que celles-ci récupèrent dans le cadre du droit public, en cédant contre une indemnité le droit d'exploitation des routes, des rues, des places, etc, sont exemptés de l'impôt sur les rentes³.

III. — Exemptions de l'impôt sur les rentes.

A. — EXEMPTIONS PERMANENTES.

Sont exemptés de l'impôt sur les rentes :

1. — Toutes les recettes de l'État, des Banovines, des arrondissements et des communes qui sont soumis à cet impôt.

2. — La liste civile des membres de la Maison Royale.

3. — Les revenus provenant de l'étranger aux représentants diplomatiques des pays étrangers, de leurs domestiques et des domestiques de leurs familles s'ils sont des citoyens étrangers.

(2) V. Radoulovitch Jovan : *Impôt sur les rentes*, p. 43 à 58.

V. Scekic et Mikic : *ibid.*, p. 295 à 299.

(3) Comme par exemple : les taxes pour le stationnement des fiacres, des automobiles, les taxes pour les emplacements sur un marché, etc.

4. — Les intérêts que payent à l'étranger, pour des dettes contractées à l'extérieur : l'Etat, les Banonines, les arrondissements, les communes, la Banque Nationale du Royaume de Yougoslavie, la Banque Hypothécaire de l'Etat et la Caisse d'Epargne postale.

5. — Les intérêts des Bons de Trésor de l'Etat.

6. — Les intérêts payés par les établissements de crédit à la Caisse d'Epargne postale pour les sommes versées au compte de la Caisse.

7. — Les intérêts des emprunts d'Etat et autres, qui sont exemptés du paiement de l'impôt sur les rentes par des lois spéciales.

8. — Les revenus propres des sociétés à fonds personnels fondées exclusivement dans le but de venir en aide aux employés et ouvriers, tels que : les assurances des frais de maladie, des dédommagements en cas d'accident, des pensions d'invalidité, des pensions pour vieillesse, des pensions aux veuves et orphelins, des frais funéraires.

9. — Les revenus propres des caisses fraternelles, des caisses de charité et les intérêts des fondations locales.

10. — Les intérêts payés ou accordés par la Fédération des zadrougas aux zadrougas, sur les sommes déposées par celles-ci à la Fédération mais pas dans un but d'épargne.

11. — Les revenus ayant un caractère de droit public des communes ecclésiastiques et des autres unités autonomes ecclésiastiques, des couvents, etc.

12. — L'assistance et l'entretien entre époux et entre parents et enfants.

13. — Les bourses d'étudiants.

14. — Le fonds des pensions des veuves et des enfants des fonctionnaires et des employés de l'Etat.

15. — Les secours alloués aux invalides de guerre, ainsi que ceux qui ont un caractère de pension d'invalidité données par des fondations fondées par la loi pour la protection et l'assurance des ouvriers. De même les se-

cours donnés aux familles des personnes tuées ou mortes pendant la guerre.

16. — Le montant du fermage pour les invalides de guerre et les autres personnes incapables physiquement de cultiver la terre.

17. — Les revenus exemptés de cet impôt par décisions spéciales.

18. — Les intérêts payés aux propriétaires antérieurs par ceux qui ont reçu la terre en vertu de la loi sur la liquidation de la réforme agraire⁴.

B. — LES EXEMPTIONS FACULTATIVES

Sur proposition du Ministre des Finances, le Conseil des Ministres peut accorder des exemptions provisoires, totales ou partielles, de l'impôt sur les rentes à toutes les institutions, fondations pieuses et œuvres pies fondées dans un but d'instruction, de bienfaisance, d'éducation, dans un but social, religieux, etc⁵.

IV. — Naissance de l'obligation de l'impôt sur les rentes.

L'obligation de l'impôt sur les rentes prend naissance au premier janvier de l'année qui suit l'année dans laquelle ont pris naissance les conditions requises pour l'imposition.

Si un revenu, soumis à l'impôt sur les rentes, cessait d'exister au cours de l'année, l'impôt sur les rentes sera immédiatement exigible. De même l'impôt sur les rentes est immédiatement exigible, pour les revenus qui prennent naissance et cessent au cours d'une année.

En cas de décès du contribuable, l'impôt sur les rentes reste dû par la masse successorale.

(4) V. Art., 63 de la loi sur les impôts directs.

V. Radoulovitch Jovan : Impôt sur les rentes, p. 60 à 68.

Scekic et Mikic : *ibid.*, p. 302 à 308.

(5) V. Radoulovitch Jovan : Impôt sur les rentes, p. 69 à 76.

En cas de la perte du capital, l'obligation à l'impôt cesse d'exister si le contribuable prouve que sa créance est impayée.

Les personnes physiques ou juridiques résidant à Yougoslavie, ou y vivant au moins depuis un an et pour les personnes juridiques ayant leurs sièges ou succursales sur le territoire de Yougoslavie, sont soumises à l'impôt sur les rentes pour tous les intérêts et les rentes qu'ils peuvent avoir, sans avoir à tenir compte de la provenance de ces revenus.

L'impôt sur les rentes ne sera pas exigé pour les intérêts et les rentes provenant de l'étranger, si le contribuable prouve qu'il a déjà payé sur ces rentes un impôt à l'étranger.

Les personnes physiques résidant sur le territoire de l'étranger payeront l'impôt sur les rentes, sur tous les intérêts et rentes qu'ils retirent du territoire de Yougoslavie ⁶.

V. — Base de l'impôt sur les rentes.

En excluant les cas de l'Art. 71, la base d'imposition de l'impôt sur les rentes comprend toutes les recettes qu'on obtint dans le courant d'une année comme rentes et intérêts, soit en argent, soit en nature, mais ayant une valeur en argent. Ce sont :

1. — Pour les emprunts en forme de valeurs mobilières : l'intérêt reçu, accordé ou capitalisé.

2. — Pour les emprunts en forme de contrats : la somme totale de tous les intérêts et recettes sur lesquelles le créancier a droit.

3. — Pour les sommes mises en épargne : les intérêts reçus ou accordés au déposant.

4. — Pour les rentes : la somme annuelle des rentes

(6) V. Sceki et Mikic : *ibid.*, p. 318 à 326.

V. Radoulovitch Jovan : *Impôt sur les rentes*, p. 77 à 92.

ou la valeur annuelle des revenus revenant au crédiren-
tier en vertu du contrat de rente ou de toute autre obli-
gation juridique.

5. — Touts les biens et tous les droits d'un patrimoine
soumis à l'impôt sur les rentes : la valeur du revenu an-
nuel de l'année qui précède celle de l'imposition ⁷.

Si la valeur des revenus des biens et des droits patri-
moniaux n'est pas constatée par un contrat ou tout autre
document ou titres, c'est le fisc qui la fixera sur libre es-
timation.

En ce qui concerne les créances d'un contribuable, le
fisc prendra comme base d'imposition le montant des re-
venus constatés par les titres mêmes. A défaut des titres,
le montant sera fixé à raison de 6 % annuellement du
montant des créances.

Si les crances se trouvent en procédure judiciaire, sur
la demande du contribuable, l'impôt ne sera pas exigé
jusqu'à la fin de cette procédure.

Du revenu brut, on pourra déduire :

1. — Des rentes et des recettes périodiques semblables :
Toutes les charges qui diminuent la valeur de ces recettes
et qui y sont attachées directement et sur base juridique.

2. — Des revenus des biens et droits patrimoniaux :
tous les frais nécessaires à l'administration et à la conser-
vation des biens et à l'utilisation des droits, si ces frais
incombent à la charge du contribuable ⁸.

VI. — Taux de l'impôt sur les rentes.

A. — Le taux de l'impôt sur les rentes que le fisc per-
çoit directement du contribuable ou indirectement du dé-
biteur, lorsque le créancier de celui-ci réside à l'étranger,
est de 15 % de la base d'imposition fiscale.

S'il s'agit des intérêts des sommes prêtées dont l'in-

(7) Art. 67 de la loi sur les impôts directs.

(8) V. Radoulovitch Jovan : Impôt sur les rentes, p. 98 à 128.

térêt ne dépasse pas 12 %, le taux de l'impôt sur les rentes est de 12 % de la base d'imposition fiscale.

Les veuves, les personnes en tutelle et les personnes pauvres dont le revenu total soumis à n'importe quel impôt direct ne dépasse pas 10.000 dinars, payeront pour les revenus soumis à l'impôt sur les rentes, 8 % de la base d'imposition fiscale.

B. — Le taux de l'impôt sur les rentes, perçu indirectement du débiteur (système du stoppage à la source) est de 6 % du montant des intérêts des sommes déposées en épargne et en comptes-courants.

Exceptionnellement, ce taux est diminué à 3 %, en ce qui concerne les intérêts des sommes déposées en épargne et en comptes-courants à la Caisse d'Epargne postale, aux zadrougas fondés d'après la loi sur les zadrougas, et aux Caisses d'Epargne.

C. — L'impôt sur les rentes perçu indirectement, celui de 8 % perçu directement et celui perçu indirectement du débiteur dont le créancier réside à l'étranger, ne peut être augmenté des centimes additionnels⁹.

VII. — Les modes de perception de l'impôt sur les rentes.

L'impôt sur les rentes est perçu soit directement du contribuable, soit indirectement, du débiteur à l'occasion des paiements de la rente ou des intérêts.

A. — SYSTÈME DU STOPPAGE A LA SOURCE.

L'impôt sur les rentes est perçu indirectement du débiteur, qui est obligé de retenir la somme due pour l'impôt sur les rentes, d'après le taux fixé par la loi, lors du paiement des intérêts à son créancier ou lors de l'inscription dans ses registres du crédit accordé à son créancier.

(9) V. Radoulovitch Jovan : Impôt sur les rentes, p. 130 à 136.

Les débiteurs qui sont tenus de faire ces retenues et ensuite de les verser au fisc, sont :

a) Toutes les caisses de l'Etat des Etablissements et institutions de l'Etat, des Banovines, des établissements et institutions des Banovines, ainsi que celles des fonds publics lorsqu'elles payent ou portent en compte les intérêts et les rentes soumises à cet impôt.

b) Toutes les caisses des arrondissements et des communes ainsi que celles de leurs établissements et institutions, ainsi que celles des personnes privées ou juridiques soumis à l'impôt sur le bénéfice des sociétés :

1°. — Quand elles payent ou portent en compte les intérêts des valeurs mobilières, sans avoir à distinguer si le paiement des intérêts se fait par le rachat des coupons ou bien de toute autre manière.

2°. — Quand elles payent ou portent en compte les intérêts des sommes déposées à l'épargne.

c) Les entreprises des personnes privées ou juridiques, quand elles payent ou portent en compte les intérêts des sommes empruntés, à l'exclusion des intérêts suivants :

1° Les intérêts sur lesquels l'impôt a été déjà retenu.

2° Les intérêts qui résultent des traites¹⁰.

3° Les intérêts qu'on porte au compte d'une société soumise à l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

4° Les intérêts que les banques portent au compte de la Caisse d'Epargne postale pour les sommes versées chez eux au compte de la Caisse.

5° Les intérêts que la Caisse d'Epargne postale accorde aux titulaires des comptes chez elle, en exceptant les intérêts sur les sommes déposées à l'épargne même.

6° Les intérêts que l'on porte au compte de l'Etat, des Banovines, des arrondissements et des communes pour les sommes déposées en compte-courant.

7° Les intérêts exemptés de l'impôt sur les rentes par la loi sur les impôts directs¹¹.

(10) Car l'impôt est perçu déjà sur la traite même.

(11) Voir les exceptions permanentes de l'impôt sur les rentes à la page 46.

9° Les intérêts des personnes exemptés de l'impôt sur les rentes par décret du Conseil des Ministres^{12 13}.

B. — LES CAS OU LE CRÉANCIER RÉSIDE A L'ÉTRANGER.

Si le créancier réside à l'étranger, l'impôt sur les rentes sera perçu au débiteur pour les intérêts ou rentes qu'il verse au créancier. Le débiteur récupérera cet impôt payé par voie de retenue sur les sommes versées par lui à son créancier.

C. — PERCEPTION DE L'IMPOT PAR VOIE DE RETENUE FAITE
PAR LES TRIBUNAUX

Si la créance a été payée sur poursuites judiciaires, le Tribunal est obligé, au moment de la remise des fonds au créancier, de retenir le montant de l'impôt sur les rentes qui pourraient être dues et ensuite de le transmettre au fisc¹⁴.

(12) Voir les exemptions facultatives de l'impôt sur les rentes à la page 48.

(13) V. Radoulovitch Jovan : Impôt sur les rentes p. 142 à 155.

(14) V. Radoulovitch Jovan : Impôt sur les rentes, p. 157 à 159.
Devetcherski Ziv. : ibid. p. 338 à 345.

IMPOTS SUR LE BENEFICE DES SOCIETES

I. — Qui est assujetti à l'impôt sur le bénéfice des Sociétés ?

Sont soumis à l'impôt sur le bénéfice des Sociétés :

1. — Les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions, les sociétés à responsabilité limitée, les zadrougas, les sociétés d'exploitation minières, les compagnies d'assurances et les caisses d'épargne, à condition que toutes ces personnes juridiques soient obligées à rendre leurs comptes publiquement et possèdent leurs sièges sociaux sur le territoire de Yougoslavie.

2. — Les entreprises industrielles et commerciales de l'Etat ainsi que celles des unités administratives autonomes.

3. — Les personnes juridiques étrangères pour leurs entreprises ou toutes autres possessions en Yougoslavie, si elles possèdent en Yougoslavie une succursale immatriculée, succursales, agences, dépôts, etc..., ou si elles possèdent des biens immobiliers sur le territoire de Yougoslavie¹.

Ne sont soumis à l'impôt sur le bénéfice des sociétés, que les sociétés strictement énumérées par la loi. Toutes les autres entreprises qui n'ont pas été énumérées par la loi, seront soumises à l'impôt tecevina.

Pour qu'une entreprise soit soumise à l'impôt sur le bénéfice des sociétés, la loi exige comme condition principale que cette entreprise soit soumise à l'obligation de rendre ses comptes publiquement. Par là, la loi veut dire non seulement l'obligation à porter ses comptes définitifs à l'approbation devant l'assemblée générale des actionnaires, de les publier publiquement et de les porter à l'approba-

(1) Art. de la loi sur les impôts directs.
V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 345 à 359.

tion des autorités chargées de la défense des intérêts publics, mais aussi l'obligation pour l'entreprise de laisser voir ses comptes à tous les moments aux organes chargés de la défense des intérêts publics.

Comme deuxième condition exigée par la loi pour qu'une entreprise soit soumise à l'impôt sur le bénéfice des sociétés, c'est que cette entreprise possède son siège social sur le territoire de Yougoslavie.

L'impôt sur le bénéfice des sociétés est réparti sur les succursales, dépôts, agences, magasins de vente, etc..., d'une entreprise en totalité et d'ensemble avec le siège social. Seulement, pour les entreprises de l'Etat et des unités administratives autonomes, l'impôt est réparti pour chaque entreprise séparément².

II. — Exemptions de l'impôt sur le bénéfice des Sociétés.

A. — EXEMPTIONS PERMANENTES

Sont exemptés de l'impôt sur le bénéfice des sociétés d'une manière permanente :

1) Toutes les entreprises de l'Etat qui servent soit à l'exploitation du droit des monopoles de l'Etat³, soit dans des buts publics d'administration et de circulation⁴, soit directement aux besoins mêmes de l'Etat⁵.

2) Les entreprises des unités administratives autonomes, à condition qu'elles servent directement dans des buts publics d'administration⁶ ou directement aux nécessités mêmes de ces unités administratives autonomes.

(2) V. Nikolitch Dr Djourdje : Impôt sur les Sociétés, p. 50 à 52 et p. 78 à 83.

(3) Tels que : le monopole du tabac, le monopole des allumettes, le monopole du sel, etc...

(4) Tels que : les postes, télégraphes et téléphones, les chemins de fer de l'Etat; les transports aériens, fluviaux, etc. de l'Etat.

(5) Tels que les ateliers de l'Etat pour la confection des uniformes, du linge militaire, de réparations des avions, des automobiles, des chemins de fer, etc.

(6) Tels que : les abattoirs, les établissements de désinfection, etc...

3) Les entreprises exemptées de cet impôt par les lois spéciales.

4) Les entreprises étrangères exemptées en vertu des conventions internationales.

5) La Banque hypothécaire de l'Etat et la Caisse d'Epargne postale.

6) La Direction des crédits agricoles avec les zadrougas locales et régionales, et la Banque des Métiers du Royaume de Yougoslavie.

7) Toutes les zadrougas ainsi que leurs fédérations créées d'après la loi sur les zadrougas, si elles ne partagent pas les bénéfices, ne donnent pas de tantièmes aux membres du Conseil d'Administration et du conseil de surveillance et si les réserves ne peuvent jamais être partagées entre les membres de la zadrouga.

8) Les zadrougas de fourniture des employés de l'Etat et leur fédération fondées d'après la loi ⁷.

Toutes ces zadrougas ne sont pas exemptées de cet impôt si elles travaillent avec des personnes qui n'en sont pas membres, si elles vendent des articles de luxe et des boissons alcooliques ⁸.

9) Les sociétés, les associations et les zadrougas créées sur le principe de mutualité et sans un but de gain, ainsi que les fonds indépendants créés par des personnes publiques ou par des entrepreneurs en vue de l'assurance des employés contre les frais de maladie, les réparations en cas d'accidents, les pensions pour invalidité, les pensions pour vieillesse, les pensions pour les veuves et les orphelins, les frais funéraires; ou ceux créés dans le but de donner assistance aux fonctionnaires et aux autres employés publics ou privés.

10) Les zadrougas des eaux créées d'après les lois sur les eaux.

11) Les caisses d'épargnes régionales autonomes.

(7) Loi du 5 décembre 1920 sur les zadrougas.

(8) La liste des articles de luxe a été rédigée par le Ministre de l'Agriculture en accord avec le Ministre des Finances.

12) La Banque Hypothécaire des Commerçants, tant qu'elle emploiera ses bénéfices dans les buts prévus par les statuts lors de la création.

Toutes les exemptions de cet impôt entraînent les exemptions des centimes additionnels qui accompagnaient cet impôt, sauf pour les contribuables des N^{os} 3 et 4 dont l'exemption dépend du texte même des lois ou conventions internationales⁹.

B. — LES EXEMPTIONS FACULTATIVES.

Le Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances peut par décret accorder des exemptions provisoires, totales ou partielles, aux entreprises créées dans des buts publics et généraux, d'instruction et de bienfaisance, si leurs bénéfices sont insignifiants.

III. — Naissance et extinction de l'obligation de l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

L'obligation à l'impôt sur le bénéfice des sociétés, commence du jour où l'entreprise existe juridiquement. Elle prend fin, à la fin du mois dans lequel l'entreprise a cessé son exploitation.

Pour que l'obligation prenne fin, cette cessation doit être définitive ou totale et non pas une cessation provisoire ou partielle.

Le commencement de l'existence juridique des entreprises est fixé comme suit :

I. — Pour les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les compagnies d'assurances, du jour de l'immatriculation régulière de cette société.

(9) Art. 76 de la loi sur les impôts directs.
V. Devetcherski ziv. : *ibid.* p. 362 à 370.
V. Nikolitch Dr. Djourdje : *ibid.*, p. 53 et 54.

2. — Pour les sociétés d'exploitation minière, du jour de l'approbation des statuts par le Ministre des Mines et Forêts ou du jour de l'immatriculation de cette société aux registres des Mines par l'Administration des Mines.

3. — Pour les zadrougas et pour les associations similaires, du jour de l'immatriculation au Registre des zadrougas.

4. — Pour une société étrangère, du jour de l'immatriculation de sa succursale (agence, dépôts, etc.), ou du jour du transfert des immeubles en sa possession ¹⁰.

IV. — Les rapports avec l'étranger en cas de l'extension de l'activité d'une entreprise en dehors des frontières de la Yougoslavie.

Lorsqu'une entreprise étendrait son activité à l'étranger, elle reste soumise à l'impôt sur le bénéfice des sociétés pour le montant total des bénéfices réalisés.

Si par contre, une entreprise indigène possède à l'étranger une succursale permanente (succursale, agence, dépôts, magasin de vente, etc), elle ne sera dispensée de l'impôt sur le bénéfice réalisé par cette succursale, que si elle prouve qu'elle paye sur ce bénéfice déjà un impôt similaire à l'étranger.

Les entreprises ayant leurs sièges à l'étranger et qui étendraient leurs activités sur le territoire yougoslave, payent cet impôt sur le bénéfice résultant de cette activité.

V. — Base de l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

La base d'imposition de l'impôt sur le bénéfice des sociétés est le gain réalisé pendant une année d'exploitation et qui résulte du bilan de cette société.

(10) V. Majatorovitch Bogdan : L'impôt sur les sociétés, p. 7 à 11. Nikolitch Dr Djordje : *ibid.*, p. 55.

Jusqu'à l'établissement du premier bilan, l'impôt sera réparti provisoirement d'après la base minima d'imposition des entreprises similaires¹.

A. — COMMENT DÉTERMINE-T-ON LA BASE D'IMPOSITION ?

La base d'imposition de cet impôt est le gain réalisé pendant une année d'exploitation de cette société.

Pour déterminer ce gain d'une année d'exploitation, on se servira du bilan social et du compte des profits et pertes en déduisant les déductions autorisées par la loi.

Cependant si les recettes des opérations de l'entreprise sont inscrites au bilan sous une valeur moindre, et ne correspondant pas à la valeur réelle des recettes de pareilles opérations, cela donne suffisamment de raisons de croire que cela n'a été fait que dans le but de diminuer le revenu net de l'entreprise. D'où obligation pour le fisc de vérifier si les sommes inscrites au bilan correspondent à la valeur réelle des opérations faites.

Donc pour le calcul de la base d'imposition, le fisc tiendra compte de la valeur réelle de tous les paiements, de toutes les remises et de toutes les recettes faites par l'entreprise. Il fera de même pour toutes les dispositions dans l'actif et dans le passif du bilan, car le fisc peut écarter le bilan et se servir de son droit de libre évaluation de la base d'imposition².

B. — CE QUI NE PEUT PAS ÊTRE DÉDUIT DE L'EXCÉDENT D'UN BILAN¹³.

Pour déterminer la base d'imposition, ne peuvent pas être déduits :

(11) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.* p. 378 à 385.

Art. 80 de la loi sur les impôts directs.

Nikolitel Djourdje : *ibid.*, p. 56 à 61 et p. 83 à 88.

(12) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 387 à 394.

1. — Tous les impôts directs et les centimes additionnels par payés l'entreprise.

2. — Les impôts directs et les centimes additionnels que l'entreprise a payé pour ses employés.

3. — La perte sociale de l'année précédente d'exploitation.

4. — Toutes les indemnités ou tous les avantages accordés sur le bénéfice social aux fondateurs ou aux autres membres et inscrit séparément dans le bilan.

De même les intérêts et les dividendes sur le capital social. De même que les intérêts des sommes déposées en épargne ou en comptes-courants, et qui n'ont pas été soumis à l'impôt sur les rentes.

5. — Les sommes données en remboursement des subventions et des cautionnements de l'Etat ou des unités administratives autonomes. De même les remboursements du capital social et les remboursements des emprunts contractés.

6. — Les sommes mises à la charge d'une succursale comme frais de régie par l'établissement principal siégeant à l'étranger.

7. — Les dons et les récompenses non convenus aux employés ou à des tiers ainsi que toutes les dépenses qui ne sont pas directement liées avec l'exploitation même.

8. — Les tantièmes aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires des comptes, les appointements des fonctionnaires alloués aux membres du Conseil d'Administration ou de la Commission des comptes ¹⁴.

9. — Tous les fonds mis en réserve sauf pour les cas prévus par la loi ¹⁵.

10. — Les revenus des entreprises d'exploitation minière résultant des indemnités pour les fossés auxiliaires, pour les services rendus et les revenus résultant des servitudes minières ¹⁶.

(13) V. Majstorovitch Bogdan : *ibid.*, p. 33 à 46, 48 à 50, 90 à 95.

(14) V. Nikolitch D^r Djourdje : *ibid.*, p. 91 à 94.

(15) V. Nikolitch D. Djourdje : *ibid.*, p. 94 à 106.

Brachitch Ranko : L'imposition des réserves latentes.

(16) Par indemnité pour fossés auxiliaires, on entend l'indemnité

11. — Les sommes provenant des recettes courantes et employées pour l'agrandissement du patrimoine social.

12. — Les intérêts, les provisions, etc..., des emprunts, des crédits ouverts, etc., que l'entreprise paye aux créanciers à l'étranger si le taux est de plus de 8 %.

13. — Les pertes sur les spéculations de bourse faites à l'étranger en tant que ces spéculations ne sont pas la base même de l'activité de cette société ¹⁷.

C. — LES DÉDUCTIONS AUTORISÉES PAR LA LOI ¹⁸

Dans le calcul de la base d'imposition, la loi autorise les déductions suivantes :

1. — L'excédent provenant des *remises* lors de l'émission des nouvelles actions au-dessus de leur valeur nominale.

2. — Le rapport du bénéfice de l'année précédente.

3. — Les revenus des objets soumis à un autre impôt ou qui en sont exemptés provisoirement.

4. — Les intérêts exemptés de l'impôt sur les rentes, sauf ceux exclus par la loi ¹⁹.

5. — Les subventions et les cautionnements de l'Etat et des unités administratives autonomes.

6. — Les pertes provenant des créances impayables approuvées par l'assemblée des actionnaires.

7. — Les sommes qui dans le bilan sont portées à des fonds spéciaux, destinés à couvrir les diminutions en valeur : des bâtiments qui ne sont pas assujettis à l'impôt

qu'une entreprise minière paye à une autre pour le droit de percer à travers l'étendue de sa mine une fosse de prise d'air, ou dans un autre but.

Par indemnité pour services rendus, on entend les sommes versées par une entreprise minière à une autre pour l'aide en cas d'accident.

Par revenus des entreprises minières résultant des servitudes minières, on entend les revenus provenant des indemnités données pour l'utilisation des diverses institutions minières d'une autre entreprise minière. (tels que les ponts, les routes, les fossés, etc.)

(17) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 397 à 411.

(18) V. Majstorovitch Bogdan : *ibid.*, p. 46 et 47, 52 à 57, 72 à 89.

(19) Voir à la page 61 les intérêts qu'on ne peut pas déduire.

sur les bâtiments, des machines, des outils, de la substance des mines et des carrières, etc.

8. — Les dotations au fonds des pensions des employés de l'entreprise ainsi que toutes les autres dépenses pour les employés que l'entreprise est obligée de faire, soit en vertu de la loi, soit en vertu du contrat social. Ce fonds de pension doit être autonome et avoir sa propre direction.

9. — Les sommes que les compagnies d'assurances mettent dans les fonds de réserve pour le paiement des indemnités des assurances sur la vie.

10. — Les sommes des indemnités pour les dommages que les compagnies d'assurances ont déclarées et reconnues mais pas encore payées.

11. Toute perte et toute dépense mise en charge d'un fonds déjà imposé.

12. Enfin, à côté de toutes ces déductions, la loi accorde le droit de déduire aussi : toutes les contributions indirectes payées, les taxes, les douanes, les assurances contre les dégâts, etc., en somme tous les frais de régie même de l'entreprise²⁰.

D. — LE TRAITEMENT SPÉCIAL DES ZADROUGAS.

Les zadrougas de fourniture, de crédit, de production, de vente, d'entr'aide et les autres zadrougas semblables ainsi que de leurs fédérations, sont soumis à un régime spécial. Notamment, le montant de l'excédent ou la partie de l'excédent que l'on partage en vertu des statuts mêmes entre les membres de la zadrouga, dans le rapport des opérations que chacun d'eux a eu avec la zadrouga, n'est pas soumis à l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

Ce traitement spécial, les zadrougas en jouissent à condition qu'en vertu des statuts :

(20) V. Art. 83 de la loi sur les impôts directs.

Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 414 à 458.

Nikolitch D' Djourdje : *ibid.*, p. 61 à 71.

Zivkovitch Zivko : *ibid.*, p. 78 à 83.

1° Elles partagent uniquement la marchandise entre leurs membres, ne transforment et ne vendent que les produits de leurs membres.

2° Que sur les parts de chacun des membres elles ne paient pas d'intérêt ou un intérêt très faible, dont le taux ne peut dépasser 6 %.

3° Que les membres qui n'ont qu'une seule part, aient les mêmes droits que les membres qui ont plusieurs parts, de sorte que tous les membres sont traités pareillement ²¹.

E. — LE DROIT DE COMMUNICATION DES REGISTRES PAR LE FISC

Tous les contribuables soumis à l'impôt sur le bénéfice des sociétés sont tenus, sur demande écrite du fisc, de communiquer leurs registres et leurs comptes au fisc sous peine d'une amende allant de 1.000 à 10.000 din.

Les organes du fisc qui exercent le droit de communication des registres et des comptes, sont tenus sous responsabilité légale de garder le secret et n'ont le droit d'élargir leur droit d'immixtion que sur les affaires qui peuvent intéresser le fisc au point de vue de l'imposition des dits contribuables.

VI. — Taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

Comme impôt sur le bénéfice des sociétés, on paye sur le bénéfice calculé comme nous l'avons vu plus haut, un impôt élémentaire et un impôt complémentaire.

1. — Cet impôt élémentaire est :

a) Pour les membres de la zadrougas, des caisses d'épargne et des caisses d'épargnes municipales de 10 %.

b) Pour les entreprises industrielles et d'exploitation minière, pour les zadrougas qui ne rentrent pas dans le

(21) V. Majstorovitch Bogdan : *ibid.*, p. 102 à 107.

cadre de celles spécialement favorisées par la loi²² de 11 %.

c) Pour toutes les autres entreprises, de 12 %.

2. — L'impôt complémentaire est de :

Calcul de la rentabilité du capital.

2 % :	si la rentabilité du capital investi ne dépasse pas	6 %
3 % :	—	8 %
4 % :	—	10 %
5 % :	—	12 %
6 % :	—	14 %
7 % :	—	16 %
8 % :	—	18 %
9 % :	—	20 %
10 % :	—	22 %
11 % :	—	24 %
12 % :	—	dépasse 24 %

De toute manière, l'impôt élémentaire avec l'impôt complémentaire ensemble ne peuvent jamais être inférieurs à 2 p. 1.000 :

1. — Du chiffre global des marchandises.

2. — De la somme globale des primes, chez les compagnies d'assurances.

3. — Du capital investi, chez les établissements de crédit et chez les entreprises d'exportation des produits élémentaires agricoles.

Pour l'imposition fiscale provisoire, l'impôt sera réparti 2 p. 1.000 du capital investi dans l'entreprise ou du montant du patrimoine, s'il n'y a pas de capital investi. Les centimes additionnels ne peuvent être répartis que sur la moitié de cette base minima d'imposition.

Si un contribuable est soumis aux différents taux de l'impôt élémentaire, c'est le taux le plus élevé qui s'appliquera pour le tout.

L'impôt complémentaire ne peut être frappé d'aucun des centimes additionnels perçus au profit des unités administratives autonomes¹.

(22) Voir les cas du traitement spécial des zadrougas à la page 62.

(23) V. Nikolitch Dr Djourdje : *ibid.*, p. 71 à 77 et 106 à 111.

A. — LE CALCUL PRÉALABLE DE LA RENTABILITÉ.

Pour pouvoir calculer l'impôt complémentaire, on doit d'abord calculer la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité se détermine par le rapport entre le bénéfice, qui sert de base à l'imposition, et le capital investi dans cette entreprise.

Comme capital de l'entreprise, on entend : le capital social élémentaire, le fonds de réserve général, tous les autres fonds de réserve inscrits au bilan et avec lesquels l'entreprise peut disposer librement, le bénéfice rapporté de l'année précédente et l'augmentation du capital, si elle a eu lieu dans les premiers six mois de l'année.

Du capital ainsi calculé, on déduira, pour obtenir la rentabilité, toutes les sommes du bilan dont les revenus n'entrent pas dans le calcul de la base d'imposition.

Comme capital élémentaire des sociétés par actions et des sociétés en commandite par actions, on prend le capital élémentaire versé; pour les zadrougas, la somme totale des parts versées par les membres de la zadrouga; pour les sociétés à responsabilité limitée et pour les sociétés d'exploitation minière, les parts des fondateurs.

Chez les entreprises qui n'ont pas de capital élémentaire, on considère la rentabilité à 10 %.

B. — L'IMPÔT SUR LES DIVIDENDES.

Sur les dividendes distribués par les sociétés par actions et sur les excédents distribués par les zadrougas, on paye un impôt de 10 %.

Cet impôt doit être retenu par les sociétés et les zadrougas lors de la distribution de ces dividendes ou de cet excédent ²⁴.

(24) V. Art. 86 loi sur les impôts directs.
V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 463 à 472.

C. — LE TAUX SPÉCIAL POUR LES ZADROUGAS.

Pour les zadrougas d'entr'aide, chez lesquelles les parts dans l'affaire ne dépassent pas 50 din. par mois ou 10 din. par semaine et dont le but de leurs opérations consiste à venir en aide à leurs membres en leur donnant des emprunts pour cause de misère, de pénurie, de maladie ou de décès, on n'exige d'eux qu'un intérêt au taux de la Banque Nationale Yougoslave ou majoré au maximum de 3 %. Dans ce cas, l'impôt élémentaire est diminué de la moitié.

D. — LE CAS D'UNE ENTREPRISE A SUCCURSALES.

Pour les entreprises industrielles et minières, si l'établissement principal (siège central) et les succursales (succursales, agences, fabriques, ateliers, dépôts, etc), ne se trouvent pas dans le rayon d'une même commune, le montant de l'impôt élémentaire calculé dans la ville du siège central, servira de base pour tous les centimes additionnels perçus pour le compte des unités administratives autonomes. Ensuite, on prendra 20 % de cette somme pour la commune où se trouve le siège central et le reste de 80 % sera partagé entre les différentes communes y compris celle du siège central, au prorata du bénéfice brut de chacun des établissements.

Pour les entreprises commerciales et de crédit ainsi que pour les compagnies d'assurances et les zadrougas, on retiendra d'abord pour la commune du siège central, 50 %, et le reste sera partagé de la même manière.

Pour les sociétés de transport, le montant de l'impôt élémentaire sert pour le calcul des centimes additionnels uniquement pour l'endroit du siège central.

L'IMPOT SUR LES TRAITEMENTS, PENSIONS ET SALAIRES

I. — Les revenus soumis à cet impôt.

Est soumis à cet impôt chaque revenu résultant du travail et des professions non indépendantes¹ exercées en Yougoslavie, soit directement en raison d'un emploi, soit indirectement en raison du droit que confère une fonction ou une position², à condition que ce revenu ne soit pas soumis ni à l'impôt *tecevina*, ni à l'impôt sur le bénéfice des sociétés. Peu importe d'ailleurs si ce travail ou cette profession est de nature durable ou passagère.

Est également soumis à cet impôt, le revenu provenant de l'étranger et résultant d'un travail ou d'une profession non indépendante exercés en Yougoslavie, si on ne prouve qu'on paye déjà à l'étranger sur ce revenu un impôt direct.

Les principaux des revenus soumis à cet impôt sont :

1° Les traitements, salaires, gages, appointements, soldes, etc, ainsi que leurs suppléments de toutes sortes. Les rémunérations, les gratifications, les tantièmes, les salaires d'une journée, les taxes d'examens, les rétributions scolaires et toutes sortes de récompenses ou de recettes semblables. Les avantages et les profits ayant une valeur pécunière ainsi que le dédommagement des personnes qui sont employées ou placées dans un service de l'Etat, dans un service public ou dans un service privé.

2° Les pensions de retraites, les assistances, les aides, ainsi que toutes les recettes et tous les avantages ayant une

(1) Par travail et profession non indépendante, on entend l'activité que l'on fait pour le compte et sous la responsabilité d'une autre personne même.

(2) Par exemple : les sommes que reçoivent les prêtres des paroisses, ou même ce qu'ils reçoivent en nature de leurs paroissiens.

valeur pécuniaire pour un emploi antérieur personnel ou d'autrui.

Par contre ne sont pas considérés comme des revenus étant soumis à cet impôt :

1° La liste civile de la famille royale et les appointements des députés.

2° Les sommes reçues par les employés de l'Etat ou d'un autre service public comme rémunération des frais et des dépenses qu'ils font dans l'exercice de leurs fonctions, tels que : le salaire des journées de voyage, les frais d'uniformes, etc.

3° Ces mêmes sommes pour les employés des services privés, à condition et dans la mesure qu'ils peuvent prouver le montant de ces frais³.

II. — Les exemptions de cet impôt.

De l'impôt sur les traitements, pensions et salaires sont exemptés :

1. — D'après le principe de réciprocité, tous les fonctionnaires diplomatiques des pays étrangers, ainsi que leurs employés et serviteurs étrangers. De même tous les étrangers qui sont exemptés en vertu des conventions internationales ou d'après les principes du droit international public.

2. — Les revenus des ouvriers et des serviteurs agricoles provenant des travaux agricoles. De même les salaires des ouvriers pour les travaux de construction des bâtiments agricoles dans les villages.

3. — Les soldes des soldats en-dessous du grade de sergent.

(3) V. Art. 89 de la loi sur les impôts directs.

Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 479 à 493.

Règlement de la loi sur les impôts directs, p. 167 à 187.

Niketitch Gojko : L'impôt sur les traitements, pensions et salaires, p. 1 à 12.

Popovitch Bora : L'impôt sur les traitements, pensions et salaires, p. 29 à 49.

4. — Les étudiants pour les sommes provenant des leçons particulières qu'ils donnent.

5. — Le revenu des ouvriers non qualifiés et des journaliers pour les travaux publics extraordinaires et urgents.

6. — Le revenu des travaux et des professions non indépendantes s'il ne dépasse pas 400 dinars par mois, 100 dinars par semaine et 16 dinars par jour. Pour chaque enfant, jusqu'à l'âge de 18 ans et n'ayant pas un gain personnel, il faut augmenter ce minimum de 100 dinars par mois, de 25 dinars par semaine et de 4 dinars par jour ⁴.

III. — Comment sont imposés les revenus périodiques et les revenus occasionnels ?

Tous les revenus périodiques résultant d'un emploi ou d'une profession et qui sont soumis à l'impôt sur les traitements, pensions et salaires seront considérés comme un seul objet d'imposition.

Par contre, les revenus qui sont occasionnels, c'est-à-dire qui ne se présentent que de temps à autre font chacun pour soi un objet fiscal séparé.

Par revenus périodiques, on entend toutes les recettes périodiques et tous les avantages périodiques dont le montant est fixé d'avance et qui se répètent régulièrement, et d'une façon durable quotidiennement, hebdomadairement, mensuellement ou dans tout autre laps de temps, (par exemple : les traitements par mois, les salaires par jour ou par heure, etc.).

Par revenus occasionnels, on entend, tous les autres revenus pour lesquels le critérium ci-dessus exprimé ne peut s'appliquer (par exemple les tantièmes, les salaires d'une journée, la rémunération convenue, etc.) ⁵.

(4) V. Niketitch Gojko : *ibid.*, p. 13 à 16. Popovitch Bora : *ibid.*, p. 49 à 54.

(5) V. Niketitch Gojko : *ibid.*, p. 17 à 20. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 498 à 503.

IV. — Base de l'impôt sur les traitements, pensions et salaires.

L'impôt est réparti sur le montant du revenu périodique d'un mois, d'une semaine ou d'une journée diminué du montant des déductions autorisées par la loi.

Si le revenu périodique n'est pas fixé par mois, par semaine, mais pour un autre temps déterminé ou même alors quand il n'est pas fixé par le temps (par ex. le salaire à la tâche ou aux pièces, etc.) on déterminera ce revenu d'après le montant des sommes acquises généralement pendant un mois, une semaine ou une journée. On calcule la semaine de six jours, le mois de 25 jours et l'année de 300 jours.

Pour les revenus occasionnels, l'impôt est réparti sur le montant de chacun de ces revenus séparément et chaque fois à l'occasion qu'on les reçoit ⁶.

A. — LES DÉDUCTIONS AUTORISÉES PAR LA LOI.

Pour la détermination du revenu de toutes les recettes et de tous les avantages périodiques soumis à l'impôt, la loi permet les déductions suivantes :

1° Si le revenu est inférieur à 4.000 dinars par mois, 960 dinars par semaine, 160 dinars par jour; on déduira 400 dinars par mois, 120 dinars par semaine, 16 dinars par jour et pour chaque enfant 100 dinars par mois, 25 dinars par semaine, 4 dinars par jour.

2° Si le revenu va de 4.000 à 6.000 dinars par mois, de 960 à 1.440 dinars par semaine et de 160 à 240 dinars par jour, on déduira la moitié des déductions citées ci-dessus.

3° Si le revenu dépasse 6.000 din. par mois, 1.440 dinars par semaine et 240 dinars par jour, aucune déduction n'est permise.

(6) V. Popovitch Bora : *ibid.*, p. 55 à 59.

Si un contribuable a des revenus provenant de différents emplois, c'est seulement sur le plus élevé que sont admises les déductions.

Au cas où le père et la mère ont tous deux des revenus provenant de leurs emplois, c'est seulement sur le revenu du père que sont admises les déductions prévues pour les enfants ⁷.

**B. — LA DÉTERMINATION DE LA VALEUR DU REVENU EN NATURE
D'APRÈS LE TABLEAU DES ÉQUIVALENTS PÉCUNIERS.**

On détermine la valeur du revenu ou de la partie du revenu en nature, d'après le tableau des équivalents pécuniers établi par le Ministère de la Prévoyance Sociale.

Pour les avantages en nature qui ne sont pas mentionnés dans ce tableau, c'est le fisc qui déterminera l'équivalent pécunier d'après les prix locaux.

Pour les fonctionnaires de l'Etat, on ne peut pas évaluer le loyer au-dessus de la somme qu'il reçoit d'après la loi pour le loyer ⁸.

V. — Taux de l'impôt sur les traitements, pensions et salaires.

A. — POUR LES REVENUS PÉRIODIQUES.

Tous les revenus périodiques (toutes les recettes périodiques et tous les avantages périodiques) sont soumis à un impôt dont le tarif est fixé d'après un tableau et qui varie suivant le montant de ce revenu périodique.

Pour le revenu hebdomadaire, diminué des déductions autorisées par la loi, jusqu'à 48 dinars l'impôt est de 1 dinar. Pour le revenu de 49 à 72 dinars, il est de

(7) V. Devetcherski Ziv : *ibid.*, p. 505 à 512. V. Popovitch Bora : *ibid.*, p. 59 à 65.

(8) V. Zivkovitch Ziv. : *ibid.*, p. 91 et 92.

1,50 dinars. Pour le revenu de 73 à 96, l'impôt est de 2 dinars, etc., jusqu'à la somme de 2.880 dinars, à partir de laquelle l'impôt devient proportionnel et il est de 12 % sur le montant de ce revenu.

Pour le revenu mensuel, diminué des déductions autorisées par la loi, jusqu'à 200 dinars, l'impôt est de 4 dinars.

Pour le revenu mensuel de 201 dinars à 300 dinars, l'impôt est de 6 dinars. Pour le revenu mensuel de 301 à 400 dinars, l'impôt est de 9 dinars, etc., jusqu'à la somme de 12.000 dinars à partir de laquelle l'impôt est de 12 % du montant de ce revenu.

Pour les revenus des domestiques de la maison, l'impôt annuel est de 50 dinars par chaque domestique ou serviteur. Comme preuve du paiement de cet impôt, il y a des cartes fiscales qu'on doit acheter chaque année et qui sont au nom du maître et non pas à celui du serviteur⁹.

B. — POUR LES REVENUS OCCASIONNELS.

Pour les revenus occasionnels, l'impôt est réparti sur le montant de chacun de ces revenus séparément et chaque fois à l'occasion qu'on les reçoit sans pouvoir y faire aucune déduction.

Le tarif appliqué est comme l'indique le tableau ci-dessous.

Le revenu jusqu'à	1.000 din. :	4 %
— au-dessus de 1.000 din. jusqu'à	3.000 din. :	5 %
— — 3.000 —	5.000 — :	6 %
— — 5.000 —	8.000 — :	7 %
— — 8.000 —	15.000 — :	8 %
— — 15.000 —	25.000 — :	9 %
— — 25.000 —	50.000 — :	10 %
— — 50.000 —	100.000 — :	11 %
— — 100.000 —		12 %

(9) V. Niketitch Gojko : *ibid.*, p. 25 à 37. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 518 à 527.

C. — LA QUESTION DES CENTIMES ADDITIONNELS.

En ce qui concerne les revenus périodiques jusqu'à 4.000 dinars par mois ou 960 dinars par semaine, l'impôt ne peut être augmenté d'aucun centime additionnel.

Par contre, l'impôt sur les revenus occasionnels sera augmenté des centimes additionnels.

Les fonctionnaires de l'Etat ne sont pas soumis au paiement des centimes additionnels sur leurs traitements ¹⁰.

VI. — Le livret fiscal.

Toute personne, ayant des revenus soumis à l'impôt sur les traitements, pensions et salaires, est obligée d'avoir un livret fiscal. Elle est obligée d'acheter ce livret fiscal au début de chaque année ou tout au moins avant l'entrée en service.

Dans ce livret le fisc inscrira le nom du contribuable ainsi que les noms et l'âge de ses enfants. Ensuite dans ce livret le patron est obligé d'inscrire tous les paiements et tous les avantages en valeur pécuniaire qu'il donne à chaque terme de paiement à ses employés, ainsi que la mention que l'impôt a été retranché. Ensuite le patron doit approuver par sa signature l'exactitude de ces mentions.

De l'obligation au livret fiscal sont affranchis tous les fonctionnaires de l'Etat et les fonctionnaires des unités administratives autonomes s'ils possèdent le livret de paye.

VII. — L'obligation pour les patrons de percevoir l'impôt et de le remettre au fisc.

Tous les patrons ainsi que les Caisses de l'Etat et des

(10) V. Popovitch Bora : *ibid.*, p. 65 à 73.

unités administratives autonomes et les caisses des établissements publics, sont obligés au moment du paiement des gages, salaires, appointements, etc., de retenir sur ces sommes le montant de l'impôt dû d'après les tarifs fiscaux.

Ensuite ils sont obligés de verser au fisc le montant de ces retenues de l'impôt dans la première quinzaine du mois suivant, avec la liste complète de tous les employés et de tous les ouvriers à leur service.

Ne sont pas tenus de cette obligation :

1° Les patrons, quand cet impôt est acquitté au moyen des timbres fiscaux.

2° Le patron qui habite à l'étranger. Dans ce cas l'impôt est payé directement par celui qui reçoit ces gages, salaires, appointements, etc.

Il faut remarquer que c'est le patron qui répond au fisc de l'impôt dû pendant toute la période de temps que l'employé ou l'ouvrier se trouve à son service.

De même le patron est obligé de garder chez lui les livrets fiscaux de tous ses employés et ouvriers et de les montrer au fisc à chaque réquisition. Au cas contraire, il se verrait affligé d'une amende fiscale qui peut aller de 1.000 à 20.000 dinars ¹¹.

VIII. — L'acquittement de l'impôt au moyen des timbres fiscaux.

Cet impôt peut être payé par l'emploi des timbres fiscaux. Dans ce cas, le patron est obligé de coller ces timbres fiscaux dans le livret fiscal et de les annuler au moyen de sa signature ou de son sceau.

Pour l'impôt ainsi acquitté, les patrons ne sont pas tenus de déposer les listes des employés au fisc.

Cet acquittement de l'impôt au moyen des timbres fiscaux est obligatoire pour tout entrepreneur ou patron dont le nombre d'employés est inférieur à vingt.

(11) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 538 à 570. Niketitch Gojko : *ibid.*, p. 44 à 51. Popovitch Bora : *ibid.*, p. 74 à 90.

Par contre, ne peuvent se servir de ce mode d'acquittement de l'impôt :

1° Les institutions de l'Etat et des unités administratives autonomes.

2° Les sociétés.

3° Les patrons qui emploient plus de vingt personnes par mois ¹².

IX. — Le contrôle du fisc.

L'exactitude de l'application des tarifs fiscaux, par les unités administratives autonomes, par les établissements publics, par les entreprises de l'Etat et par les entrepreneurs et patrons sera vérifiée par le fisc.

De même les organes du fisc vérifieront si les patrons font les retenues obligatoires de l'impôt et s'ils versent à temps le montant de ces retenues, ou de l'exactitude de l'emploi des timbres fiscaux ¹³.

Tous les procès entre patrons et employés en ce qui concerne les retenues pour l'impôt seront portés devant le fisc ¹⁴.

(12) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 571 à 579.

(13) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 583 à 589.

(14) V. Popovitch Bora : *ibid.*, p. 91 à 101.

LES PREPARATIONS PREALABLES A LA REPARTITION DE L'IMPOT

I. — Les préparations préliminaires.

Les préparations préalables à la répartition de l'impôt comprennent quatre phases¹ :

1. — Le rassemblement des déclarations individuelles ainsi que leur vérification.

2. — Le recensement des sujets fiscaux.

3. — La détermination de la base de l'impôt et la rédaction des propositions fiscales.

La rédaction des tableaux fiscaux, c'est-à-dire des abrégés mensuels.

II. — La déclaration de l'impôt est à qui incombe la charge de la faire.

La déclaration du contribuable sert généralement comme fondement à la détermination de la base de l'impôt, sauf pour l'impôt foncier, l'impôt sur les traitements, pensions et salaires, et dans certains cas déterminés par la loi pour l'impôt sur les rentes et l'impôt tecevina. La base de l'impôt est déterminée par le fisc.

La déclaration au fisc peut être écrite ou verbale suivant les dispositions de la loi.

Tout contribuable assujetti à l'impôt sur le bénéfice des sociétés, est tenu de l'obligation de faire la déclaration au fisc de ses revenus.

Pour chaque sorte d'impôt direct on est obligé de faire une déclaration séparée au fisc.

(1) V. Art. 104 à 111 de la loi sur les impôts directs.

III. — Le classement des déclarations de l'impôt et les délais de remise au fisc.

On peut classer les déclarations de l'impôt faites par les contribuables en trois groupes :

1. — Les déclarations qu'on remet chaque année en vertu d'un appel général public adressé par le fisc. Dans ce cas le contribuable doit remettre sa déclaration dans le délai prévu dans l'appel même. Ce délai ne peut jamais être inférieur à un mois.

Ce mode s'applique à l'impôt sur les bâtiments, à l'impôt *tecevena* et à l'impôt sur les rentes.

2. — Les déclarations faites par les sociétés.

Les sociétés soumises à l'impôt sur le bénéfice des sociétés, doivent remettre la déclaration au fisc chaque année, dans un délai de cinq mois de la clôture de l'exercice d'exploitation, ou au plus tard dans les 15 jours du jour de la délibération et de l'approbation des comptes par l'assemblée générale.

3. — Les déclarations que l'on remet occasionnellement. Si l'obligation de l'impôt prend naissance au cours de l'année, le contribuable est tenu de remettre sa déclaration au fisc dans le délai prévu par la loi ou à défaut, dans les quinze jours du jour où cette obligation a commencé.

Les déclarations de l'impôt doivent être faites sur formulaires spéciaux ².

IV. — La remise et la déduction de la déclaration. — Le secret professionnel du contenu.

La déclaration de l'impôt d'un contribuable doit être déposée à la mairie compétente ou au fisc compétent. Il

(2) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 594 à 625. V. Skecic et Mikic : *ibid.*, p. 357 à 400.

doit recevoir un reçu confirmant la remise de la déclaration ainsi que la date de cette remise.

Les personnes illettrées peuvent déposer oralement.

Le contribuable est tenu de répondre exactement à toutes les questions inscrites dans le formulaire de la déclaration et de la signer sous foi de sincérité.

Le contenu de la déclaration est un secret professionnel, en ce sens que ce contenu ne peut être communiqué à personne d'autre qu'aux agents du fisc compétents.

V. — **Le défaut de la remise de la déclaration d'impôt.**

Si le contribuable ne remet pas la déclaration d'impôt dans le délai prescrit au fisc, ou remet une déclaration incomplète et n'apporte pas ultérieurement les éléments demandés par le fisc, dans ce cas, le fisc fera la répartition de l'impôt d'après les faits qu'il peut avoir à sa connaissance sans tenir compte de la déclaration incomplète ³.

VI. — **Le rassemblement des faits par le fisc.**

Le fisc est obligé de rassembler tous les frais nécessaires pour arriver à établir une juste répartition de l'impôt. De plus il est obligé de compléter, de corriger et de vérifier tous les frais relatés dans la déclaration d'impôt.

Pour faciliter cette tâche au fisc, sont tenus de donner tous les renseignements nécessaires et de relater tous les faits sur la demande du fisc :

1° Le contribuable même.

2° Les propriétaires des immeubles, en ce qui concerne leurs locataires et vice-versa.

3° Les entrepreneurs en ce qui concerne leurs employés.

(3) V. Seckic et Mikic : *ibid.*, p. 407 à 415.

4° Toutes les administrations et toutes les institutions publiques, pour tous contrats passés avec des personnes privées.

5° Les Chambres de Commerce, les Chambres d'industrie, etc.

6° Toutes les compagnies privées de transport.

7° Les tribunaux sont obligés d'envoyer des copies de leurs jugements concernant le changement dans la propriété des immeubles, les faillites, les liquidations judiciaires et les ventes aux enchères et dans tous les autres cas sur la demande du fisc⁴.

VII. — Le recensement des contribuables.

Chaque année au mois de janvier, les mairies sont tenues de faire le recensement de tous les contribuables dans leurs communes.

Etant donné que d'une part pour l'impôt foncier et l'impôt sur les bâtiments on tient un cadastre et que d'autre part, les contribuables assujettis à l'impôt sur le bénéfice des sociétés sont soumis à des règles spéciales, ce recensement ne s'appliquera au fond qu'aux contribuables soumis à l'impôt tecevina et à l'impôt sur les rentes.

Le recensement est fait par les organes de la commune qui doivent aller de maison en maison et inscrire les contribuables qui sont soumis à l'impôt tecevina ou à l'impôt sur les rentes.

VIII. — La vérification des déclarations et la préparation des propositions fiscales.

Ayant rassemblé tous les faits nécessaires, le fisc

(4) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 632 à 639.

procèdera alors à la vérification des faits relatés dans la déclaration même.

Une fois la vérification terminée, l'administration fiscale de première instance préparera des propositions fiscales pour tous les contribuables.

Ces propositions fiscales seront envoyées ensuite devant la commission fiscale qui est compétente pour déterminer la base de l'impôt.

LES COMMISSIONS FISCALES ¹

I. — La compétence des commissions fiscales pour la détermination de la base de l'impôt.

Les commissions fiscales déterminent la base d'imposition :

1° Pour les revenus soumis à l'impôt tecevina, sauf pour les voyageurs de commerce.

2° Pour les revenus des immeubles pour lesquels le fisc ne peut les déterminer par comparaison et dans le cas où l'immeuble serait loué avec jardin, meubles, etc., et que dans le bail le montant du loyer n'a pas été précisé séparément.

3° Pour les invalides qui ont un commerce pour la détermination du revenu net quotidien.

4° Pour l'impôt sur les rentes, lorsque la valeur du revenu n'est pas déterminé par un document.

Dans tous les autres cas, c'est le fisc qui détermine lui-même les bases de l'impôt.

II. — La création et la composition des commissions fiscales.

Les commissions fiscales s'établissent pour le ressort de chaque administration fiscale de première instance.

Le siège du fisc est à la fois le siège de cette commission.

Suivant la nécessité, le Ministre des Finances peut établir plusieurs commissions fiscales dans le même ressort et même des commissions fiscales particulières pour

(1) V. les articles 112 à 124 de la loi sur les impôts directs.

chaque catégorie de professions soumises à l'impôt tecevina.

Auprès de chaque commission fiscale, l'administration fiscale de seconde instance désigne un représentant de l'Etat, qui est à la fois le rapporteur fiscal devant cette commission.

Cette commission fiscale se compose d'un président et de quatre membres et d'autant de remplaçants. On prend comme président le chef de l'administration fiscale pour le ressort de laquelle a été établie cette commission fiscale.

L'administration fiscale de seconde instance désigne un membre dans cette commission. Les trois autres membres sont choisis par le conseil municipal parmi les contribuables, sauf dans les villes où existent les Chambres de Commerce et d'Industrie qui désigne ces trois membres.

Le rôle de rapporteur fiscal consiste à maintenir les propositions fiscales devant cette commission au moyen des arguments et faits, rassemblés par l'administration fiscale de première instance dans ce qu'on appelle le « cadastre de tecevina »².

III. — La durée du mandat dans la commission fiscale et qui peut être membre.

Les membres de la commission fiscale sont élus pour une période de trois années.

Ne peuvent être membres de cette commission que les citoyens yougoslaves lettrés et n'ayant jamais été condamnés et en faillite. De plus, il faut qu'ils aient résidé au moins 5 ans dans cet arrondissement.

Chaque membre est tenu de prêter serment avant de commencer à remplir sa fonction.

La fonction des membres de cette commission est

(2) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 640 à 659. Seekic et Mikic : *ibid.*, p. 428 à 440.

honorifique, d'où elle n'est pas rémunérée (exception est faite dans les trois grandes villes).

Si devant la commission fiscale on porte un sujet soumis à l'impôt de l'un des membres, ce membre ne pourra pas assister à cette séance. Il sera remplacé par son remplaçant.

IV. — Les sessions de la commission fiscale, la publication de la liste des contribuables et les décisions de la commission.

La commission fiscale se réunit en session sur l'invitation du président.

L'administration fiscale de première instance est tenue de déposer à la mairie la liste des contribuables avec le montant des bases d'impositions proposées. Cette liste doit être déposée quatorze jours avant la session de la dite commission. Ceci est nécessaire pour la publication de cette liste.

Les sessions sont secrètes. Ne peuvent être présents que le contribuable ou son mandataire.

La commission fiscale rend ses décisions par la majorité des voix des membres présents³.

V. — La détermination de la base d'imposition de l'impôt tecevina par la commission fiscale.

La commission fiscale est tenue de rendre ses décisions consciencieusement et elle est tenue d'entendre tout témoin et tout expert proposés soit par le représentant du fisc, soit par le contribuable. Elle peut demander des explications au contribuable et elle peut ordonner l'examen des registres commerciaux.

Comme témoins ou experts, ne peuvent être entendus que ceux qui peuvent l'être devant les tribunaux civils.

(3) V. Sécik et Mikic : *ibid.*, p. 44 à 451.

Les concurrents du contribuable ne peuvent jamais être entendus comme témoin. Si le contribuable refuse de donner des explications ou de laisser examiner les registres commerciaux, dans ce cas, la dite commission peut décider d'après sa propre conviction et d'après les données qu'elle peut avoir à sa disposition.

La dite commission ne peut descendre en-dessous des proportions fiscales, soumises à elle par le fisc, qu'en cas de preuve contraire établie devant elle.

Si elle ne peut pas établir le véritable revenu, elle déterminera la base d'imposition par comparaison avec les autres contribuables⁴.

VI. — Le droit du Ministre des Finances de transmettre les pouvoirs attribués à la commission fiscale au fisc.

Si la commission fiscale ne termine pas son travail dans le délai prévu, ce délai passé, le Ministre des Finances peut transmettre les pouvoirs attribués à cette commission fiscale sur l'administration fiscale compétente.

VII. — L'avertissement des contribuables. — Le droit de réclamation. — L'expédition des actes.

Après discussion la commission rend sa décision, c'est-à-dire elle fixe le montant du revenu net (la base d'imposition). Cette décision est inscrite par procès-verbal dans le protocole et elle ne peut plus être modifiée par cette commission.

Après la clôture du protocole, la commission fiscale remet le protocole avec tous les actes à l'administration fiscale de première instance.

(4) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 674 à 701. Seekic et Mokic : *ibid.*, p. 458 à 469. Zivkovitch Zivko : *ibid.*, p. 111 et 112.

Le fisc enverra à chaque contribuable un avertissement ou ordre à payer le montant de l'impôt.

Cet avertissement contient le montant « du revenu net fixé par la commission fiscale, le montant de l'impôt dû et le commandement d'avoir à payer.

Le contribuable peut dans un délai d'un mois porter réclamation devant l'administration fiscale de première instance.

Le représentant du fisc peut porter plainte contre la décision de la commission fiscale au plus tard huit jours après l'expiration du délai du contribuable ⁵.

(5) V. Scekić et Mikic : *ibid.*, p. 475 à 483. Deveteherski Ziv. : *ibid.*, p. 705 à 709.

LA REPARTITION DE L'IMPOT¹

I. — Qui est-ce qui fait la répartition de l'impôt.

La répartition de l'impôt est faite par le fisc même, qui applique sur les bases d'imposition les tarifs et les taux prévus par la loi. Peu importe d'ailleurs si la base d'imposition a été fixée par le fisc même ou par la commission fiscale.

La répartition est faite par le fisc chaque année sous forme de classement. Ce classement consiste dans la liste individuelle des contribuables, dans la liste des bases d'imposition et dans la liste du montant de l'impôt dû d'après les taux légaux. Rien qu'après l'approbation de ce classement par l'administration fiscale de seconde instance, le fisc peut inscrire la dette de l'impôt au nom de chaque contribuable dans ses registres.

Ce classement est fait séparément pour chacun de ces impôts directs : impôt foncier, impôt sur les bâtiments, impôt tecevina, impôt sur les rentes.

Pour les autres impôts directs, le fisc exécute la répartition par décision spéciale pour chaque cas.

II. — La répartition de l'impôt par classement.

Les classements sont faits par le fisc d'après les déclarations des contribuables, le recensement et les faits qu'il a rassemblés.

Dans les classements ainsi élaborés, le fisc répartit l'impôt sur les bases d'imposition déterminées par lui-même. Ce genre de répartition s'applique pour l'impôt

(1) V. Les articles 125 à 132 de la loi sur les impôts directs.

foncier, l'impôt sur les bâtiments et l'impôt sur les rentes.

Dans les régions où existe le cadastre des terres, le classement de l'impôt foncier est effectué par les organes du cadastre, puis transmis au fisc.

Enfin, lorsque le fisc reçoit les bases d'imposition fixées par les commissions fiscales, rien qu'alors il procède à la répartition de l'impôt pour tous ces cas².

III. — La répartition de l'impôt par décision spéciale.

La détermination de la base d'imposition et la répartition de l'impôt par le fisc sont faites sous la forme de décisions spéciales, dans les cas suivants :

1° Lorsque l'objet soumis à l'impôt est de nature passagère.

2° Lorsque l'obligation de l'impôt prend naissance au cours de l'année fiscale.

3° Pour les sociétés soumises à l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

Ces décisions spéciales sont communiquées par écrit au contribuable.

Le contribuable a un délai de 31 jours pour porter réclamation contre la décision du fisc.

Les décisions spéciales en ce qui concerne les contribuables soumis à l'impôt sur le bénéfice des sociétés, doivent être au préalable envoyées à la Direction des Finances pour le contrôle et l'approbation³.

IV. — La compétence des administrations fiscales.

En ce qui concerne la compétence des administrations fiscales en matière de l'impôt foncier, de l'impôt sur les

(2) V. Devetcherski Ziv : *ibid.*, p. 712 à 727. Scekić et Mikic : *ibid.*, p. 486 à 493.

(3) V. Scekić et Mikic : *ibid.*, p. 498 à 504. Devetcherski Ziv : *ibid.*, p. 729 à 738.

bâtiments et de l'impôt tecevina, est compétente l'administration fiscale de l'endroit où se trouve l'objet imposable (le terrain, le bâtiment, l'entreprise).

En matière de l'impôt sur les rentes, est compétente l'administration fiscale de l'endroit de la résidence ou du siège central du contribuable. De même en matière de l'impôt tecevina, uniquement en ce qui concerne le commerce se faisant de maison en maison, de ville en ville.

Pour l'impôt sur le bénéfice des sociétés, c'est l'administration fiscale compétente du lieu du siège central de cette société qui est compétente.

V. — **L'avertissement du contribuable.**

Le fisc avertira le contribuable du montant de la base d'imposition fixée et du montant de l'impôt réparti, chaque fois que le fisc est compétent pour la détermination de la base d'imposition.

Si un contribuable ne dépose pas de déclaration, pas même après l'avertissement du fisc, l'impôt lui sera réparti par décision de la commission fiscale.

LES VOIES DE RECOURS

I. — Les voies de recours ¹.

Les réclamations contre les décisions de la commission fiscale sont adressées aux commissions de réclamation, qui en sont compétentes et qui en décident.

Les réclamations contre les décisions et la répartition de l'impôt par les administrations fiscales sont adressées aux autorités fiscales supérieures qui en sont compétentes.

Les réclamations de plusieurs contribuables, contre la répartition de l'impôt, adressées en un seul acte ne seront pas prises en considération.

La demande en réclamation doit être faite dans un délai de 30 jours.

II. — La nomination, la composition et la compétence des commissions de réclamation ².

A. — LA NOMINATION.

Les commissions de réclamation sont nommées par le Ministre des Finances pour un délai de trois ans auprès du siège de chaque administration fiscale de seconde instance, et sont compétentes pour tout le ressort de cette administration de seconde instance.

Suivant les nécessités, le Ministre des Finances peut

(1) V. Les articles 133 à 136 de la loi sur les impôts directs.

(2) V. Devetçherski Ziv. : *ibid.*, p. 744 à 749. Seekic et Mikic : *ibid.*, p. 518 à 525.

nommer même plusieurs commissions de réclamation auprès d'une même administration fiscale de seconde instance.

B. — LA COMPOSITION.

La commission de réclamation se compose d'un président et de huit membres et d'autant de membres remplaçants.

L'administration fiscale nomme auprès de chaque commission un représentant de l'Etat, qui est à la fois le rapporteur du fisc devant cette commission.

On prend comme président de la dite commission, le chef de l'administration fiscale de seconde instance. La moitié des membres sont nommés, sur proposition des autorités fiscales de seconde instance, par la Direction fiscale du Ministère des Finances. L'autre moitié des membres sont délégués par les différentes Chambres (Chambres de Commerce, de l'Industrie, des Métiers, etc.) et choisis parmi les contribuables.

Si les Chambres ne délèguent pas les membres pour cette commission, la Direction des Finances les nommera sur libre choix parmi les contribuables.

Un membre de la commission de réclamation ne peut être en même temps membre de la commission fiscale.

C. — LA COMPÉTENCE.

La commission de réclamation doit apprécier toutes les réclamations portées contre les décisions de la commission fiscale et doit apporter elle-même sa décision.

Les décisions de la commission de réclamation seront communiquées par écrit au contribuable. Quant au représentant de l'Etat par le renvoi de l'acte même.

III. — **Les voies de recours contre les décisions
des commissions de réclamation.**

Contre les décisions rendues par les commissions de réclamation et contre les décisions rendues par les administrations fiscales de seconde instance, on peut porter plainte devant les Tribunaux administratifs. Et en dernière instance devant le Conseil d'Etat, mais seulement dans le cas où le Tribunal administratif aurait modifié les décisions rendues par la commission de réclamation ou par l'administration fiscale de seconde instance ³.

(3) V. Zivkovitch Zivko : *ibid.*, p. 121.

LES AMENDES FISCALES

I. — Les différentes sortes d'amendes fiscales ¹.

A. — AMENDES POUR DÉFAUT DE DÉCLARATION.

Si un contribuable ne remet pas de déclaration dans le délai prévu ou si des justifications du retard apporté ne sont pas admises par le fisc, il sera soumis à une amende fiscale de :

1. — 3 %, mais s'il ne la remet pas huit jours après l'assignation, il payera une amende de 10 % de l'impôt élémentaire.

2. — 15 % de l'impôt élémentaire pour les contribuables soumis à l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

L'amende est calculée par l'administration fiscale compétente en même temps que l'impôt.

B. — AMENDES DIVERSES.

Toutes personnes tenues de déposer des déclarations autres que celles ci-dessus indiquées, ou tenues d'apporter à la connaissance du fisc des faits et données, ou de faire des explications au fisc, aux commissions fiscales ou aux commissions de réclamation, et si elles ne répondent pas à cette obligation, elles seront soumises à une amende fiscale allant de 50 à 500 dinars.

Le membre d'une commission fiscale qui ne voudrait pas s'acquitter de son devoir, sera soumis à une amende fiscale de 50 à 300 dinars.

(1) V. Les articles 136 à 141 de la loi sur les impôts directs.

Les contribuables faisant le commerce ambulant sans local fixe, les voyageurs de commerce et les commis-voyageurs, et ceux exerçant des professions libérales qu'on trouve sans le reçu confirmant que l'impôt a été payé, payeront en plus du montant de l'impôt une somme égale à ce montant comme amende fiscale.

Le patron qui ne porte pas dans la liste ou dans le livret fiscal de son employé le montant des sommes payées et le montant des retenues faits en vue de l'impôt, ou ne porte qu'un montant fictif, ou ne colle pas en quantité suffisante des timbres fiscaux, sera soumis à une amende fiscale allant de 50 à 500 dinars.

Sera soumis aux mêmes amendes fiscales, celui qui reçoit des revenus de divers emplois et profite sur plusieurs d'eux des réductions accordées par la loi.

Le patron qui empêche les organes du fisc et les organes du contrôle financier de faire les enquêtes sur place, qui refuse à donner les explications demandées ou qui refuse de laisser examiner les registres commerciaux, les listes de paiements et les livrets fiscaux, sera soumis à une amende fiscale allant de 1.000 à 20.000 dinars.

Les réclamations contre ces amendes fiscales peuvent être faites devant les autorités fiscales de seconde instance, dans un délai de quinze jours à partir du jour où la sentence a été mise à la connaissance du contribuable².

C. — L'AMENDE FISCALE POUR DÉFAUT DE DÉCLARATION DU REMPLOI D'UN BATIMENT.

Si un contribuable ne déclare pas le emploi d'un bâtiment ou d'une partie de ce bâtiment dans le délai prévu (14 jours), il sera soumis à une amende égale au double de l'impôt élémentaire.

(2) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 751 à 758. Scekić et Mikic : *ibid.*, p. 527 à 536.

D. — LES PÉNALITÉS CONTRE LES ORGANES
DES ADMINISTRATIONS DE L'ÉTAT.

Les organes des administrations de l'Etat qui sont tenus, en vertu des dispositions légales, de remettre au fisc tous les faits et renseignements nécessaires pour la répartition de l'impôt, sont responsables vis-à-vis du Trésor aussi bien du montant de l'impôt que de tous les frais causés, si par leurs fautes ils n'ont pas accompli leur devoir. De plus, ces organes seront punis disciplinairement.

Cette sentence est prononcée par l'administration fiscale de seconde instance. Le recours contre cette sentence est adressé à la Direction des Contributions.

II. — La procédure fiscale ³.

A

Le contribuable qui, sciemment, dans l'intention d'éviter le paiement de l'impôt, donne des fausses déclarations soit dans la déclaration même, soit dans les explications fournies au fisc ou aux commissaires, soit dans la demande d'exemption ou dégrèvement, sera considéré comme un coupable fiscal de *recel*.

De même sera considéré comme un coupable fiscal, celui qui cache une partie de ses revenus ou une partie de son patrimoine soumis à l'impôt.

Le coupable fiscal de *recel* sera puni d'une amende allant de deux à quatre fois le montant de la somme avec laquelle le Trésor aurait été endommagé. Si on prouve qu'un contribuable tiendrait des registres commerciaux en double exemplaire dans le but de frauder, il sera soumis en plus à une amende fiscale allant de 10.000 à 100.000 dinars ⁴.

(3) V. les articles 142 à 145 de la loi sur les impôts directs.

(4) V. Seckic et Mikic : *ibid.*, p. 542 à 547.

B. — LA PROCÉDURE.

L'enquête, l'instruction et les mesures de garanties sont faites par les administrations fiscales compétentes pour la répartition de l'impôt.

Les sentences pour le fait du recel fiscal sont prononcées par le tribunal des finances, qui est établi auprès des administrations fiscales de seconde instance.

Le tribunal financier est composé par le chef de l'administration fiscale de seconde instance, par le rapporteur fiscal et par un contribuable.

Les voies de recours contre les sentences peuvent être portées, dans un délai d'un mois à partir du jour où le contribuable-coupable en a été averti, devant le Tribunal Administratif et en dernier ressort devant le Conseil d'Etat.

C. — LES CIRCONSTANCES AGGRAVANTES ET LES CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

Les peines pénales sont prononcées en vertu et dans les limites des dispositions de la loi sur les impôts directs. Mais on doit tenir compte de la nature du délit pénal, du montant de l'impôt recelé, et aussi des circonstances atténuantes ou aggravantes de la cause pénale.

a) Sont considérées comme circonstances aggravantes surtout :

1° Quand le coupable tient des registres de commerce inexacts.

2° Si le fait pénal a été commis après des préparations spéciales.

3° Si grâce à ce délit pénal l'impôt n'a pas été réparti ou moins réparti.

4° Si le coupable a déjà été condamné pour des délits pareils ou semblables.

:

:

:

5° Si le coupable a fait des dépositions fausses pour empêcher l'instruction.

b) Comme circonstances atténuantes, on considère surtout :

1° Si le coupable a fait des aveux au cours de l'instruction.

2° S'il n'a pas encore été condamné au point de vue fiscal.

3° S'il a commis le délit sur l'instigation d'autrui.

4° Incapacité intellectuelle, de culture, etc.

5° Des raisons spéciales, telles que : les circonstances dans la famille, dans la fortune, etc.

LES GARANTIES DU TRESOR

Les garanties du Trésor sont de deux sortes : les sûretés réelles et les sûretés personnelles¹.

I. — Les sûretés réelles.

Les sûretés réelles accordées au Trésor sont :

1° Un privilège spécial sur les terres et sur les bâtiments pour l'impôt foncier et l'impôt sur les bâtiments, pour les trois dernières années de l'impôt dû et de tous les frais.

C'est un privilège légal qui prime tous les autres privilèges et hypothèques qui grèvent la terre ou le bâtiment. Ce privilège ne nécessite pas d'inscription au registre des hypothèques.

2° Un privilège spécial sur toutes les parties immobilières d'une entreprise pour l'impôt tecevina, pour les trois dernières années de l'impôt dû.

Ceci aussi est un privilège légal.

II. — Les sûretés personnelles.

Les sûretés personnelles accordées au Trésor sont :

1° Tous les associés d'une entreprise, commerce, etc., sont tenus solidairement au paiement de la dette de l'impôt. Ils sont tenus indépendamment l'un de l'autre de

(1) Art. 146 de la loi sur les impôts directs. V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 765 à 771. Scekić et Mikic : *ibid.*, p. 554 à 560.

la totalité de la dette de l'impôt et indéfiniment sur leurs biens personnels.

2° Le patron en ce qui concerne l'impôt dû par ses employés, pour l'impôt sur les traitements, pensions et salaires.

3° Le mari et la femme sont tenus solidairement du paiement de l'impôt en cas de transfert des immeubles, meubles et droits.

4° Les personnes physiques et juridiques, ainsi que les masses successorales garantissent les sommes dues (surtout les amendes) par leurs mandataires.

5° L'acheteur d'un commerce ou d'une entreprise pour l'impôt qui grève ce commerce ou cette entreprise, au cas où le fisc ne pourra pas se faire payer par le vendeur.

6° En cas de l'impôt sur les rentes, par l'interdiction faite au débiteur de verser les sommes au créancier tant que le Trésor n'aura pas perçu tout l'impôt dû. Après cette interdiction le débiteur reste garant du montant de l'impôt dû.

LA PERCEPTION DE L'IMPÔT ¹

I. — Les termes des versements de l'impôt ².

Les versements de l'impôt doivent être effectués trimestriellement : le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de chaque année.

Exceptionnellement pour l'impôt foncier, les versements s'effectuent deux fois par an : le 15 août et le 1^{er} novembre.

Les versements doivent être effectués dans les quinze jours du mois qui suit le mois de la réception de l'avertissement d'avoir à payer.

Le versement de l'impôt sur les rentes doit être effectué dans les 45 jours qui suivent chaque semestre de l'année.

Les versements pour l'impôt sur les traitements, pensions et salaires doivent être faits d'après les prescriptions légales ³.

Pour l'impôt *tecevina* dû par les commis-voyageurs, par les voyageurs de commerce et par les contribuables exerçant le commerce ambulant, le versement du montant de l'impôt doit être effectué avant le commencement de l'exercice de la profession au début du premier semestre pour l'année entière. Pour les professions qui commencent dans le second semestre de l'année, on ne versera que la moitié de la somme ci-dessus indiquée.

(1) V. Les articles 148 à 152 de la loi sur les impôts directs.

(2) V. Devetcherski Ziv : *ibid.*, p. 774 à 782. V. Seekic et Mikic : *ibid.*, p. 561 à 569.

(3) Voir les modes de paiement de l'impôt sur les traitements, pensions et salaires à la page 71.

II. — Les intérêts moratoires.

Puisque le dernier terme du paiement de l'impôt est passé, le fisc commencera à compter à partir de ce jour sur le total des sommes dues, un intérêt de 6 %.

Les suppléments des sommes versées par le contribuable seront considérées comme un paiement en avance de l'impôt non encore échu.

III. — Les organes chargés de la perception de l'impôt.

La perception de l'impôt est faite directement par le fisc ou avec l'aide et le concours des autorités communales.

L'impôt peut être payé aussi par chèques-postaux à la Caisse d'Epargne postale et à ses succursales.

La perception par contrainte est faite par le fisc directement, ou à l'aide des autorités communales, s'il s'agit des biens mobiliers, ou avec l'aide des tribunaux s'il s'agit des biens immobiliers⁴.

IV. — La perception par contrainte.

La perception par contrainte de l'impôt se fait d'abord sur les biens mobiliers et ensuite sur les biens immobiliers du contribuable.

Comme indemnité pour les frais de la perception par contrainte des impôts directs et des centimes additionnels, on percevra :

1. — Pour la sommation par écrit, un centime par dinar dû de la dette d'impôt.

2. — Pour l'exécution de la saisie des biens mobiliers,

(4) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 785 à 787. Scekie et Mikic : *ibid.*, p. 573 à 578.

on percevra deux centimes par dinar dû en plus des droits de taxe pour la saisie.

Au cas où ce sont les autorités communales qui exécutent la perception par contrainte, le montant de l'indemnité pour frais de contrainte revient à la commune.

Après la saisie on procède à la vente.

Les diverses phases de la procédure de la perception par contrainte (sommation avec frais, saisie, vente) ne peuvent se faire que l'une après l'autre, en gardant un espace de temps d'au moins huit jours entre chacune d'elles.

On ne peut ni saisir, ni vendre à l'agriculteur, en vertu des dispositions légales, sa maison d'habitation et vingt ares de terre. De même, tant qu'il a d'autres mobiliers ou immobiliers, une paire de bestiaux de trait, une voiture et une charrue⁵.

V. — Le crédit pour le paiement de l'impôt.

Nul n'a le droit au crédit pour le paiement de l'impôt.

Par conséquent, seulement dans les cas justifiés, on peut accorder individuellement un crédit pour le paiement de l'impôt. Cependant en cas de dégâts résultant des inondations, tempêtes, etc., on peut accorder collectivement des crédits pour le paiement de l'impôt pour tout un village ou toute une commune, ou même toute une région.

Pour les demandes de crédit pour le paiement de l'impôt jusqu'à la valeur de 5.000 dinars, c'est l'administration fiscale de seconde instance qui est compétente. Pour des sommes supérieures, c'est la Direction des Contributions qui est seule compétente⁶.

(5) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 788 à 794. Scekić et Mikic : *ibid.*, p. 579 à 582.

(6) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 795 à 803.

LES PRESCRIPTIONS EN MATIERE D'IMPOTS DIRECTS

I. — Les prescriptions en matière d'impôts directs ¹.

Par prescription en matière d'impôts directs, on entend : l'extinction du droit pour le Trésor, étant donné qu'il ne l'a pas réalisé dans le laps de temps prévu par la loi.

Le droit du Trésor, quant à la prescription en matière d'impôts directs, est double :

1. — Le droit d'exécuter la répartition de l'impôt ainsi que le droit de prononcer une amende fiscale.

2. — Le droit de percevoir le montant de l'impôt réparti, ainsi que le droit de percevoir le montant de l'amende fiscale prononcée.

II. — La prescription du droit du Trésor quant à la répartition de l'impôt et quant à la prononciation des amendes fiscales.

Le droit du Trésor quant à :

1. — La répartition de l'impôt ainsi qu'à la prononciation des amendes fiscales pour défaut de déclaration, se prescrit par un délai de cinq ans à partir du 1^{er} janvier de l'année dans laquelle l'obligation de l'impôt a pris naissance.

2. — La prononciation des amendes fiscales pour le défaut des explications apportées, pour l'inaccomplissement des devoirs par un membre de la commission fis-

(1) V. Les articles 153 à 156 de la loi sur les impôts directs.

cale, pour l'inexactitude portée dans la liste de ses employés par le patron et contre les organes des administrations publiques, se prescrit par un délai d'un an à partir du jour quand le fait pénal a été commis.

3. — La prononciation des amendes fiscales contre les commerçants ambulants et les voyageurs de commerce puis pour le défaut de déclaration du remploi d'immeubles et pour les contribuables coupables de recel fiscal, se prescrit par un délai de trois ans à partir du jour où le fait pénal a été commis.

III. — La prescription du droit du Trésor quant à la perception de l'impôt et des amendes fiscales.

Le droit du Trésor quant à la perception :

I. — De l'impôt réparti ainsi que des amendes fiscales ci-dessus indiquées au N° 1, se prescrit pour un délai de cinq ans à partir du jour quand le contribuable a été dûment averti de la répartition de l'impôt.

2. — Des amendes fiscales prononcées indiquées ci-dessus au N° 2, se prescrit pour un délai de cinq ans à partir du jour où la sentence de l'amende fiscale est devenue exécutoire.

3. — Des amendes fiscales prononcées ci-dessus au N° 3, se prescrit pour un délai de cinq ans à partir du jour où la sentence de l'amende fiscale est devenue exécutoire¹.

IV. — L'interruption de la prescription.

La prescription dans tous les cas indiqués ci-dessus est interrompue par chaque acte officiel qui a été mis à la connaissance du contribuable.

(2) V. Devetcherski, Ziv. : *ibid.*, p. 803 à 808.

PREUVE DU PAIEMENT DE L'IMPOT

I. — Preuve pour le paiement des impôts directs en général.

Comme preuve du paiement des impôts directs, on se sert du livret fiscal et des registres fiscaux.

Dans ce livret fiscal délivré par le fisc, le fisc inscrira les sommes de l'impôt dû. Ensuite, lors de chaque perception de l'impôt, le fisc inscrira dans ce livret le montant des sommes payées, la date du paiement et pour quelles administrations fiscales la perception a été faite.

En cas de paiement par chèque-postal sur la Caisse d'Epargne postale, c'est le récépissé du chèque postal qui servira comme preuve jusqu'à l'inscription du dit paiement au livret fiscal.

II. — Preuve du paiement de l'impôt sur les traitements, pensions et salaires.

Comme preuve du paiement de l'impôt sur les traitements, pensions et salaires, on se sert des livrets fiscaux spécialement délivrés par le fisc et dans lesquels les patrons sont tenus d'inscrire le montant des retenues pour l'impôt ou de procéder à l'emploi des timbres spéciaux.

III. — Preuve du paiement de l'impôt des commerces ambulants et des voyageurs de commerce.

Pour la preuve du paiement de l'impôt des commerces qui n'ont pas de local fixe mais qui se font de

maison en maison, de ville en ville, on se sert de la mention portée par le fisc que l'impôt a été acquitté sur la carte de trafic délivrée par les autorités compétentes.

Pour les voyageurs de commerce et pour les commis-voyageurs, comme preuve du paiement de l'impôt, on se sert de la carte spéciale délivrée par le fisc, en indiquant le montant de l'impôt acquitté¹.

(1) Art. 157 de la loi sur les impôts directs.

L'IMPOT SPECIAL SUR LES PERSONNES CELIBATAIRES ¹

I. — Les personnes soumises à cet impôt.

Tout individu du sexe masculin, célibataire, divorcé ou veuf, habitant continuellement dans les grandes villes, chefs-lieux d'arrondissement ou s'y trouvant assujetti à un impôt direct, sera soumis à l'impôt spécial sur les personnes célibataires.

Les veufs seront soumis à cet impôt s'ils n'ont pas d'enfants légitimes. Les individus divorcés, seulement s'ils n'ont pas d'enfants légitimes ou s'ils ne sont pas tenus de verser une pension alimentaire à leur femme ou à leurs enfants en vertu du jugement de divorce.

L'obligation à l'impôt prend naissance au 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année dans laquelle le contribuable a accompli sa trentième année de vie et remplissant les conditions ci-dessus indiquées.

L'obligation de l'impôt prend fin le dernier jour de l'année dans laquelle le contribuable se serait marié ou aurait accompli sa soixantième année de vie ².

II. — Exemption de l'impôt sur les personnes célibataires.

Sont exemptés du paiement de l'impôt sur les personnes célibataires :

(1) Cet impôt a été instauré par la loi du 15 décembre 1930, Loi sur l'impôt des personnes célibataires et de l'exemption des impôts pour les personnes ayant neuf enfants et plus.

(2) Art. 1 et 2 de la loi du 15 décembre 1930. V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 819 à 826. V. Commentaire de la Loi sur l'impôt des personnes célibataires p. 6 à 12.

1° Les personnes ecclésiastiques qui en raison des règlements ecclésiastiques ne peuvent pas se marier.

2° Ceux qui en raison des obstacles ecclésiastiques ne peuvent plus se remarier.

3° Les soldats, les sous-officiers qui sont en service et même les officiers de grade inférieur.

4° Les prisonniers en prison pendant la durée de leur peine.

5° Les étrangers.

6° Les personnes qui en vertu du Droit civil sont incapables de gérer leurs biens.

7° Les invalides.

8° Tous ceux qui sont en service ou dans un emploi et ne gagnant pas plus de 2.500 dinars mensuellement³.

III. — Taux de l'impôt sur les personnes célibataires.

Le taux de cet impôt varie suivant les revenus sur lesquels cet impôt spécial est calculé⁴.

1. — Cet impôt est réparti d'après la somme totale de l'impôt complémentaire que paye un contribuable célibataire pour l'impôt foncier, l'impôt sur les bâtiments, l'impôt tecevina et l'impôt sur les rentes. Cet impôt est calculé sur ce montant total d'après le tarif ci-dessous indiqué.

Les personnes de 30 à 35 ans : 50 % du montant total de l'impôt complémentaire.

Les personnes de 35 à 40 ans : 40 % du montant total de l'impôt complémentaire.

Les personnes de 40 à 50 ans : 25 % du montant total de l'impôt complémentaire.

Les personnes de 50 à 60 ans : 10 % du montant total de l'impôt complémentaire.

(3) Art. 3 de la loi du 15 décembre 1930. V. Devecherski Ziv. : *ibid.*, p. 827 à 829.

(4) V. Devecherski Ziv. : *ibid.*, p. 831 à 835. V. Commentaires de la Loi sur les personnes célibataires, p. 14 à 18.

2. -- Pour les contribuables célibataires se trouvant dans un service ou dans un emploi, ils payeront cet impôt spécial sur les célibataires d'après le tarif ci-dessus indiqué sur le montant total de l'impôt sur les traitements, pensions et salaires auxquels ils sont soumis.

3. — Les personnes célibataires touchant des tantièmes payeront sur ces revenus d'après le tarif ci-dessous.

de 30 à 35 ans :	5 %	du montant des tantièmes	
de 35 à 40 — :	4 %	—	—
de 40 à 50 — :	2 %	—	—
de 50 à 60 — :	1 %	—	—

IV. — L'obligation d'indiquer son état dans les déclarations d'impôt.

Les contribuables soumis à l'impôt sur les bâtiments, à l'impôt tecevina et à l'impôt sur les rentes, sont tenus d'indiquer, dans les déclarations d'impôt faites au fisc, s'ils sont célibataires, veufs ou divorcés, l'âge, et s'ils ont des enfants légitimes.

Il faut remarquer que dans les recensements des contribuables faits pour le fisc par les Communes, les organes des Communes sont tenus de mentionner si le contribuable est célibataire, veuf ou divorcé et son âge ⁵.

V. — Perception de cet impôt.

La perception de cet impôt est effectuée en même temps et de la même manière que la perception de l'impôt direct d'après lequel cet impôt spécial sur les personnes célibataires a été réparti.

(5) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 836 à 843.

L'EXEMPTION DE L'IMPOT POUR LES PERSONNES AVEC NEUF ENFANTS OU PLUS

Les contribuables soumis aux impôts directs qui ont neuf enfants vivants ou plus, sont exemptés du paiement de tous les impôts directs et des centimes additionnels y attenant, sous deux conditions :

1° Que la somme totale des différents impôts directs payés par le contribuable ne dépasse pas 500 dinars par an.

2° Que le plus jeune des enfants n'ait pas dépassé l'âge de 14 ans.

Si un des membres d'une zadrouga remplit ces conditions, la zadrouga entière est exempté du paiement de l'impôt¹.

(1) Art. II de la loi du 15-12-1930 modifiée par les lois du 25-3-1932 et du 18-2-1934. V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 846 à 849.

LES PRIVILEGES SPECIAUX DE L'INDUSTRIE HOTELIERE EN MATIERE D'IMPOTS DIRECTS ET DE TAXES

I. — Quels sont ces privilèges spéciaux ?

Dans le but de développer le tourisme, l'Etat a accordé des privilèges provisoires en matière d'impôts directs et des taxes à l'industrie hôtelière des stations climatiques, balnéaires et touristiques¹.

Ces privilèges sont accordés aux hôtels, restaurants, pensions et auberges et consistent en :

1° Pour la répartition de l'impôt tecevina, la base de l'imposition sera diminuée pour les années de 1931 à 1935, de 40 %, pour les cinq années suivantes, de 30 % et pour les cinq années postérieures à ces dernières de 20 %.

2° Pour la répartition de l'impôt sur le bénéfice des sociétés, la base d'imposition sera diminuée dans les mêmes proportions indiquées ci-dessus, sauf qu'au cas de l'insuffisance de la base d'imposition on ne percevra pas l'impôt minima prévu par la loi sur les impôts directs.

3° Ils sont exemptés des taxes sur la musique, concerts, représentations, etc.

4° Pour les commerces hôteliers ouverts dans des immeubles nouvellement construits dans un délai de trois ans à partir de la publication de cette loi², on diminuera la base de l'imposition en plus des diminutions faites pour les impôts ci-dessus indiqués au N° 1 dans les conditions suivantes :

a) Pour les investissements de 500.000 à 2.000.000 de dinars :

(1) Loi du 13 juillet 1930 sur les privilèges spéciaux de l'industrie hôtelière en matière d'impôts directs et des taxes.

(2) Cette loi a été publiée le 19 juillet 1930.

Pour la 1 ^{re} période de 5 années :	20	%	, en plus des dimin. à faire
— 2 ^e	—	—	15 %
— 3 ^e	—	—	10 %

b) Pour les investissements de 2.000.000 à 5.000.000 de dinars, on augmentera le pourcentage ci-dessus indiqué de 10 %.

c) Pour les investissements dépassant 5.000.000 de dinars, on augmentera le pourcentage ci-dessus indiqué de 5 %.

Evidemment la diminution de ces impôts directs entraîne la diminution proportionnelle des centimes additionnels y attendant.

II. — Conditions requises pour pouvoir se prévaloir de ces privilèges spéciaux.

Ces privilèges spéciaux en matière d'impôts directs ne sont accordés à l'industrie hôtelière que sous les conditions suivantes :

1^o Sur certificats de l'administration centrale de la Banovine compétente et de l'Administration fiscale compétente, attestant que l'entreprise hôtelière sert dans le but du développement du tourisme, de la fréquentation plus grande des stations balnéaires, climatiques et touristiques et qu'elle a tout le confort nécessaire hygiénique et convenable (eau courante, éclairage, etc).

2^o Que les bâtiments sont nouvellement construits.

3^o Que si ce sont des bâtiments anciens remis à neuf, que la valeur de l'investissement, en dehors des meubles, soit d'un tiers la valeur de ces bâtiments antérieurs.

III. — Elargissement de la portée de ces privilèges.

Ces privilèges spéciaux ont été également étendus aux hôtels de Belgrade et des chefs-lieux des Banovines, bien que ces chefs-lieux ne soient pas des stations balnéaires, climatiques ou touristiques. Ces hôtels doivent remplir les mêmes conditions et avoir au moins quarante chambres.

L'IMPOT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

I. — Les opérations frappées par cet impôt ¹.

A l'impôt sur le chiffre d'affaires sont soumis tous les échanges et trafics des biens et des services personnels faits moyennant une rémunération ².

A. — CONDITIONS REQUISES POUR ÊTRE SOUMIS A CET IMPOT.

Pour être soumis au paiement de cet impôt, il faut :

1. — Qu'il s'agisse des échanges ci-dessus énumérés.

2. — Que ces échanges soient effectués sur le territoire du pays dans un but de gain.

3. — Que ces échanges réalisés par des personnes privées, juridiques ou physiques, soit comme leur occupation principale, accessoire (secondaire) ou accidentelle.

B. — LES ÉCHANGES QUI NE SONT PAS ASSUJETTIS A CET IMPOT.

L'importation et l'exportation ne sont pas considérés comme échanges soumis à cet impôt. De même le simple transit.

Les paiements en numéraire, en chèques et en autres effets de commerce, ainsi que l'approbation des sommes d'argent dans les registres, ne sont pas considérés comme échanges assujettis à cet impôt.

(1) V. Devetcherski Ziv. : L'impôt sur le chiffre d'affaires dans le Royaume de Yougoslavie, p. 1 à 13.

(2) Par échange on entend la transmission de la propriété, d'un bien du patrimoine d'une personne à une autre personne, soit par la transmission du droit de propriété même, soit par la mise en possession.

C. — LES ÉCHANGES DES BIENS SOUMIS A CET IMPOT.

Les échanges et les transmissions des biens soumis à cet impôt sont :

1. — Tous les biens mobiliers, y compris l'eau, l'électricité, le gaz, etc. De même que tous les biens qu'on attache à des immeubles mais qui sont vendus séparément.

2. — La transmission des documents en vertu desquels on obtient le droit de propriété sur les biens mobiliers, tels que : les connaissements, les warrants, etc.

3. — Les droits qui font l'objet d'un commerce et qui représentent des biens au point de vue économique, tels que : les droits d'auteurs, les droits des modèles, les droits des forces hydrauliques, les droits des licences, etc.

4. — Tous les échanges des biens immobiliers et des droits immobiliers ne sont pas soumis à cet impôt.

D. — LES ÉCHANGES DES SERVICES PERSONNELS SOUMIS
A CET IMPOT.

Les échanges des services personnels soumis à cet impôt sont :

1. — Les services qui se font par l'emploi du travail intellectuel ou physique d'une personne, tels que : les services d'avocats, des notaires, des médecins, des professeurs, des coiffeurs, des porteurs, etc.

2. — Les services rendus qui consistent dans la fabrication, transformation ou réparation des matières premières, des produits semi-fabriqués, tels que : les industries de fabrique, de métiers, et les industries manuelles.

3. — Les services par lesquels des biens mobiliers se transforment en biens immobiliers ou bien se perdent dans la circulation des richesses, tels que : la construction des immeubles, les installations électriques, etc.

4. — Les services par lesquels on cède à des personnes la jouissance de ses biens personnels mobiliers. Cette ces-

sion peut être complétée ou non par des services physiques rendus à la fois ou des services de garde. Par exemple : le transport en voiture, en automobile, etc.; la location des coffres-forts dans une banque, la location des appareils, etc.

II. — Les personnes soumises à cet impôt.

Sont soumises à l'impôt sur le chiffre d'affaires, toutes les personnes juridiques ou physiques qui d'après leurs occupations ou leurs professions agissent indépendamment dans le but de se procurer des revenus, et si par cette activité elles réalisent :

1. — Des échanges au moyen des magasins ouverts dans le pays.

2. — Des échanges en dehors des magasins ouverts, pourvu qu'elles aient leurs représentants ou une résidence fixe ou séjournent un certain temps dans le pays.

En dehors de ces cas, est soumise à cet impôt toute personne juridique ou physique qui réaliserait sur le territoire du pays un échange contre une rémunération dont la valeur dépasse 5.000 dinars.

III. — Naissance de l'obligation de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

L'obligation de l'impôt sur le chiffre d'affaires prend naissance au moment du paiement du bien acheté ou du service fait.

Comme paiement, on considère, non seulement le paiement en numéraire, mais aussi toute exécution de la contre-prestation prévue par le contrat.

IV. — Base et taux de cet impôt.

On prend comme base d'imposition le montant total

de la somme reçue en rémunération du service fait ou du bien vendu. Le taux est de 2,5 % sur la base d'imposition. Pour les échanges des objets de luxe, il est de 12 % en plus³.

Cet impôt pourra être payé par abonnement pour certains bien et certains services au moment de leur mise en circulation. Dans ce cas, l'impôt est acquitté pour tous les divers échanges qu'un bien ou un service peut avoir jusqu'à ce qu'il parvienne au consommateur. C'est ce qu'on appelle l'impôt additionnel sur le chiffre d'affaires⁴.

De la base d'imposition, on ne peut pas déduire les frais secondaires (tels que : les frais d'emballage, de transport, d'assurance, etc.). Cependant les impôts de consommation de l'Etat et des unités administratives autonomes peuvent être déduits.

En cas d'échange où la rémunération n'est pas fixée par le contrat, on déterminera cette rémunération pour la base d'imposition, d'après les prix établis par les règlements ou d'après les prix courants locaux.

V. — Les personnes responsables du paiement de cet impôt⁵.

En ce qui concerne la responsabilité et la charge du paiement de cet impôt, il y a lieu de distinguer s'il s'agit des ventes publiques ou des ventes ordinaires.

A. — VENTES PUBLIQUES.

En cas de vente publique qui n'est pas exécutée par les autorités publiques, sont responsables du paiement de cet impôt le vendeur et le propriétaire.

(3) Ces taux ont été modifiés par la loi de Finances 1936-1937.

(4) Ce paiement par abonnement a fait l'objet d'un règlement spécial décrété par le Ministre des Finances, qui désigne les biens et les services pour lesquels l'impôt sur le chiffre d'affaires peut être acquitté par abonnement. Nous le verrons plus loin à la page...

(5) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 19 à 22.

En cas de vente publique exécutée par les autorités publiques sur demande du propriétaire, c'est le propriétaire qui est responsable du paiement de cet impôt.

Dans tous les autres cas de vente publiques, est responsable du paiement de cet impôt celui qui a exécuté cette vente publique même.

B. — VENTES ORDINAIRES.

En cas de vente d'une entreprise, sont tenus de l'acquittement de cet impôt, l'acheteur et le vendeur. Il faut remarquer que l'acheteur est également tenu du paiement de la totalité de l'impôt sur le chiffre d'affaires qui pourrait grever cette affaire antérieurement à l'achat.

Pour les sociétés, sont tenus solidairement du paiement de cet impôt, les administrateurs et les gérants d'affaires.

Les agents d'affaires sont tenus solidairement du paiement de cet impôt dû par les établissements qu'ils représentent.

Dans tous les autres cas, c'est le vendeur qui doit le payer, mais l'acheteur est tenu solidairement avec le vendeur de l'acquittement de cet impôt.

VI. — Les exemptions de l'impôt sur le chiffre d'affaires⁶

Ne sont pas assujettis au paiement de cet impôt :

1. — L'Etat pour le trafic des postes, télégraphes et téléphones, et les entreprises d'Etat et des unités administratives autonomes, telles que : les abattoirs, les fabriques de gaz, d'électricité, etc.

2. — Les peintres, les sculpteurs, les compositeurs et les écrivains pour les échanges de leurs productions artistiques et scientifiques élémentaires.

3. — Les agriculteurs pour les échanges de leurs pro-

(6) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 24 à 31.

duits élémentaires. De même, les zadrougas des agriculteurs, les fédérations des zadrougas et les zadrougas des fonctionnaires dans la limite qu'elles n'opèrent qu'avec leurs membres.

4. — Tous les biens mobiliers lorsqu'ils se trouvent attachés à des immeubles.

5. — Les échanges provenant des louages d'immeubles.

6. — Les échanges provenant des voies d'exécution, d'expropriation et de réquisition.

7. — Les échanges provenant des crédits ouverts, des comptes courants, de la circulation des créances et des effets de commerce, des chèques, des valeurs mobilières, des billets de banque, etc.

8. — Les échanges provenant de la circulation des produits monopolisés, des timbres postaux et fiscaux, des formulaires, etc.

9. — Les échanges provenant des transports des personnes ou d'objets qui se font par trains, bateaux ou tramways.

10. — Les échanges provenant des contrats d'assurances.

11. — Les publications de tous les services qui sont soumis aux droits de timbre et d'enregistrement, tels que : les concerts, les cinémas, etc.

12. — Les échanges des produits de l'industrie manuelle et des petits artisans.

13. — Les échanges volontaires et libres des biens mobiliers pour faciliter le partage d'une succession.

14. — Les échanges résultant : de la nourriture donnée aux employés, des *menzas* des fonctionnaires, des étudiants, des ouvriers et des *menzas* populaires.

15. — Les échanges provenant des transmissions postérieures des connaissements, des reçus de dépôts, etc., à part le premier qui reste à cet impôt.

16. — Les échanges provenant des médicaments donnés à des institutions d'assistance en cas de maladie et aux

institutions similaires. De même que les honoraires des médecins d'arrondissement, des municipalités, des institutions de bienfaisance et des cheminots.

VII. — Le fisc compétent pour la perception de cet impôt.

Le fisc compétent pour la perception de cet impôt est celui auprès duquel le contribuable, soumis à cet impôt, paye déjà l'impôt tecevina.

Au cas où le contribuable soumis à cet impôt ne paye pas d'impôt tecevina, le fisc compétent pour la perception de l'impôt sur le chiffre d'affaires est celui dans le ressort duquel l'échange a été exécuté.

VIII. — Les diverses obligations des contribuables soumis à ces impôts⁷.

A. — L'OBLIGATION DU REGISTRE OU DE LA DÉCLARATION.

Les contribuables soumis à cet impôt et payant l'impôt tecevina, sont obligés de tenir « le registre des affaires réalisées ».

De même sont obligées de tenir ce même registre, toutes les sociétés soumises à l'impôt sur le bénéfice des sociétés, dont le chiffre d'affaires annuel dépasse la somme de 500.000 dinars.

Les personnes ne payant pas l'impôt tecevina ainsi que celles qui réalisent sur le territoire yougoslave un échange contre une rémunération dont la valeur dépasse 5.000 dinars, sont obligés de déclarer séparément au fisc, dans un délai de quatorze jours, chaque cas d'échange réalisé dans le pays.

Les contribuables dont le chiffre d'affaires annuel (le

(7) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 34 à 53.

chiffre d'échanges des biens ou des services) ne dépasse pas la valeur de 15.000 dinars, payeront cet impôt par abonnement annuel d'après les déclarations déposées au fisc dans les termes prévus.

Dans les registres des affaires réalisées ainsi que dans les déclarations, les contribuables indiqueront le montant total des échanges faits dans l'année écoulée. Les commissions fiscales compétentes établiront la base d'imposition et le montant de l'impôt à percevoir pour l'année à venir.

B. — LES MODES DE PERCEPTION DE CET IMPÔT.

Les contribuables obligés de tenir les registres des échanges faits, c'est-à-dire le registre des affaires réalisées, payent cet impôt trimestriellement.

Les contribuables tenus de faire la déclaration dans un délai de quatorze jours, payent cet impôt dans les quatorze jours qui suivent la réalisation de l'échange. Cependant en matière de l'impôt sur le chiffre d'affaires, le fisc peut demander que la somme due pour cet impôt soit déposée avant la réalisation de l'échange même (par exemple : dans les ventes publiques, etc.)

Les voies d'exécution sont les mêmes que celles qui s'appliquent en matière d'impôts directs.

C.

Si le fisc doute de la sincérité des déclarations, il pourra obliger le contribuable à lui apporter toutes sortes de preuves (les registres de commerce, les factures, la correspondance commerciale, etc.).

Cependant, si malgré ces preuves le fisc ne croit pas à la sincérité de la déclaration, la commission fiscale établira le montant de la base d'imposition d'après les données qu'elle peut avoir à sa disposition et sur libre évaluation.

VIII. — Les amendes fiscales et les réclamations en matière de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

A. — LES AMENDES FISCALES.

Tous les agissements faits dans le but d'éviter le paiement de cet impôt, tels que : les fausses indications dans la déclaration, dans le registre des affaires réalisées, etc., seront punis d'une amende fiscale allant de cinq fois à vingt fois le montant de l'impôt dû.

Toutes les personnes qui refusent d'apporter les éléments complémentaires requis par le fisc, seront punis d'une amende de 5.000 din.

Les personnes qui ne répondraient pas aux avertissements ou aux sommations seront punies d'une amende fiscale de 2.000 din.

B. — LES RÉCLAMATIONS.

Les réclamations concernant le montant d'imposition, les décisions fiscales, les amendes fiscales, etc., devront être déposées dans un délai de quinze jours à partir du jour de l'avertissement des dites décisions fiscales.

Le fisc compétent est celui qui a procédé à l'imposition, qui a prononcé l'amende, etc.

IX. — La prescription en matière de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Les fautes et les infractions soumises aux pénalités fiscales se prescrivent par un délai de trois ans.

Les sentences prononcées en cette matière se prescrivent par un délai d'une année à partir du jour où elles sont devenues exécutoires.

L'IMPOT ADDITIONNEL SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ¹

I. — Qu'est-ce que c'est que l'impôt additionnel sur le chiffre d'affaires ? ²

Cet impôt n'est pas nouveau, ce n'est que l'impôt sur le chiffre d'affaires perfectionné dans ses modes de perception. En effet, le Ministre des Finances peut décider que pour certaines branches de la production et du commerce, l'impôt sur le chiffre d'affaires, pour tous les échanges faits avec une même marchandise, sera payé en une fois, d'après un tarif commun, soit par les producteurs, soit au moment de l'importation, soit par les commerçants ³.

II. — Détermination du tarif de cet impôt.

A. — DÉTERMINATION DU TARIF.

Le tarif de cet impôt est fixé par l'évaluation des quantités moyennes et proportionnelles de la marchandise mise en circulation, et par l'évaluation du nombre moyen d'échanges (des diverses phases d'échanges), par lesquels une marchandise circule normalement soit directement des producteurs aux consommateurs, soit indirectement des producteurs par l'intermédiaire des mar-

(1) V. Scekcic et Mikic : *ibid.*, p. 655 à 675. V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 71 à 97.

(2) V. Maroditch Sv. : Les principaux nouveaux règlements, p. 38 à 51.

(3) Art. 1 de la Loi du 12 août 1930, loi sur l'impôt additionnel sur le chiffre d'affaires.

chands de gros et des marchands de détail aux consommateurs, en tenant compte de l'augmentation des prix par l'effet de la circulation même de cette marchandise.

B. — LES SPÉCIFICATIONS DANS LE TARIF.

Cet impôt comprend régulièrement tous les échanges faits avec une marchandise restée dans son état primitif.

Cependant, toutes les fois que cela est possible, seront comprises dans cet impôt les fournitures des matières premières nécessaires pour la fabrication de cette marchandise.

C'est ce qu'on appelle l'impôt additionnel combiné. Pour cette raison, pour chacune des marchandises frappées par cet impôt, il sera indiqué dans le tarif les diverses phases de circulation comprises dans cet impôt additionnel.

C.

Pour les entreprises qui ne font que façonner, transformer ou modifier les semi-produits fournis par d'autres producteurs, on tiendra compte que les produits achevés par ces manufactures de transformation ne soient pas plus lourdement chargés que les produits achevés des producteurs dont proviennent les semi-produits.

D. — DÉTERMINATION DU TARIF POUR LES MARCHANDISES IMPORTÉES.

Pour arriver à établir une charge fiscale équivalente entre la marchandise produite et celle importée, on tiendra compte, pour l'établissement du tarif de cet impôt sur la marchandise importée, des divers montants de cet impôt auquel sont soumises les matières premières, les semi-produits et le matériel accessoire nécessaire à la fabrication de cette même marchandise dans le pays. (C'est ce qu'on appelle l'impôt additionnel d'égalisation).

III. — Les personnes tenues du paiement de cet impôt.

Les personnes tenues du paiement de cet impôt sont :

1. — Pour les marchandises produites ou manufacturées dans le pays, les personnes qui en sont désignées par le tarif. Ce sont généralement les producteurs.

2. — Tout fournisseur qui est obligé de tenir le registre des affaires réalisées, a le droit de récupérer le montant de cet impôt payé de la personne à laquelle il effectue la livraison de la marchandise.

3. — Cet impôt frappe tous les échanges des produits jusqu'aux consommateurs. Si un consommateur, par la suite, vendait ces produits, cette vente deviendrait alors à nouveau imposable à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

IV. — Les modes de perception de cet impôt.

A. — LA PERCEPTION FAITE PAR LES BUREAUX DE DOUANE.

L'impôt additionnel sur le chiffre d'affaires pour les marchandises importées est perçu par les bureaux de douane, à l'occasion même de la perception des droits de douane sur cette marchandise importée.

Comme base d'imposition pour les marchandises importées, on se servira de la valeur moyenne de ces marchandises indiquée dans le tarif même de cet impôt. A défaut de cette indication, on se servira pour établir la base d'imposition : du montant de la rémunération inscrite sur la facture de l'exportateur. A défaut de cette facture, de la valeur déclarée par l'importateur à la douane. Dans tous les deux cas on ajoutera à cette somme, les frais de douane et les frais de transport de la dite marchandise.

Si la valeur déclarée semblait insuffisante ou si l'importation est faite par le service des postes, on prendra

comme base d'imposition cinq fois la valeur du montant des droits de douane.

Les modes de perception, les garanties, les pénalités, etc., de cet impôt, sont exécutés d'après les règlements en vigueur en matière de douane.

Sont exemptés du paiement de cet impôt aux bureaux de douane :

1. — L'importation de la marchandise exemptées des droits de douane; si le contraire n'a pas été prévu par le tarif de cet impôt.

2. — Les marchandises importées pour être réexportées après avoir été transformées.

B. — PERCEPTION FAITE A L'OCCASION DE LA PERCEPTION DES IMPÔTS DE CONSOMMATION.

Pour tous les objets soumis aux impôts de consommation perçus par le Trésor, cet impôt sera perçu à l'occasion même de la perception des dits droits de consommation.

Les modes de perception, les pénalités, etc., de cet impôt ainsi perçu sont identiques à ceux prévus pour les impôts de consommation.

C. — PERCEPTION FAITE PAR LE FISC.

a) *Contribuables obligés de tenir le registre des affaires réalisées.*

Tous les contribuables qui sont obligés de tenir le registre des affaires réalisées, verseront mensuellement au fisc compétent des acomptes au prorata des opérations effectuées durant le mois passé.

A la fin de chaque année ils déposeront au fisc une déclaration contenant le total complet de toutes les affaires réalisées au cours de l'année écoulée, et ils acquitteront la différence qu'il pourrait y avoir entre les versements

faits par eux et le montant total de l'impôt dû pour cette année écoulée.

b) Les autres contribuables.

Les autres contribuables, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas obligés de tenir le registre des affaires réalisées, sont obligés de déposer chaque année une déclaration pour toutes les opérations soumises à cet impôt et réalisées au cours de l'année écoulée. Cette déclaration doit être déposée au moment que la déclaration pour l'impôt tece-vina.

D'après cette déclaration, le fisc déterminera la base d'imposition et le montant d'impôt à payer.

Les modes de perception, les délais, etc., sont les mêmes qu'en matière d'impôts directs.

c) La base d'imposition.

La base d'imposition pour ces contribuables comprend le total complet de toutes les opérations réalisées au cours d'une année.

**V. — L'obligation de tenir le registre
des affaires réalisées.**

A. — CE QUI NE PEUT PAS FIGURER DANS CE REGISTRE.

Dans le registre des affaires réalisées ne peuvent figurer :

1. — Les marchandises importées sur lesquelles cet impôt a été payée au moment de l'importation.

2. — Les échanges avec des marchandises sur lesquelles cet impôt a été payé par une autre personne en vertu de la spécification dans le tarif même de cet impôt.

**B. — LES CONTRIBUABLES EXEMPTÉS DE L'OBLIGATION
DE TENIR CE REGISTRE.**

Sont exemptés de l'obligation à tenir le registre des affaires réalisées les contribuables suivants :

1. — Ceux qui tiennent des registres commerciaux dans les formes prévues par la loi.

2. — Ceux pour qui, au cours de l'année écoulée, le chiffre total des affaires réalisées ne dépassent pas 500.000 dinars. L'exception est faite pour les sociétés et les entreprises industrielles qui doivent tenir ce registre sans avoir à tenir compte du montant annuel des affaires réalisées.

VI. — Les indemnités des commerçants-exportateurs.

Pour les commerçants-exportateurs la loi prévoit une certaine compensation pour le montant de cet impôt payé, notamment :

1. — S'il exporte une marchandise dans le même état qu'il l'a importé et si au moment de l'importation il n'a pas bénéficié des exemptions prévues. Dans ce cas l'indemnité est égale au montant de cet impôt perçu lors de l'importation de la dite marchandise.

2. — S'il exporte une marchandise achetée à un producteur indigène. L'indemnité est égale au montant de cet impôt payé par le producteur.

3. — S'il exporte une marchandise achetée à un commerçant indigène. Dans ce cas l'indemnité est égale au montant de cet impôt calculé sur 75 % du prix payé pour cette marchandise .

Du reste toutes ces indemnités de compensation sont strictement élaborées par la loi fiscale.

VII. — **Le tarif de l'impôt additionnel sur le chiffre d'affaires.**

Le taux de cet impôt varie suivant la marchandise même et suivant qu'elle est importée ou qu'elle est indigène. La loi a établi un tarif dans lequel pour chaque marchandise il est spécifié quel taux lui sera applicable, sur quelle base, qui est-ce qui paiera cet impôt, l'endroit du paiement de cet impôt et quelles phases d'échanges sont comprises par le paiement de cet impôt.

Etant donné qu'il m'est impossible de donner ici le tarif en entier avec ses différents taux de cet impôt⁴, je me bornerai à donner seulement la première page de ce tarif, afin de permettre de mieux se rendre compte du mécanisme de l'application de cet impôt.

(4) Car ce tarif a presque 300 pages. V. le tarif de l'impôt additionnel sur les échanges.

TABLEAU DES DROITS PERÇUS SUR LES SUCCESSIONS ET DONATIONS

	Indication du degré de parenté.	En pourcentage								De 1 à 1.000	De 1.000 à 2.000	De 2.000 à 5.000	De 5.000 à 10.000	De 10.000 à 25.000	De 25.000 à 50.000	De 50.000 à 100.000	De 100.000 à 250.000	De 250.000 à 1.000.000	De 1.000.000 à 3.000.000	Au-dessus de 3.000.000
1	Entre parents de ligne directe et au 1 ^{er} degré		0.50	1 »	1.50	2 »	2.50	3 »	3.50	4 »	5 »	6 »	7 »	8 »	9 »	10 »	11 »	12 »	13 »	14 »
2	Entre parents de ligne directe du 2 ^e au 6 ^e degré		1	1.50	2 »	2.50	3 »	3.50	4 »	5 »	6 »	7 »	8 »	9 »	10 »	11 »	12 »	13 »	14 »	15 »
3	Entre époux		1.50	2 »	2.50	3 »	3.50	4 »	5 »	6 »	7 »	8 »	9 »	10 »	11 »	12 »	13 »	14 »	15 »	16 »
4	Entre parents de ligne collatérale au 1 ^{er} et 2 ^e degré	5	5.50	6 »	6.50	7 »	7.50	8 »	8.50	9 »	10 »	11 »	12 »	13 »	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »
5	Entre parents de ligne collatérale au 3 ^e et 4 ^e degré	6	8	8.50	9 »	9.50	10 »	10.50	11 »	11.50	12 »	13 »	14 »	15 »	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »
6	Entre parents de ligne collatérale au 5 ^e et 6 ^e degré	9	12	12.50	13 »	13.50	14 »	14.50	15 »	15.50	16 »	17 »	18 »	19 »	20 »	21 »	22 »	23 »	24 »	25 »
7	Entre les autres parents et entre les personnes étrangères	13	15	17 »	19 »	21 »	23 »	25 »	30 »	32 »	35 »	40 »	45 »	50 »	55 »	60 »	65 »	70 »	75 »	80 »

IMPOTS SUR LES OBJETS DE CONSOMMATION

I. — Les objets soumis à ces impôts ¹.

Tous les objets de consommation produits dans le pays ainsi que ceux importés sont assujettis aux impôts de consommation.

II. — Exemption du paiement de ces impôts.

Sont exemptés du paiement de ces impôts :

1. — Tous les objets qui ne font que traverser le pays à destination étrangère.

2. — Tous les objets étrangers restent dans les magasins et les dépôts de douanes, si on les réexpédie à l'étranger.

3. — Tous les objets de la production indigène destinés à l'exportation.

4. — Tous les objets servant dans des buts industriels ou scientifiques, exemptés en vertu des lois spéciales.

5. — Tous les objets indigènes ou importés destinés aux nécessités du Roi, de la Reine et du Prince Héritier.

6. — Tous les objets indigènes ou importés destinés aux nécessités des représentants diplomatiques étrangers en cas de réciprocité.

III. — La perception de ces impôts ².

La perception des impôts sur les objets de consom-

(1) V. Devetcherski Ziv. : Recueil des impôts sur les objets de consommation, p. 9 à 12.

(2) V. Petrovitch p. : Les impôts sur les objets de consommation, p. 2 à 5. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 12 à 29.

mation est faite par le fisc au moment de la mise en circulation dans le commerce ou lors de la consommation des dits objets.

Pour les objets importés, la perception des droits de consommation est faite par les douanes lors de l'importation des dits objets.

La perception de ces droits se fait sur les matières premières pour certaines catégories d'objets, pour d'autres elle est faite soit sur les produits terminés, soit sur les produits semi-fabriqués.

IV. — **Preuve du paiement de ces impôts**³.

Tous les objets de consommation doivent être munis des marques ou vignettes constatant le paiement des impôts de consommation. Pour certains objets, en plus, il faut avoir un récépissé ou un conduit.

Pour les objets importés, c'est la déclaration de douane qui servira comme preuve du paiement des dits impôts.

Ce sont les producteurs ou les importateurs qui sont tenus de veiller à ce que les insignes, servant de preuve de l'acquittement, de ces impôts, soient dûment collés, fixés, apposés, etc., sur les objets de consommation.

Ces insignes sont multiples et leur utilisation doit être faite d'après les prescriptions légales.

V. — **Les obligations des producteurs et des vendeurs d'objets de consommation**⁴.

A. — **LES OBLIGATIONS DES PRODUCTEURS.**

Les producteurs des objets soumis aux impôts de con-

(3) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 30 à 36.

(4) V. Petrovitch P. : *ibid.*, p. 6 à 8. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 39 à 56.

sommutation sont tenus aux obligations suivantes :

1. — D'arranger et de tenir leurs ateliers, leurs magasins de dépôts et tous leurs locaux d'après les prescriptions légales pour faciliter le contrôle fiscal.

2. — De tenir des registres de la quantité des matières premières et du matériel acheté pour la fabrication des objets et de la quantité d'objets fabriqués.

3. — De déposer au fisc au moins six heures avant le commencement du travail, une déclaration écrite, relative à la production.

4. — De laisser en tout temps la libre inspection des locaux, registres, etc..., par les agents du fisc.

5. — De supporter tous les frais relatifs à la dénaturation des produits et du résidu.

6. — Enfin tous les fabricants de ces objets sont tenus de travailler sous le contrôle constant des agents du fisc et sont obligés de mettre à la disposition de ces agents le nombre de pièces suffisantes pour leur permettre de pouvoir exécuter leur devoir de contrôle.

B. — LES OBLIGATIONS DES VENDEURS.

Les vendeurs des objets soumis aux impôts de consommation sont tenus de laisser libre inspection de tous leurs locaux commerciaux par les agents du fisc.

VI. — Les entrepôts fiscaux.

Dans le but de faciliter le commerce et la circulation des marchandises et des objets soumis aux impôts de consommation, il existe des entrepôts fiscaux dans lesquels on peut déposer en garde la marchandise avant sa mise en circulation sans le paiement des droits de consommation.

A côté de ces entrepôts fiscaux publics de l'Etat on

peut se servir des entrepôts de douane pour les objets de consommation importée. Dans les communes où il existe des entrepôts d'octroi municipal, on pourra se servir de ces entrepôts également. Enfin il faut remarquer que des personnes privées peuvent être autorisées à tenir de pareils entrepôts soumis au contrôle du fisc.

Les règlements des entrepôts mêmes, des entrées et des sorties des marchandises, des modes de la perception des droits de consommation, des droits d'entrepôts, etc., sont minutieusement élaborés dans les règlements les concernant⁵.

VII. — Le retour des sommes versées comme impôt de consommation en cas d'exportation.

En cas d'exportation des objets de consommation sur lesquels les droits de consommation ont été déjà acquittés, les exportateurs ont le droit au retour des sommes versées en paiement des dits impôts, à condition qu'ils le réclament dans un délai de six mois à dater du jour de l'exportation et sur certificat de la douane constatant que l'exportation de la dite marchandise a été faite⁶.

VIII. — Les amendes fiscales en matière des impôt de consommation⁷.

La personne qui commet une fraude ou une contrebande en matière d'impôts de consommation, sera soumise, en dehors du paiement des droits incombant sur les objets fraudés, à une amende fiscale qui est égale à cinq fois le montant des droits à percevoir. Le paiement

(5) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 57 à 68.

(6) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 69 à 78.

(7) V. Petrovitch p. : *ibid.*, p. 11 à 22. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 78 à 113.

de cette amende ne libère pas le délinquant des peines correctionnelles prévues pour ce genre d'infractions par le code pénal.

Si on se trouve en présence d'une récidive ou si la contrebande a été réalisée pendant la nuit, le taux de cette amende sera majoré de 50 %.

Enfin, il y a toute une série d'amendes fiscales prévues pour les producteurs et les vendeurs des objets soumis aux impôts de consommation. Ces amendes varient suivant l'infraction commise et vont de 500 à 3.000 dinars.

Ces amendes fiscales sont remplacées par des peines de prison au cas où le délinquant ne les acquitterait pas dans un délai de trois mois.

IX. — Les voies de recours et les récompenses des dénonciateurs.

Contre les décisions des Directions des Finances, on peut déposer des réclamations auprès du Ministère des Finances et en dernier ressort au Conseil d'Etat.

Les dénonciateurs ont droit à un tiers du montant des amendes à titre de récompense. Les fonctionnaires publics, à part ceux du contrôle financier, ne peuvent pas bénéficier de ces récompenses.

X. — La prescription en matière d'impôts de consommation.

Les infractions graves (telles que : les contrebandes, etc.) se prescrivent par un délai d'une année du jour où elles ont été commises.

Toutes les autres infractions se prescrivent par un délai de trois mois.

Tout acte de l'administration dans les délais ci-dessus énumérés interrompt la prescription.

XI. — **Enumération des impôts sur les objets de consommation.**

Les impôts sur les objets de consommation sont très nombreux :

1. — L'impôt sur le sucre.
2. — L'impôt sur le café.
3. — L'impôt sur les boissons.
4. — L'impôt sur l'alcool.
5. — L'impôt sur l'électricité et le gaz.
6. — L'impôt sur l'essence.
7. — L'impôt sur la levure.
8. — L'impôt sur les extraits, essence et huile d'éter.
9. — L'impôt sur le vinaigre.

A. — **IMPÔT SUR LE SUCRE.**

a) Pour le sucre de canne et de rave, le droit de consommation est de 805 dinars par 100 kgr.

b) Pour toutes les autres espèces de sucre, le droit de consommation est de 400 dinars par 100 kgr.

B. — **IMPÔT SUR LE CAFÉ.**

Sur le café le droit de consommation est de 800 dinars par 100 kgr.

C. — **IMPÔTS SUR LES BOISSONS.**

a) Sur la bière.

Le droit de consommation est de 7,50 dinars par degré-hectolitre.

b) Sur les vins et les eaux-de-vie⁸.

(8) V. Petrovitch, p. : *ibid.*, p. 82 à 99.

Pour les vins importés le droit de consommation est de 200 dinars par hectolitre.

Pour les eaux de vie importées le droit de consommation est de 20 dinars par degré-hectolitre.

En ce qui concerne les droits de consommation sur les vins et les eaux de vie produits dans le pays, ce sont les vendeurs-détaillants, les bars, les marchands de vins et d'eaux de vie, et tous les autres commerçants similaires qui sont tenus de les acquitter.

Le montant de ces droits de consommation varie suivant la catégorie à laquelle appartient ce commerçant et suivant le nombre de la population de la ville ou du village dans lequel se trouve le commerce.

Les catégories de commerçants sont déterminées par la grandeur moyenne du commerce, c'est-à-dire par la quantité moyenne de la marchandise vendue correspondant au genre du commerce exercé.

Le montant des droits à percevoir est déterminé d'une manière fixe par catégories de commerçants et par la densité de la population dans la ville ou dans le village où se trouve le commerce. C'est une somme annuelle que ces commerçants sont tenus de verser au fisc d'avance et par fractions tous les deux mois.

Avec les droits de consommation perçus au profit du Trésor sont perçus à la fois les droits de consommation des Banovines.

Les producteurs qui vendent le vin et l'eau de vie produits par eux avec des fruits récoltés sur leurs propres terres et s'ils vendent par quantités supérieures à 5 litres dans les villages ou à 10 litres dans les villes de leur résidence, ne sont pas considérés comme des détaillants et sont exemptés du paiement des droits de consommation. De même ils sont exemptés de ces droits pour les ventes en gros (au-dessus de 50 litres pour le vin et de 25 litres pour l'eau de vie) faites dans toutes les autres villes.

c) Sur les liqueurs, cognacs et rhums.

Les droits de consommation existent seulement sur la partie de sucre et d'alcool contenue dans ces produits.

D. — IMPÔT SUR L'ALCOOL.

Sur l'alcool et tous les liquides spiritueux, le droit de consommation est de 24 dinars par degré-hectolitre.

Il faut remarquer que la production de l'alcool industriel est contrôlée par l'Etat et que chaque fabrique ne peut produire au-dessus d'un contingentement fixé par l'Etat.

Aucune nouvelle fabrique ne peut être construite sans l'autorisation préalable du Ministère des Finances.

La vente et l'emploi de l'alcool méthyl comme combustible est interdite.

E. — IMPÔT SUR L'ESSENCE.

Le droit de consommation sur l'essence est de 300 dinars par 100 kg.

Il y a certaines exemptions de ces droits prévues pour l'emploi de l'essence dans des buts agricoles et industriels.

F. — IMPÔT SUR L'ÉLECTRICITÉ ET LE GAZ.

a) Sur les ampoules électriques.

Pour les ampoules de 10 à 32 bougies ce droit est de 5 dinars par ampoule. Pour chaque bougie supplémentaire il est de 0,20 dinar en plus.

Pour les ampoules électriques de 15 à 40 watts, ce droit est de 5 dinars par ampoule. Pour chaque watt supplémentaire il est compté en plus 0,20 dinar jusqu'à 100 watts et 0,40 dinar au-dessus de 100 watts.

b) Sur le courant électrique.

Pour le courant électrique employé pour l'éclairage, le droit de consommation est de 0,70 dinar par kilowattheure.

Pour le courant électrique employé pour la marche des moteurs et autres installations, le droit de consommation est de 0,10 dinars par kilowattheure, jusqu'à 1.000 kilowattheures; au-dessus de ce chiffre, il est de 0,05 dinars par kilowattheure.

Il y a des exemptions de ces droits pour le courant électrique servant à l'éclairage des villes, à la marche des tramways, des chemins de fer, etc.

c) Sur le gaz d'éclairage.

Le droit de consommation sur le gaz d'éclairage est de 0,20 dinars par mètre cube.

G. — IMPÔT SUR LA LEVURE.

Le droit de consommation sur la levure est 8 dinars par kilogramme.

H. — IMPÔT SUR LE VINAIGRE.

Le droit de consommation sur le vinaigre est de 4 dinars par 1 kgr. 100 % de force.

I. — IMPÔT SUR LES EXTRAITS, ESSENCES ET HUILES
DE L'ÉTHÉR.

Sur les extraits, essences et huiles de l'éther dans leurs mélanges avec l'alcool, il sera perçu un droit de consommation qui est de 3.000 dinars par 100 kgr.

GENERALITES SUR LES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

I. — Quels sont les droits de timbre et d'enregistrement perçus au profit du Trésor¹.

Les droits de timbre et d'enregistrement perçus au profit du Trésor sont :

1. — Sur toutes les opérations juridiques par lesquelles on réalise la création, le transfert, la consolidation, la modification ou l'extinction des droits.

2. — Sur toutes les attestations et les certificats délivrés par les administrations ou par les personnes privées.

3. — Sur toutes les demandes écrites, sauf sur les pétitions, telles que les demandes, les requêtes, les réclamations, etc., qui sont présentées au Roi, au Parlement, aux Administrations de l'Etat, aux institutions qui sont dirigées par l'Etat, aux unités administratives autonomes à l'exclusion des communes.

4. — Sur tous les actes écrits qui représentent une valeur ou une créance, tels que : les contrats, les obligations, les créances, les traites, les quittances, les chèques, les factures, etc.

5. — Sur toutes les affiches, annonces, publications, etc.

Enfin dans tous les autres cas prévus dans le tarif des droits de timbre et des droits d'enregistrement.

(1) Art. 1 de la loi sur les droits de timbre et d'enregistrement.

II. — Les droits de timbre et d'enregistrement perçus au profit des communes.

La commune peut percevoir des droits de timbre et d'enregistrement sur toutes les demandes écrites ainsi que sur toutes les opérations juridiques qui se font dans le ressort de la commune même. Elle a également le droit de percevoir tous les autres droits prévus dans le tarif des droits de timbre et d'enregistrement.

III. — Comment ces droits sont-ils acquittés dans le cas où plusieurs personnes sont tenues de le faire.

Si plusieurs personnes juridiques ou personnes physiques apparaissent dans un même objet soumis au paiement de ces droits, comme une entité autonome, ils ne payeront qu'une seule fois sur cet objet les droits requis, Comme par exemple : les associés d'une entreprise commerciale, les membres d'une zadrouga, etc.

IV. — Les exemptions en matière des droits de timbre et d'enregistrement ².

A. — LES EXEMPTIONS DES PERSONNES.

Sont exemptés du paiement de ces droits les personnes suivantes :

1. — Le Roi, le Prince Héritier et tous les autres Membres de la Famille Royale, pour tous les actes passés entre eux et ne nécessitant pas l'intervention des pouvoirs de l'Etat, ainsi que pour tous les actes de transferts des biens pour cause de mort.

(2) V. Devetcherski Ziv. : la loi sur les droits de timbre et d'enregistrement, p. 5 à 28.

L'Etat, toutes les administrations de l'Etat, ainsi que les institutions, les établissements et les fondations publiques dirigés par l'Etat.

De même que la Société de la Croix-Rouge Yougoslave et l'Académie des Sciences.

3. — Les représentants diplomatiques et consulaires, mais uniquement et en cas de réciprocité, pour les affaires diplomatiques et consulaires.

4. — Les personnes privées, les établissements publics et les sociétés qui existent dans un but d'intérêt général, tels que : les églises, les monastères, les corps de métiers, les Chambres de Commerce, d'industrie, etc., et les unités administratives autonomes (Banovines, arrondissements et Communes) lorsqu'ils font des travaux publics au nom de l'Etat et pour le compte de l'Etat.

5. — Les institutions et les établissements privés, s'ils servent dans un but d'intérêt général ou national et ne visant pas de gain, tels que : les sociétés agricoles, de bienfaisance, de charité, littéraires, d'instruction, etc. Toutes ces institutions peuvent être exemptées du paiement de ces droits par décision spéciale du Ministère des Finances, pour toutes les requêtes et demandes qu'ils présentent devant les autorités de l'Etat à l'exclusion des procès civils.

6. — Les zadrougas des fonctionnaires de l'Etat, fondées dans le but de construire et d'acheter les maisons pour les fonctionnaires. Elles sont exemptées de ces droits pour l'achat, la transmission et la construction des maisons ainsi que pour l'inscription d'hypothèques et les constitutions d'emprunts.

De même sont exemptées du paiement de ces droits, les zadrougas des eaux.

Les zadrougas agraires et les zadrougas artisanales sous certaines conditions peuvent être exemptées de certains de ces droits par décision spéciale du Ministre des Finances.

7. — Les personnes pauvres, lorsqu'elles prouvent leur

état de pauvreté par le certificat d'indigence délivré par l'autorité compétente.

Sont considérées comme personnes pauvres celles qui ne payent pas plus de 60 dinars d'impôts directs annuellement. Pour les veuves et les chefs des zadrougas ayant plus de trois enfants mineurs et ce dernier n'ayant pas de membres de la zadrouga majeurs, ce maximum est porté à 120 dinars par an.

Les certificats d'indigence sont délivrés par les communes du lieu de la résidence du requérant et ne sont valables que pour l'année de la délivrance.

8. — Le syndic de la faillite, pour toutes les opérations juridiques qu'il entreprend pendant la procédure de faillite.

9. — Les tuteurs des personnes mineures, incapables ou absentes sont exemptés du paiement de ces droits, pour toutes les opérations juridiques et tous les actes relatifs à l'administration du patrimoine mis en tutelle, si dans ce patrimoine il n'y a pas d'argent liquide. Toutefois au moment du règlement des comptes, tous les droits dûs seront exigés.

B. — LES EXEMPTIONS DES ACTES ÉCRITS.

Sont exemptés de la perception de droits de timbre et d'enregistrement, les actes écrits suivants :³

1. — Les requêtes, demandes, réclamations, etc., par lesquelles les administrations de l'Etat et des unités administratives autonomes entreprennent des travaux désignés par la loi; ou celles qui soumettent les personnes privées, les établissements, les institutions, etc., aux autorités de l'Etat dans l'intérêt général; ou etc.

2. — Les certificats d'indigence.

3. — Les certificats, attestations, documents, requêtes,

(3) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 29 à 42.

demandes, etc., des sous-officiers et soldats, officiers en service militaire.

4. — Les mentions rendant exécutoires les jugements et les sentences.

5. — Les successions, les legs, les donations et les droits de jouissances faits, dans un intérêt général, à l'Etat, aux unités administratives autonomes, aux institutions d'étude, de sciences, de charité, etc...

6. — Les successions en première ligne de parenté si le montant net de la succession ne dépasse pas 100.000 dinars.

De même sont exemptées les successions ne dépassant pas le même montant des personnes mortes en service militaire, si les héritiers sont ses enfants, sa femme ou ses enfants.

7. — Les demandes, requêtes, certificats, etc., des invalides de guerre et de leurs familles en ce qui concerne les pensions d'invalidité, les aides alloués, etc.

8. — Les demandes des invalides de guerre ou des volontaires requérant la terre en vertu de la réforme agraire.

9. — Toutes les demandes, écrits, etc., relatifs à l'état-civil et aux pensions des veuves et des orphelins, des fonctionnaires et employés de l'Etat ainsi que ceux des prêtres.

10. — Toutes les demandes, certificats, etc., des fonctionnaires et employés de l'Etat relatifs aux pensions, aux soldes, aux accessoires, etc.

11. — Toutes les demandes et les décisions relatives à la répétition du paiement de l'indû fait à l'Etat.

De même toutes les demandes et tous les travaux administratifs et judiciaires nécessaires pour la correction des erreurs commises.

12. — Tous les actes écrits des employés et fonctionnaires de l'Etat pour les affaires faites dans le service même.

13. — Toutes les correspondances et les affaires faites

avec la Direction de la Loterie Nationale, avec l'Imprimerie de l'Etat, avec le Journal Officiel, avec la Caisse d'Epargne postale et avec la Direction de la navigation fluviale.

**V. — L'indication obligatoire sur les actes écrits
de la cause d'exemption.**

Pour tous les certificats, documents, attestations, etc., qui sont exemptés du paiement des droits de timbre et d'enregistrement requis, on est obligé lors de la délivrance de mentionner sur ces actes mêmes, dans quel but et à qui ils sont délivrés. Ceci est nécessaire, car si l'on se sert d'un acte dans d'autres buts que celui indiqué dans l'acte même, on sera obligé de payer les droits requis.

**VI. — Le rapport entre une personne exempte et une
personne inexempte du paiement de droits.**

Si une personne non exemptée exécute une opération juridique ou fait un acte soumis au paiement des droits de timbre et d'enregistrement ensemble avec une personne exemptée qui sera tenue de payer le montant total des droits requis.

LA PERCEPTION DES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

I. — Modes de perception de ces droits.

La perception des droits de timbre et d'enregistrement est faite d'avance par l'emploi des timbres ou du papier-timbré, sauf dans ces cas spécialement prévus par la loi.

Les droits communaux sont payés d'avance et en numéraire.

Les timbres employés doivent être entiers et inaltérés.

Les timbres et les papiers-timbrés accidentellement endommagés peuvent être échangés à la Direction des Monopoles d'Etat, en payant les frais nécessaires à l'exécution de ces valeurs timbrées.

II. — L'époque du paiement de ces droits.

L'époque de la perception des droits de timbre et d'enregistrement varie suivant la nature des actes sur lesquels ces droits sont perçus :

1. — Pour les opérations juridiques de caractère privé, ne nécessitant aucune intervention des autorités publiques, le droit est perçu au moment de la rédaction de l'acte écrit constatant cette opération juridique.

2. — Pour les opérations juridiques qui nécessitent l'intervention des autorités publiques, les droits sont perçus au moment de la présentation de l'acte écrit devant les autorités publiques.

(1) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 45 à 50.

3. — Pour tous les documents faits à l'étranger, ayant à produire des effets juridiques en Yougoslavie, les droits seront perçus dans un délai d'un mois à partir du jour de leur entrée sur le territoire yougoslave. Il y a un traitement spécial en ce qui concerne les lettres de change.

III. — L'emploi des timbres et du papier-timbré.

Les modes d'utilisation des timbres et du papier-timbré sont prescrits par le Ministre des Finances.

Dans chaque cas où l'emploi du timbre est autorisé, on pourra aussi se servir du papier-timbré.

Cependant dans les cas où le papier timbré est exigé, on ne pourra pas se servir des timbres.

Les timbres doivent être collés sur l'acte écrit même et doivent être dûment annulés.

IV. — Comment on procède avec les actes insuffisamment timbrés ou non timbrés.

Tous les actes écrits, qui sont insuffisamment timbrés ou non timbrés ne seront pas acceptés par les administrations. Dans le cas où un pareil acte serait envoyé par poste, les administrations les inscriront dans le protocole journalier et les laisseront ensuite dans les archives.

La même règle est appliquée en ce qui concerne les réclamations, demandes judiciaires, etc., contre les décisions des autorités judiciaires, administratives et communales insuffisamment timbrées ou non timbrées².

Il n'y a d'exception que pour les dépositions et demandes judiciaires faites devant le tribunal communal. Pour ces derniers on peut payer les droits dans les trois à huit jours de la déposition de la demande.

(2) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 60 à 65.

V. — La charge des droits de timbres et d'enregistrement incombe à la partie condamnée.

Dans tous les procès civils, pénaux, administratifs et matrimoniaux, tous les droits requis sont à la charge de la partie qui a perdu le procès ou qui a été condamnée. Si la partie gagnante a fait des avances de ces droits, ces avances lui seront restituées par la partie condamnée.

VI. — Un crédit peut être accordé pour le paiement de ces droits.

Dans les procès civils devant le tribunal de première instance, si le demandeur prouve qu'en raison de son état de fortune, il est dans l'impossibilité de verser d'avance le montant des droits requis et que l'attente lui causerait un préjudice, le tribunal pourra lui accorder un crédit pour le paiement du montant des droits requis.

Ce crédit pourra être accordé seulement pour la moitié du montant total des droits requis et seulement jusqu'à la fin du procès. De plus, ce crédit n'est accordé que si cette moitié dépasse 3.000 dinars et si le demandeur accorde des garanties suffisantes au tribunal (hypothèques, gages, etc) pour le paiement du restant des droits dûs³.

VII. — Le paiement des droits de timbre et d'enregistrement sur les contrats.

A. — LA PROLONGATION DES CONTRATS.

Toute prolongation de la durée d'un contrat est considérée comme un contrat nouveau et sera soumis au paiement des mêmes droits que le contrat original.

(3) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 66 à 69.

B. — LA MODIFICATION DES CONTRATS.

Toute modification de contrat est considérée comme contrat nouveau et par conséquent soumis au paiement des mêmes droits que le contrat original. Ne sont pas considérées comme modifications entraînant le paiement de nouveaux droits : les modifications quant au lieu du paiement ou de l'exécution du contrat et les changements relatifs aux taux de l'intérêt.

C. — LE CALCUL PRÉALABLE A LA PERCEPTION DES DROITS.

En matière de contrats, le montant des droits requis est calculé de la façon suivante :

1. — Pour les contrats dans lesquels les exécutions se répètent pour une durée déterminée, le montant des droits à percevoir sera calculé sur le montant total des valeurs pécuniaires de ces exécutions ou prestations pour toute la durée du contrat. Toutefois, on ne pourra jamais prendre pour le calcul préalable une durée de plus de vingt ans.

2. — Si ces exécutions ou ces prestations durent jusqu'à la mort de l'un des contractants, on prendra pour le calcul préalable du montant des droits à percevoir, dix fois la valeur pécunière annuelle de ces exécutions ou prestations.

Si la durée du contrat est attaché à la mort de deux ou plusieurs personnes, dans ce cas, on prendra pour le calcul préalable, quinze fois la valeur pécunière annuelle des exécutions ou des prestations du contrat.

3. — Si le contrat est fixé pour un temps incertain, on prendra, pour le calcul préalable du montant des droits à percevoir, trois fois la valeur pécunière annuelle des exécutions ou des prestations résultant du contrat.

4. — Si les exécutions ou les prestations sont perpétuelles ou se font à des sociétés ou à des établissements fondés pour un temps déterminé, on prendra pour le cal-

cul préalable des droits à percevoir, vingt fois la valeur pécunière annuelle de ces exécutions ou de ces prestations.

**D. — LE CAS OU PLUSIEURS OPÉRATIONS JURIDIQUES
RÉSULTENT D'UN MÊME DOCUMENT OU ACTE.**

Lorsque plusieurs opérations juridiques différentes résultent d'un même acte ou document, sur chacune de ces opérations sera perçu séparément le montant des droits correspondants.

**VIII. — La perception des droits de timbre
et d'enregistrement sur l'achat et la vente.**

A. — ACHAT ET VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES.

Pour les achats et les ventes aux enchères publiques des biens mobiliers, les droits de timbre et d'enregistrement seront perçus sur le prix adjugé.

Pour les biens immobiliers, ils seront perçus sur la valeur vénale, si le prix de l'adjudication est plus bas que la valeur vénale du bien.

B. — VENTE ET ACHAT ORDINAIRES.

Pour l'achat et la vente des biens mobiliers les droits de timbre et d'enregistrement seront perçus sur le prix convenu entre l'acheteur et le vendeur.

Pour un bien immobilier, ces droits seront perçus sur leur valeur vénale, si celle-ci est plus grande que le prix convenu entre l'acheteur et le vendeur.

IX. — L'évaluation des valeurs.

Dans tous les cas où la valeur de certains objets ou de

certaines droits est inconnue, les parties sont obligées d'en faire l'évaluation. Cependant si les parties ne sont pas d'accord ou bien si l'évaluation faite par les parties n'est pas digne de foi, les autorités chargées de percevoir les droits de timbre et d'enregistrement pourront ordonner la détermination de la valeur par l'évaluation des experts. Si par suite de l'expertise, il y a une différence de plus de 20 % entre la valeur déclarée et la valeur évaluée par l'expertise, en plus des droits perçus sur la valeur supplémentaire, les parties seront obligées de payer à titre d'amende fiscale une somme équivalente au montant total des droits perçus. Mais si on prouve que les parties ont déclaré une valeur inférieure à ce qui est réellement convenu, l'amende fiscale sera du triple du montant des droits.

Les frais de l'expertise incombent à la charge des parties.

X. — La perception des droits de succession⁴.

A. — LES PERSONNES TENUES AU PAIEMENT DES DROITS DE SUCCESSION.

Sont tenues au paiement des droits de succession, les héritiers, les légataires et en principe toutes les personnes qui reçoivent soit en totalité, soit en partie des biens de la succession.

Ils payent les droits successoraux en rapport de la valeur acquise dans la succession et du degré de parenté.

B. — DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA SUCCESSION POUR LE PAIEMENT DES DROITS SUCCESSORAUX.

Les droits successoraux sont exigés sur le montant to-

(4) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 75 à 86.

tal du patrimoine successoral, déduction faite des dettes et des charges qui grèvent la succession.

Les étrangers ne seront dispensés des droits de succession que sur certificat attestant que les sujets yougoslaves en sont exemptés dans leurs pays.

Les héritiers dans la zadrouga ne payent que la moitié des droits successoraux prévus pour les successions entre époux, sans avoir à tenir compte du degré de parenté et uniquement sur la part dans le patrimoine de la zadrouga, incombant au défunt.

La valeur de la part du défunt dans le patrimoine de la zadrouga se détermine quand la valeur totale du patrimoine de la zadrouga se divise par le nombre des membres de la zadrouga.

C. — LE CALCUL PRÉALABLE DES DROITS SUCCESSORAUX FRAPPANT L'USUFRUIT D'UNE SUCCESSION.

Au cas où une succession ou un legs seraient grevés d'un usufruit, l'usufruitier est soumis également au paiement des droits successoraux dans les proportions suivantes :

a) S'il s'agit d'un usufruit viager :

1. — La moitié du montant des droits, si l'usufruitier est âgé de moins de 50 ans.

2. — Du tiers des droits, si l'usufruitier est entre l'âge de 50 et 60 ans.

3. — D'un quart du montant des droits, si l'usufruitier est entre l'âge de 60 à 70 ans.

4. — D'un huitième du montant des droits, si l'usufruitier a plus de 70 ans.

Le restant est acquitté par l'héritier.

b) Si l'usufruit est limité pour une certaine durée, on prendra la valeur d'une année de jouissance des biens qui est calculée à raison de 5 % de la valeur des biens donnés en usufruit.

L'usufruitier ne sera tenu d'acquitter que sur cette valeur les droits perçus proportionnés à la durée de l'usufruit même. Le restant est acquitté par l'héritier.

D. — LES OPÉRATIONS PRÉALABLES A LA PERCEPTION
DES DROITS DE SUCCESSION.

En cas de décès d'une personne, le prêtre local est tenu d'en informer le tribunal municipal dans un délai de huit jours.

Le tribunal municipal est tenu d'avertir le juge compétent et le fisc compétent dans un délai de huit jours.

Le juge ordonnera, s'il y a lieu, la formation de la masse successorale et ordonnera la confection de l'inventaire des biens de la succession avec évaluation des valeurs.

S'il n'y a pas lieu de former la masse héréditaire, les héritiers sont tenus, dans un délai de trois mois du décès du défunt, de faire une déclaration au fisc du montant total des biens de la succession, ainsi que des dettes et des charges qui grèvent la succession.

Le fisc compétent c'est celui du lieu de la résidence du défunt.

Si le fisc ne trouve pas la déclaration ou l'inventaire estimatif digne de foi, il pourra ordonner une expertise.

Enfin c'est le fisc qui fixera le montant des droits à percevoir. Ce montant doit être acquitté dans un délai d'un mois à partir du jour de la remise aux héritiers de la décision fiscale d'avoir à payer.

Si les droits ne sont pas acquittés dans le délai prévu, le fisc procédera à la perception par voie d'exécution.

Si les héritiers ne font pas de déclaration au fisc dans le délai prévu, ils payeront le double des droits dûs comme amende fiscale.

E. — LES DROITS SUCCESSORAUX.

Le taux des droits successoraux varie suivant le mon-

tant de la part acquise dans la succession et suivant le degré de parenté, entre le défunt et l'héritier, comme l'indique le tableau ci-joint.

XI. — La priorité de la perception des droits de timbre et d'enregistrement.

Le Trésor a le droit de priorité pour la perception des droits de timbre et d'enregistrement. Il peut procéder à la perception par voies exécutoires.

Comme intérêt moratoire, le trésor a le droit de percevoir 8 % par an.

Les frais des voies d'exécution sont les suivants :

I. — Pour la sommation écrite, d'un centime par dinar de la somme due comme droits requis et comme amendes fiscales.

2. — Pour la saisie, de deux centimes par dinar de la dite somme.

3. — Pour la vente sur saisie, d'après les tarifs prévus par la loi.

XII. — La prescription en matière des droits de timbre et d'enregistrement.

A l'exception faite des amendes fiscales, la perception des droits de timbre et d'enregistrement se prescrit par un délai de cinq ans.

Ce délai commence à courir :

I. — Pour les documents et les actes soumis au paiement de ces droits, à partir du jour de l'emploi du dit document ou de l'acte devant une autorité publique ou du jour auquel l'administration a pris connaissance de cet acte ou document.

2. — Pour toutes les autres opérations soumises au paiement de ces droits, à partir du jour où l'administra-

tion a pris connaissance que les droits ne sont pas acquittés.

Il n'y a d'exception à la durée de la prescription que lorsque les droits de timbre et d'enregistrement doivent être perçus en vertu d'un jugement ou d'une décision. Dans ce cas là, le délai de prescription est de vingt-quatre années.

L'interruption de la prescription résulte de chaque acte entrepris par l'administration pour obtenir le paiement des droits dûs.

TARIF DE L'IMPOT ADDITIONNEL SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Numéro d'ordre dans le tarif douanier.	Le tarif de l'impôt additionnel sur le chiffre d'affaires.	Désignation de la marchandise.	Taux de cet impôt pour les produits indigènes.	Taux de cet impôt pour les produits importés.	Pour les échanges dans le pays.	Pour les échanges à travers les douanes	Pour les échanges dans le pays.	Lors de l'importation.	Les phases de circulation comprises par cet impôt.	Remarques.
			En pourcentage.							
Du n° 1	1	Toutes sortes de froments.		2		Le prix de vente	La prix de la marchandise lors de l'imp.			
Du n° 1	2	Le gruau et le seigle.		2	»	»		»		
Du n° 2	3	L'avoine.		2	»	»		»		
Du n° 2	4	L'orge.		2	»	»		»		
3	5	Le maïs.		2	»	»		»		
4	6	Toutes les autres sortes de blés non désignés.		2	»	»		»		
5/1	7	Le riz décortiqué.	2,3	3,3	»	»	Le pro-ducteur à la fa-brique		Jusqu'aux consom-mateurs.	

L'EXECUTION ET LA VENTE DES TIMBRES ET DU PAPIER-TIMBRE

I. — L'exécution des timbres et du papier-timbré¹.

L'exécution ainsi que la vente des timbres et du papier-timbré et un droit exclusif de l'Etat.

L'exécution des timbres et du papier-timbré ainsi que de tous les formulaires nécessaires est faite par la Direction des Monopoles d'Etat.

Les timbres sont de deux sortes : les uns sont mobiles et on les appose sur les actes auxquels ils sont destinés, et les autres sont imprimés sur le papier même mis en vente par l'Etat.

La forme extérieure, la couleur, etc., peuvent être changées suivant les nécessités, par décret du Ministre des Finances.

Les timbres sont de différentes valeurs, depuis 0,25 jusqu'à 1.000 dinars. De même pour le papier-timbré et pour les traites.

II. — La vente des timbres et du papier-timbré.

La vente des timbres et du papier-timbré est effectuée par la Direction des Monopoles d'Etat à l'aide des administrations fiscales, des autorités municipales et des vendeurs détaillants autorisés.

La vente se fait uniquement au comptant.

La Direction des Monopoles d'Etat accorde aux vendeurs détaillants autorisés, une provision de 2 %.

(1) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 101 à 103.

III. — Le contrôle du paiement des droits de timbre et d'enregistrement.

Le contrôle de l'acquittement des droits de timbre et des droits d'enregistrement est effectué par la Direction des Contributions du Ministère des Finances à l'aide de ses organes de l'administration financière.

Toutes les administrations de l'Etat, celles des unités administratives autonomes et toutes les personnes physiques et juridiques sont tenues de laisser à ces organes de contrôle, le libre examen des actes, écrits, contrats, registres, etc., soumis aux droits de timbre et aux droits d'enregistrement.

LES AMENDES FISCALES EN MATIERE DES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT ¹.

I. — Les amendes fiscales et les peines correctionnelles.

Les amendes fiscales prononcées en matière des droits de timbre et d'enregistrement ne peuvent être ni diminuées, ni grâciées.

Les peines de prison ne peuvent être appliquées que dans les cas où les délinquants seraient punis des peines de prison également par la loi pénale.

Ces peines de prison sont prononcées pour les délits : de la fabrication des faux-timbres et papiers-timbrés ainsi que pour la vente de ceux-ci, et également ceux qui en connaissance de ces faits les acceptent. De même sont punis ceux qui se servent des timbres ou des papiers timbrés déjà utilisés.

La tentative est punie pareillement au délit même.

En plus de ces peines correctionnelles, les délinquants seront soumis à une amende fiscale qui est de cinquante fois la somme du montant des timbres ou papier-timbré faux.

Les fonctionnaires et les employés de l'Etat et des municipalités ainsi que les vendeurs détaillants autorisés et les personnes privées qui font de la vente des timbres et du papier-timbré, s'ils les vendent à un prix supérieur à celui indiqué, seront soumis à une amende fiscale qui est égale à cinquante fois le montant du supplément exigé par eux.

De plus les fonctionnaires et les employés de l'Etat seront soumis à des peines disciplinaires.

(1) V. Devetcherski Ziv. : *ibid.*, p. 117 à 140.

II. — **Les amendes fiscales pour l'insuffisance des droits acquittés.**

Tout acte qui est soumis aux droits de timbre ou à l'emploi du papier-timbré, s'il est insuffisamment timbré ou non timbré, on percevra, en dehors des droits dûs, comme amende fiscale une somme qui est égale à trois fois le montant des droits à percevoir sur cet acte.

Les propriétaires et les gérants des entreprises commerciales, artisanales et industrielles, s'ils exploitent leurs entreprises sans avoir requis l'autorisation nécessaire, seront soumis à une amende fiscale qui est du triple du montant des droits dûs pour l'obtention de l'autorisation.

De même toutes les personnes physiques ou juridiques qui délivrent des certificats ou attestations, ou biens qui sont tenues de percevoir des droits de timbre au profit du Trésor, si elles ne les perçoivent pas, seront soumis en dehors du paiement de la somme due pour le montant de ces droits à une amende fiscale qui est du triple de la dite somme.

Ceux qui détiennent ou qui vendent des cartes à jeux et des dominos non timbrés, seront soumis en dehors du paiement de la somme due pour les droits de timbre, encore à une amende fiscale qui est du triple de ce moment.

III. — **Les amendes des fonctionnaires et des employés d'Etat et des unités administratives autonomes.**

Les fonctionnaires et les employés de l'Etat et des Unités administratives autonomes seront soumis à une amende fiscale, qui est du triple du montant des droits non perçus ou insuffisamment perçus :

1. — S'ils procèdent d'après les demandes, requêtes, etc arrivées par la poste insuffisamment timbrées ou non timbrées.

2. — S'ils procèdent d'après les actes ou documents sur lesquels il fallait au préalable percevoir un supplément de droits et infliger une amende fiscale.

3. — En cas de l'émission de la perception des droits ou en cas de la perception insuffisante des droits.

Enfin, il y a toute une série d'amendes fiscales infligées à ces fonctionnaires et à ces employés pour le défaut de contrôle, des délais de perception, etc. Ces amendes varient de 30 à 500 dinars.

IV. — **Les récompenses accordées aux dénonciateurs.**

Les dénonciateurs reçoivent la moitié du montant des amendes fiscales, s'ils le demandent.

Les fonctionnaires et employés de l'Etat et des unités administratives autonomes, sauf les organes du contrôle financier, ne peuvent jamais être des dénonciateurs.

Les organes du contrôle financier ont droit au quart du montant de l'amende fiscale.

V. — **La prescription pour les délits en matière des droits de timbre et d'enregistrement.**

Les faits délictueux commis en matière des droits de timbre et d'enregistrement et punissables en vertu de la loi sur les impôts indirects, se prescrivent par un délai de cinq ans, à partir du jour où ils ont été commis.

LES VOIES DE RECOURS EN MATIERE DES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Contre toutes les décisions et les sentences en matière des droits de timbre et d'enregistrement, on peut avoir recours :

1. — Contre les décisions des tribunaux judiciaires de première instance, devant la Cour de Cassation.

2. — Contre les décisions des différentes administrations publiques, à la Direction des Contributions auprès du Ministère des Finances.

3. — Contre les décisions de la Direction des Contributions de la Direction des Monopoles d'Etat et celles du Ministre des Finances, au Conseil d'Etat.

Les réclamations doivent être faites dans un délai de quinze jours à partir du jour de la réception du jugement ou de la décision.

LES MONOPOLES FISCAUX

I. — Quels sont les monopoles fiscaux en Yougoslavie ?

Le droit de monopole appartient exclusivement à l'Etat.

Les différents monopoles de l'Etat sont :

1. — Le monopole du tabac.
2. — Le monopole du papier à cigarettes.
3. — Le monopole des allumettes, des briquets, des mèches et des pierres à feu.
4. — Le monopole du pétrole.
5. — Le monopole du sel.

Ces divers monopoles sont dirigés par la Direction indépendante des monopoles d'Etat du Royaume de Yougoslavie.

Cette Direction est indépendante, mais elle est soumise au contrôle du Ministre des Finances. Notamment en ce qui concerne les décisions importantes, comme par exemple : celles dépassant la somme de 500.000 dinars, sont soumises à l'approbation du Ministre des Finances.

Les membres du Conseil d'administration sont nommés par le Ministre des Finances parmi ceux qui sont proposés par le Conseil d'Administration antérieur. De plus, il y a encore deux membres qui sont proposés par les porteurs des obligations de la dette publique.

La Direction des Monopoles siège à Belgrade.

Elle dispose des revenus des divers monopoles dans les limites suivantes :¹

(1) Elle dispose de ces revenus en vertu de la loi du 8 juillet 1895, loi sur la conversion des dettes publiques, en vertu des lois sur les emprunts faits par l'Etat et de la loi du 5 Décembre 1931, loi sur l'organisation des Monopoles d'Etat.

1. — Elle gère et dispose de ces revenus jusqu'à la concurrence de la somme nécessaire pour effectuer le service régulier des annuités et des intérêts de la dette publique garantie par les revenus des monopoles.

2. — Elle gère et elle dispose de tous les revenus nécessaires à son exploitation industrielle et à l'exercice du droit de monopole.

Les prix des produits monopolisés sont fixés par le Ministre des Finances sur proposition de la Direction des monopoles.

Les produits monopolisés ne peuvent être vendus ni à un prix inférieur, ni à un prix supérieur au prix indiqué sur le produit.

Personne ne peut importer des produits monopolisés étrangers dans le pays sans payer les droits de monopole. Il n'y a d'exception que pour la Famille Royale et pour les ministres plénipotentiaires et chargés d'affaires étrangers, mais seulement en cas de réciprocité.

II. — Le monopole de tabac.

La Direction des Monopoles a le droit exclusif d'autoriser, de contrôler et de gérer la plantation de tabac ainsi qu'elle seule peut procéder à l'achat, à la fabrication, à la vente, à l'exportation et à l'importation du tabac.

A. — PLANTATION DU TABAC.

Personne ne peut planter du tabac sans l'autorisation préalable de la Direction des monopoles.

La Direction des monopoles détermine chaque année elle-même les régions dans lesquelles on peut planter le tabac ainsi que le nombre et la quantité des espèces que l'on peut planter, de même que la manière et le prix d'achat du tabac.

B. — ACHAT DU TABAC.

L'achat du tabac produit pour le Monopole est fait par des Commissions spéciales désignées par la Direction des monopoles.

Les planteurs du tabac sont tenus de remettre toute la quantité intégrale du tabac produit.

La quantité du tabac sera déterminée par la dite commission et le prix d'achat sera fixé par elle, d'après le tableau des prix élaborés par la Direction des monopoles.

C. — LA PRODUCTION DU TABAC POUR L'EXPORTATION.

La plantation du tabac pour l'exportation ne pourra être faite qu'en vertu de l'autorisation de la Direction des monopoles. Elle ne pourra être faite que par des zadrougas.

Le tabac destiné à l'exportation ne pourra pas être vendu à l'intérieur du pays.

D. — LA FABRICATION DU TABAC.

Les diverses sortes de production, la façon de la production, les différentes qualités des mélanges, etc., sont fixés par la Direction des monopoles.

Les prix de vente sont fixés par le Ministre des Finances sur proposition de la Direction des monopoles.

Sur chaque paquet ou boîte mis en vente, il doit être indiqué la sorte, la quantité et le prix.

E. — LA VENTE DES PRODUITS DE TABAC.

La vente des produits de tabac est faite soit directe-

ment par la Direction des monopoles, soit par les vendeurs en gros des produits de tabac ou par les vendeurs-détaillants des produits de tabac.

III. — Le monopole du papier à cigarette.

La Direction des monopoles a le droit exclusif de la production, de la préparation, de l'importation et de la vente du papier à cigarettes.

La production du papier à cigarettes pour l'exportation est libre, elle est seulement soumise au contrôle de la Direction des monopoles.

La vente à l'intérieur du pays reste le droit exclusif de la Direction des monopoles.

La fixation du prix ainsi que la vente du papier à cigarettes sont faites d'après les mêmes dispositions que pour les produits des tabacs.

IV. — Le monopole des allumettes, des briquets, des mèches et des pierres à feu.

La Direction des monopoles a le droit exclusif de la fabrication, de l'importation et de la vente des allumettes, des briquets, des mèches et des pierres à feu.

Cependant la Direction des monopoles peut autoriser des personnes privées de fabriquer, d'importer et de vendre ces produits monopolisés mais en récupérant les droits de monopole.

Les prix de ces produits monopolisés sont fixés de la même manière que pour les autres produits monopolisés, c'est-à-dire par le Ministre des Finances sur proposition de la Direction des monopoles.

Tout briquet apporté avec soi de l'étranger doit être,

dans un délai de quinze jours, porté à la Direction des monopoles pour la perception des droits de monopole.

La vente des allumettes, des briquets, des mèches et des pierres à feu est faite par les débitants des produits de tabac.

V. — Le monopole du sel.

La Direction des monopoles a le droit exclusif de produire, d'importer et de vendre les sels pour la nourriture de l'homme et du bétail, ainsi que celui de l'utiliser dans des buts industriels.

Par production de sel, on entend l'exploitation des mines de sel et l'extraction du sel des eaux salées.

L'utilisation des eaux naturelles salées dans des buts industriels ne peut être faite que sur autorisation et dans les conditions prescrites par la Direction des monopoles.

La vente du sel pour la nourriture de l'homme et du bétail est faite soit directement par la Direction du monopole, soit indirectement par l'intermédiaire des marchands en gros et des vendeurs détaillants de sel, autorisés par la Direction des monopoles.

Les sels vendus dans des buts industriels sont vendus à l'état dénaturé de sorte qu'on ne peut pas s'en servir pour la nourriture.

Le prix du sel est fixé par le Ministre des Finances sur proposition de la Direction des monopoles.

VI. — Le monopole de pétrole.

La Direction des monopoles a le droit exclusif d'importer, de transformer et de vendre le pétrole. Cependant, elle peut concéder ce droit en partie à des particuliers contre le paiement des droits de monopole et à condition

:

:

que toutes les opérations de ces concessionnaires soient soumises au contrôle de la Direction des monopoles.

La perception des droits de monopole sur le pétrole est effectuée par la douane pour le compte de la Direction des monopoles lors de l'importation du pétrole.

Vu : Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu : Le Président de la Thèse,
EDGARD ALLIX.

Vu et Permis d'Imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

ERRATUM

Le tableau de la page 128 : DROITS PERÇUS SUR LES SUCCESSIONS ET DONATIONS, devrait figurer à la page 154.

Le tableau de la page 154 : TARIF DE L'IMPOT ADDITIONNEL SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES, devrait figurer à la page 128.

